

Numéro 163 du 19 décembre 1983 - 10FF - 70FB - 4FS

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

ETATS-UNIS

**La mobilisation
des chômeurs
dans la
citadelle
impérialiste**



ETAT ESPAGNOL

**Gouvernement
socialiste,
politique
capitaliste :
Basta !**

INDEX DES NUMEROS D'INPRECOR DE L'ANNEE 1983

Sommaire du numéro 163 du 19 décembre 1983

3	EDITORIAL	La crise du marché commun européen	Ernest MANDEL
4	ETAT ESPAGNOL	Gouvernement socialiste, politique capitaliste, « Basta ! »	LIGA COMUNISTA REVOLUCIONARIA
10	PAYS-BAS	Perspectives du mouvement pacifiste	Robert WENT
11	ETATS-UNIS	La mobilisation des chômeurs dans la citadelle impérialiste	Dianne FEELEY
18	AFRIQUE DU SUD	La lutte des opprimés contre la nouvelle Constitution raciste	Nathan PALMER
24		NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE	
		POLOGNE : L'internationale des gouvernants et celle des citoyens. ETATS-UNIS : Un « marine » contre l'intervention à Grenade. ANTILLES : Sixième congrès du Groupe révolution socialiste. ISRAEL : Liberté pour Michel Warschawski et tous les soldats opposés à la guerre du Liban. LES NOTRES : Peng Shuzhi (1895-1983).	
28		Index des numéros d'« INPRECOR » de l'année 1983	« INPRECOR »
36		Publicité : les éditions la Brèche	

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

ABONNEMENT 25 NUMÉROS PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 200 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 225 FF. Afrique et Amériques : 265 FF. Asie : 290 FF.

Pli fermé : France, 300 FF. Tous les autres pays (par voie de surface), 320 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

La crise du Marché commun européen

L'ÉCHEC lamentable de la conférence d'Athènes du début décembre est un révélateur de la crise que traverse la Communauté économique européenne (CEE). Les chefs d'Etats ou de gouvernements des dix pays capitalistes de la CEE n'ont pu se mettre d'accord sur rien, même pas sur un communiqué final enregistrant leurs désaccords. A aucun moment depuis la mise en vigueur du Traité de Rome, il y a 25 ans, l'impuissance de la bourgeoisie européenne à passer d'une confédération d'Etats bourgeois souverains à une fédération — à un Etat bourgeois supranational — n'a été aussi manifeste qu'aujourd'hui. La cause de cette impuissance n'est pas un secret pour les marxistes révolutionnaires. L'Etat bourgeois, à l'époque du déclin du capitalisme, a une double fonction d'instrument de sauvegarde du régime : une fonction économique et une fonction socio-politique.

Dans le domaine économique, l'Etat est le principal instrument de soutien et de garantie des profits du grand capital. Comme ce grand capital est de plus en plus organisé en sociétés multinationales, l'Etat national n'est manifestement plus à même de remplir ce rôle-là de manière efficace au service des « multinationales européennes ». La crise actuelle le souligne avec un éclat particulier dans des pays comme la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, voire, encore un peu moins visiblement, l'Allemagne occidentale. Voilà pourquoi un Etat supranational serait économiquement utile pour la bourgeoisie. Mais, par ailleurs, à l'ère actuelle, les crises sociales et politiques explosives, relativement autonomes par rapport aux crises économiques à proprement parler, sont une menace tout aussi grave pour la survie du système capitaliste que ces dernières. Or, face à cela, la bourgeoisie a besoin d'armes politiques efficaces. A ce propos, l'idéologie « européenne » ne peut pas se substituer, à l'étape présente, aux idéologies nationales et au « consensus » autour de la souveraineté nationale appuyée par le suffrage universel, arme idéologique clé de la bourgeoisie et des appareils réformistes, pour enfermer les masses laborieuses dans l'impasse de la collaboration de classe.

Prise dans ses contradictions, la bourgeoisie européenne se comporte comme l'âne de Buridan, qui ne sait choisir entre la faim et la soif, le foin et l'eau, et qui finit par mourir. Elle ne peut pas abandonner l'Etat souverain. Elle ne peut pas non plus abandonner les avantages économiques manifestes du Marché commun. Elle continue à hésiter entre les deux. C'est pourquoi le Marché commun survit et ne s'effondre pas. Mais c'est aussi pourquoi il survit en condition de crise prononcée.

La crise économique a aggravé la crise du Marché commun. Toute crise économique en régime capitaliste aggrave la concurrence, rend caducs des accords intercapitalistes conclus auparavant, accentue les tendances au nationalisme économique et au protectionnisme. La crise renforce les mécanismes du « chacun pour soi » et de l'« égoïsme sacré » qui sont de toute manière sous-jacents à un régime fondé sur la propriété privée, et donc la concurrence. Chaque bourgeoisie impérialiste veut exporter davantage et importer moins. Elle appelle la bureaucratie réformatrice à la rescousse de cette politique. Les bureaucraties réformatrices politiques et syndicales essayent de convaincre les travailleurs que c'est la seule réaction « réaliste » en période de crise. Elles passent sous silence le fait qu'en agissant de la sorte, on ne fait qu'exporter, c'est-à-dire généraliser à l'échelle européenne et internationale, chômage, austérité, réduction des salaires, démantèlement des conquêtes sociales et des acquis politiques et syndicaux de classe. Les bonnes âmes social-démocrates, à la Michel Rocard-Edmond Maire, ferment la boucle en proclamant que l'alternative anticapitaliste, socialiste, est impossible dans l'immédiat : elle « nous » ferait sortir de l'« économie ouverte », c'est-à-dire de l'économie capitaliste internationale, ce qui serait « inconcevable ».

Comment maintenir des institutions communautaires, qui impliquent des concessions et des compromis réciproques, alors que chaque bourgeoisie impérialiste s'efforce d'imposer les charges de la crise à sa classe ouvrière et à ses concurrents/partenaires étrangers ? Voilà la quadrature du cercle. Les causes immédiates de l'échec d'Athènes sont à rechercher dans la difficulté de trouver un compromis entre les impératifs immédiats de la bourgeoisie française d'une part — efficacement défendus par François Mitterrand — et les bourgeoisies britannique et ouest-allemande d'autre part.

La faiblesse industrielle du capitalisme britannique, encore renforcée par les effets à moyen terme de la politique de Margaret Thatcher, fait que le commerce extérieur intercommunautaire de la Grande-Bretagne est largement déficitaire. Mais, en même temps, la Grande-Bretagne est le deuxième « payeur net » du budget européen, dont 60 % des ressources sont absorbées par les subsides à l'agriculture, avant tout française. Margaret Thatcher et la City ne veulent plus perdre sur les deux tableaux. Elles se battent contre les subsides — avant tout anglais — à l'agriculture.

La France souffre également d'un gros déficit de son commerce intercommunautaire, mais, en échange, elle ne subventionne pas le budget européen. Elle en profite plutôt, en termes d'ailleurs modestes. Quant à l'Allemagne, elle jouit d'un énorme surplus dans les échanges intercommunautaires : près de 5 milliards de dollars (plus de 40 milliards de FF). En échange, elle paye plus d'un milliard de dollars pour le budget de la CEE, essentiellement pour subventionner l'agriculture. Elle est prête à payer cette charge, qu'elle considère à juste titre comme une subvention à peine déguisée à ses propres exportations industrielles. Mais elle n'est pas disposée à accroître la charge.

Sans le Marché commun, la crise économique s'aggraverait considérablement dans les dix pays européens concernés. Ce qui est pire, toute chance de défendre la part actuelle de la CEE dans le marché mondial serait sapée. Or, cette part reste considérable : 54 % des exportations de produits manufacturés, contre 17 % pour les USA et 16 % pour le Japon, dans l'ensemble de ces exportations des pays impérialistes (pays de l'OCDE). Les projets de relance des technologies de pointe, promus par la CEE et réalisables seulement à l'échelle européenne, seraient voués à l'échec. Les « multinationales européennes » cèderaient de plus en plus le pas aux « multinationales américaines » et aux « multinationales japonaises ».

La résistance farouche du grand capital bancaire à tout retour à un mode d'action circonscrit au « sol national », étendu tout au plus à sa « zone d'influence » traditionnelle dans le monde, indique bien les choix du grand capital privé en la matière. Ce qui se passe dans le domaine de l'industrie d'armement, où l'interpénétration européenne des fabrications prévaut, en est un autre indice.

Mais Mitterrand ne peut facilement sacrifier ses intérêts électoraux, notamment auprès des gros producteurs et exportateurs de produits agricoles qui dominent la plupart des syndicats paysans, sur l'autel de l'intérêt économique « général » de la bourgeoisie française. Margaret Thatcher ne peut agir autrement, surtout vu l'énorme déficit des dépenses publiques britanniques, sur lequel pèsent les dépenses britanniques pour le budget européen. Le Marché commun ne s'est pas effondré, mais il restera en crise, et les bourgeoisies européennes ne pourront trouver que des « solutions » temporaires à cette crise, solutions qui deviendront vite caduques. ■

Ernest Mandel,
12 décembre 1983.

Gouvernement socialiste, politique capitaliste : Basta!

LES promesses électorales du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), élu par les travailleurs le 28 octobre 1982, ont fondu comme neige au soleil en un an de gouvernement « socialiste ». Le changement n'est intervenu, ni pour les minorités nationales, notamment du pays basque, où la politique centraliste de Madrid est poursuivie, ni pour les femmes, puisque la dépénalisation du droit à l'avortement ne correspond pas à sa reconnaissance pleine et entière, ni pour les travailleurs de la campagne, toujours en attente d'une authentique réforme agraire, ni pour les militants pacifistes, qui voient le PSOE renoncer à l'idée d'un référendum sur le retrait de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et accepter le maintien des bases américaines sur le territoire de l'Etat espagnol ... Et la liste des capitulations du gouvernement PSOE devant les « pouvoirs de fait » (Eglise, armée, Etat) n'est pas exhaustive.

C'est cependant sur le terrain économique et social que la politique de gestion des intérêts capitalistes menée par le gouvernement de Felipe Gonzalez s'applique de la façon la plus évidente, la plus brutale pour les travailleurs, et la plus cohérente. Ainsi, le principe de la semaine de 40 heures a été approuvé, mais sa mise en application définitive ne devrait être effective qu'en 1984. Qui plus est, le ministre du Travail, Joachim Almunia, a précisé qu'il s'agirait-là du « plafond » de la réduction du temps de travail au cours de la prochaine législature, ce qui entre en contradiction avec tout réel projet de développement de l'emploi. Ceci a d'ailleurs suscité des mobilisations ouvrières en faveur de la semaine des 40 heures. Il n'y a pourtant pas à être étonné d'une telle orientation du gouvernement du PSOE sur l'emploi lorsque l'on sait que la création des 800 000 emplois, initialement prévue pour la législature, ne devait être assurée que par le bon vouloir des entrepreneurs capitalistes, lesquels ne sont guère pressés d'investir dans ce but dans le présent contexte économique (1).

Mais alors même que le chômage touche déjà 2,3 millions de personnes, soit 18 % de la population active, le gouvernement de Felipe Gonzalez a des projets de restructuration industrielle bien plus ambitieux encore. Ceux-ci ont été exposés dans un Livre blanc qui envisage la perte de 200 000 postes de travail. S'ils étaient appliqués dans leur totalité, cela aurait pour conséquence un accroissement considérable du chômage. Les précédents gouvernements conservateurs de l'Union du centre démocratique (UCD) s'étaient déjà attelés à cette tâche. Mais le PSOE la prend maintenant à bras-le-corps, annonçant ouvertement sa volonté de résoudre la crise de certains secteurs industriels à l'aide des critères capitalistes traditionnels de la rentabilité, de la restructuration des entreprises déficitaires et du chômage. Le test de cette politique fut l'annonce, en juillet dernier, d'un plan de reconversion dans la sidérurgie prévoyant notamment le démantèlement de la majeure partie des installations de l'entreprise d'Etat des Hauts-fourneaux de la Méditerranée, à Sagunto, près de Valence, et la perte de leur emploi pour 3 000 travailleurs de cette entreprise de 4 000 personnes. Sagunto fut aussi un test de la capacité de résistance des travailleurs qui se sont mobilisés pour la défense de leur emploi. Le gouvernement attache beaucoup d'importance à l'issue de ce conflit. Il y a inauguré une tactique qui n'hésite pas à dresser les travailleurs les uns contre les autres, entre différents secteurs ou différentes usines, et à les tromper par la promesse de propositions fantomatiques « d'emplois alternatifs », ou de projets de réindustrialisation qui n'existent que sur le papier. Enfin, le gouvernement y a aussi testé l'efficacité de la ré-

pression patronale et de la répression policière contre les mobilisations. Ainsi, les travailleurs du train de laminoir numéro 28, les premiers touchés par la fermeture, qui avaient remis la production en marche, ont été dénoncés et menacés de licenciement par la direction. L'accord qui amena ensuite la suspension de ces mesures fut liée à l'acceptation, par les travailleurs de toute l'entreprise, de la fermeture de ce secteur et du reclassement de ses travailleurs dans le reste de l'entreprise.

Si le test de Sagunto tourne à l'avantage du gouvernement du PSOE, Carlos Solchaga, le ministre de l'Industrie, a déjà affirmé qu'il tenait prêt dans ses cartons « quinze autres Sagunto ». Rien que dans le secteur de la sidérurgie, c'est un total de 10 000 des 40 000 postes de travail qui devraient être supprimés dans les trois entreprises différentes, dont celle de Sagunto est la plus radicalement touchée. Mais après la sidérurgie, les plans de restructuration du gouvernement lorgnent aussi vers les chantiers navals. Le responsable de ce département au sein de l'Institut national de l'industrie (INI), Pedro Sancho, l'a déclaré sans ambages en affirmant qu'il faudra supprimer dans ce secteur 20 000 emplois et fermer plusieurs chantiers. Les réactions ouvrières à ces déclarations ont certes amené le ministre du Travail à qualifier les propos de son collaborateur de « prématurés », mais il n'en reste pas moins que ces projets sont bien réels. Ils s'inscrivent d'ailleurs dans la droite ligne de la politique des gouvernements précédents et des accords sociaux acceptés dans le passé par les directions syndicales. Ces dernières avaient déjà signé, en effet, en 1978, les pactes de « Castellana 3 », qui avaient provoqué la réduction de l'emploi dans le secteur des chantiers navals, d'un total de près de 50 000 travailleurs en 1978 à 43 000 aujourd'hui. Les nouveaux projets du gouvernement PSOE pour les chantiers navals prévoient une diminution de 12 000 postes de travail dans le secteur public, et de 7 000 dans le secteur privé en 1984.

Ainsi, non seulement la victoire électorale du 28 octobre 1982 ne s'est pas traduite sur le terrain économique et social, mais les mesures gouvernementales contraignent chaque jour un peu plus les travailleurs les plus touchés à des luttes importantes pour la défense de leur emploi. En attendant, la perte du pouvoir d'achat des travailleurs, tout comme le chômage, continuent de s'aggraver, tandis que les projets de restructuration industrielle du gouvernement annoncent de nouvelles attaques contre les acquis des travailleurs. C'est aussi le cas des plans de généralisation des contrats de travail temporaire et de réorganisation de la sécurité sociale (2). Le 30 novembre dernier, le Conseil des ministres a approuvé une série de mesures visant à généraliser les contrats de travail temporaire d'une durée de six mois à trois ans. Seule restriction à la reconnaissance du droit au licenciement, encouragé par cette décision, les entreprises qui ont procédé à des licenciements dans les douze mois antérieurs ne devraient pas pouvoir bénéficier de ces dispositions sur les contrats de travail temporaire. Cela signifie néanmoins, de manière indubitable, une précarisation de l'emploi, justifié par le ministre du Travail de la façon suivante : « Pour les deux millions de chômeurs actuellement enregistrés, il vaut mieux travailler quelques mois que pas du tout. La plupart des petites et moyennes entreprises ont déjà ajusté leur main-d'œuvre dans le sens de la baisse. Il s'agit maintenant de les inviter à réembaucher aux premiers signes de reprise, en sachant qu'elles pourront licencier si la conjoncture change à nouveau. » (*Le Monde*, 19 novembre 1983).

Les discours électoraux du candidat Felipe Gonzalez dénonçant « les inégalités aiguës » de la société espagnole ne

peuvent donc, aujourd'hui, à la lumière des plans du gouvernement du PSOE, s'interpréter que comme une espèce d'égalisation « par le bas ». Si l'ensemble des projets gouvernementaux voyait le jour, cela signifierait, à n'en pas douter, une paupérisation des travailleurs et de couches sociales petites-bourgeoises, sans amélioration substantielle du sort des plus démunis, les disparités sociales allant en s'approfondissant. Une plus grande différenciation des situations au sein même des travailleurs apparaîtra, entre ceux qui conserveront un emploi stable et ceux qui seront soumis à un contrat de travail temporaire,

LIGA COMUNISTAREVOLUCIONARIA

(...) « Puisque nous vivons dans une économie de marché, il faut donc que cette économie fonctionne le mieux possible », disait récemment le représentant du gouvernement du PSOE à une délégation des Commissions ouvrières (CCOO). Autrement dit, il s'agit de gagner la confiance du grand capital, puisque ce sont ses détenteurs, les maîtres de l'économie et du marché, qui sont appelés à résoudre la crise, à « réindustrialiser », à créer des emplois, etc. Mais, sur ce terrain, les résultats obtenus par le gouvernement socialiste sont peu présentables. Le patronat, évidemment, se félicite de voir un parti de gauche utiliser la confiance qu'il a reçue des travailleurs pour réaliser les plus sales besognes pour une issue capitaliste à la crise. Pour le moment, il n'y a pas de harcèlement du gouvernement par le patronat sur le terrain économique, mais il n'y a pas, et il n'y aura pas de collaboration non plus. Le patronat ne cache pas, par exemple, son intention de ne pas créer d'emplois malgré les multiples et importants cadeaux qui lui ont été octroyés par le gouvernement. C'est logique : la bourgeoisie connaît parfaitement l'étendue de la crise internationale. (...)

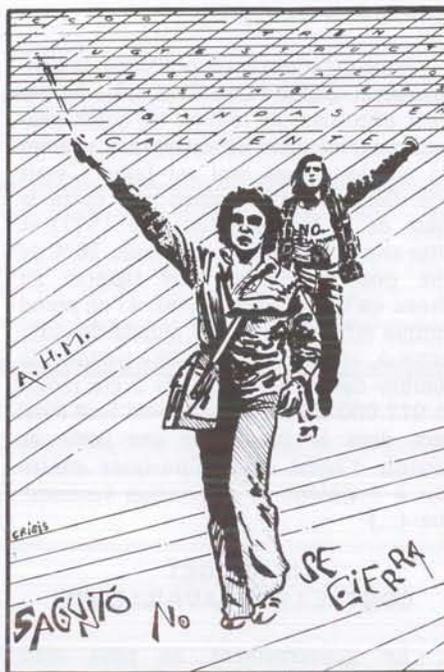
La politique du gouvernement socialiste, qui se met au service du bon fonctionnement de l'économie de marché, a donc transformé, à court terme, ce gouvernement en un excellent instrument du grand capital. Mais à moyen terme, les patrons ne considèrent pas les partis de gauche, aussi modérés soient-ils, comme des instruments politiques adéquats. L'expérience européenne de ces dernières années est très claire, et le PSOE devrait y réfléchir. Et ceci, même pour des raisons « d'autodéfense ». La bourgeoisie entend faire le maximum de profits à partir des cadeaux qu'elle a reçus des gouvernements de gauche réformistes. Elle rentabilise surtout la division et la démoralisation que ces gouvernements provoquent parmi la classe ouvrière. Quand le patronat considère que les travailleurs sont suffisamment affaiblis, il passe à l'offensive pour bouter la social-démocratie hors du gouvernement et y placer ses représentants directs. La politique du PSOE de recherche systématique de l'appui de la bourgeoisie pour gouverner n'est pas seulement réactionnaire, elle est aussi suicidaire.

En réalité, la force du gouvernement du PSOE ne dépend pas de l'appui de la bourgeoisie ni de celui de ses institutions, mais, fondamentalement de l'appui majoritaire que lui apportent les travailleurs.

les chômeurs seraient eux-mêmes divisés entre de nombreuses catégories, les retraités et pensionnés de même, etc.

Nous publions ci-après des extraits d'une brochure de la Liga Comunista Revolucionaria (LCR), section de la IVe Internationale dans l'Etat espagnol publiée en octobre, et consacrée au bilan du gouvernement PSOE sur le terrain économique et social et à ses perspectives en matière de niveau de vie des travailleurs et d'emploi.

V. K.



« Ne fermez pas Sagunto ! » (DR)

Compte tenu de son écrasante majorité parlementaire, le gouvernement de Felipe Gonzalez aurait d'énormes difficultés pour agir, s'il devait compter avec une opposition de gauche cohérente et une force sociale significative. C'est pour cela qu'il prête une attention toute particulière à la tactique de ses relations avec les travailleurs, afin d'empêcher qu'une telle opposition ne puisse surgir. Il doit y prêter chaque jour un peu plus d'attention, car le capital de confiance dont il jouissait va en s'amenuisant, même si c'est lentement et de façon inégale. Un an après la victoire électorale du 28 octobre 1982, les conditions matérielles de vie de l'immense majorité des travailleurs se sont aggravées.

Et les atteintes les plus graves sont encore à venir. Elles affecteront sérieusement tous les secteurs ouvriers et populaires. Comment le gouvernement va-t-il donc manœuvrer pour conserver malgré tout la majeure partie de sa base sociale et disperser, isoler, marginaliser toute opposition ? En premier lieu, il va continuer à laminer idéologiquement toute conscience de classe. Ensuite, il va échelonner les attaques. Ainsi, par exemple, il apparaît que la réforme de la sécurité sociale se fera petit à petit à travers divers décrets-lois. De même, la restructuration de la sidérurgie a commencé à Sagunto par le secteur 28, et la restructuration des chantiers navals commencera par Euskaldura et Astano, mais seulement une fois que la situation de Sagunto sera réglée (3). Et c'est ainsi dans tous les domaines. Il s'agit de dissimuler le sens général de la politi-

que du gouvernement, pour éviter que ne surgisse une riposte de masse généralisée. C'est pour cela que, pour contribuer à l'apparition d'une telle riposte, il faut commencer par révéler la cohérence anti-ouvrière de la politique gouvernementale et la critiquer point par point, radicalement.

UNE PERTE DE POUVOIR D'ACHAT SANS PRÉCÉDENT

Le gouvernement socialiste prétend ramener l'inflation (taux annuel de hausse de l'indice des prix à la consommation), de 14 % en 1982 à 6 % en 1986. Il soutient qu'il faut, pour cela, que la croissance des salaires décélère au même rythme, et que les salariés doivent supporter une « petite » perte de pouvoir d'achat dans les années qui viennent. Il s'agit, d'après son argumentation, de « réduire la différence d'inflation existant avec les autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) » pour augmenter la compétitivité de l'économie et de « réduire les coûts salariaux des entreprises », afin que des emplois soient créés. Si les plans du gouvernement réussissent, la perte du pouvoir d'achat sera sans précédent par son ampleur, et loin de favoriser le marché de l'emploi, cela amènera une disparition supplémentaire de postes de travail.

Le pacte de la Moncloa a inauguré un nouveau système de révision des salaires, supposant une forte perte de pouvoir

1. Cf. *Inprecor*, numéro spécial économique 151 du 30 mai 1983.

2. Les projets gouvernementaux concernant la sécurité sociale signifient une décharge de la pression fiscale des entreprises aux dépens non seulement des travailleurs salariés, mais aussi des travailleurs indépendants et des agriculteurs. De son côté, l'Etat prend en charge, à la place des patrons, une plus grande part du financement des dépenses de sécurité sociale. Mais les allocations attribuées diminuent du fait de l'introduction de différentes catégories de pensionnés et de la prolongation de la période de travail prise en compte pour l'estimation de ces pensions.

3. La restructuration des chantiers navals prévoit la fermeture des entreprises d'Olavega (Euskalduna) à Bilbao et d'Astano à Ferrol. A Vigo, sur les quatre arsenaux, il ne devrait en rester plus qu'un seul. A Gijón, un holding sera formé avec les trois chantiers privés. A Cantabrique, les deux chantiers seront fusionnés. Dans d'autres chantiers navals, la production sera diminuée au tiers de sa capacité totale.

d'achat (4). Si, jusqu'alors, les révisions salariales s'effectuaient sur la base de la hausse de l'indice des prix de l'année précédente, le critère actuellement dominant consiste à fixer, au travers d'accords entre les syndicats, le patronat, et, éventuellement, le gouvernement, une hausse qui ne soit pas liée au taux de l'inflation de l'année précédente, mais représente une croissance moyenne résultant de l'inflation programmée pour l'année suivante. Il suffit donc de programmer un taux de baisse de l'inflation qui ne soit pas obtenu pour que les salaires perdent de leur pouvoir d'achat. Et c'est ce qui s'est passé ces dernières années.

Le PSOE veut poursuivre dans cette voie et accélérer ainsi le processus de réduction des salaires réels. En effet :

a) Il a programmé une forte réduction de l'inflation qui ne sera probablement pas obtenue. Pour l'année 1983, l'indice des prix à la consommation de janvier à décembre augmentera de 12 %, c'est-à-dire de 2 points de moins qu'en 1982. S'appuyant sur cette diminution, le gouvernement a programmé une inflation de l'ordre de 8 % pour fin 1984, de 7 % pour 1985, et de 6 % pour 1986. Mais de nombreux facteurs permettent de douter que la décélération de l'inflation puisse être aussi rapide. En premier lieu, la baisse de l'inflation en 1983 a pour origine fondamentale l'évolution des prix alimentaires. De janvier à juillet, l'indice global de la hausse des prix a été de 5,5 %, mais seulement de 3,6 % pour l'alimentation, et de 6,7 % pour le reste des prix, ce qui ne peut se prolonger dans le futur sans affecter gravement les revenus agricoles. Deuxièmement, la dépréciation de la peseta et l'évolution du prix des matières premières renchérissent considérablement le coût des importations, et ceci finira par se répercuter sur l'indice des prix.

b) Le gouvernement propose une perte de pouvoir d'achat de 1,5 % en 1984 (8 % d'inflation prévue pour 1984 moins 6,5 % de hausse des salaires proposée par le gouvernement). Mais cette proposition est une véritable escroquerie. Jusqu'à présent, le critère de l'inflation programmée se réfère à des moyennes annuelles, c'est-à-dire que l'accroissement moyen des salaires était comparé à l'accroissement moyen des prix. Or, comme cette année s'achève avec une inflation de 12 % et que le gouvernement programme 8 % pour 1984, la croissance moyenne de l'inflation prenant en compte les années 1983 et 1984 sera donc de 10 %. Si bien que la hausse des salaires de 6,5 % pour 1984 suppose une perte de pouvoir d'achat de 3,5 % (10 % d'inflation moins 6,5 % de hausse des salaires), et non de 1,5 %, comme le déclare le gouvernement. (...)

c) Les salaires nets perçus par les travailleurs ne s'accroîtront pas de 6,5 %, mais d'un pourcentage inférieur, compte tenu des augmentations des cotisations sociales que le gouvernement a décrétées pour le budget 1984. En 1983, le gouvernement avait déjà élevé d'un point sup-

plémentaire ces retenues, et il apparaît qu'il en sera de même en 1984, si bien que la perte de pouvoir d'achat sera de 4,5 %.

d) La croissance des salaires de 6,5 % n'a pas, du point de vue du gouvernement, une application générale car, déjà, dans les entreprises publiques et dans les secteurs en reconversion, ces augmentations de salaire sont liées à la prise en compte de la situation financière et de la rentabilité des entreprises.

Pour défendre cette politique, le gouvernement utilise l'argument selon lequel il est nécessaire de réduire les coûts salariaux pour stimuler les entreprises et créer des emplois. Mais ceci est faux. C'était déjà faux jusqu'à présent car, entre le pacte de la Moncloa (octobre 1977) et cette année, les salaires ont perdu 16 % de leur pouvoir d'achat par rapport au niveau qu'ils auraient atteint, si l'on prend comme référence l'indice annuel des prix moyens, et pendant la même période, le nombre des emplois salariés a été réduit de 977 000 unités. Et cela sera tout aussi faux dans le futur, car une perte de pouvoir d'achat aussi importante contribue à maintenir la dépression économique. (...)

UN BUDGET CONTRE LES TRAVAILLEURS

Le gouvernement ne peut réaliser aussi rapidement et aussi radicalement que le voudrait le patronat une « contre-réforme » dans le domaine des dépenses publiques (5). Mais, en dédommagement, l'augmentation des recettes publiques pour compenser les dépenses ne proviendront pas des bénéfices patronaux ou des hauts revenus, mais des revenus salariaux et des taxes à la consommation. Du point de vue des recettes de l'Etat, le budget 1984 se caractérise ainsi par une forte progression de la pression fiscale concentrée sur les revenus salariaux et l'impôt à la consommation, réduisant ainsi de manière significative le pouvoir d'achat des salariés, et par de nouvelles mesures pour favoriser les bénéfices des entreprises.

En effet, face à la croissance des salaires décidée par le gouvernement, soit 6,5 %, l'imposition augmentera globalement de 25 % (25,5 % pour les impôts directs et 24 % pour les impôts indirects). Mais, alors que l'imposition touchant les

revenus des ménages augmentera de 30 %, et représentera plus de 65 % des impôts directs, la ponction sur les entreprises n'augmentera que de 10 %. Le taux des retenues pour les cotisations sociales augmentera, dès le début de l'année, de plusieurs points, ce qui doit encore être déduit des augmentations de salaires. (...) Les impôts liés à la consommation des carburants subiront une hausse de 30 %. Ces hausses se répercuteront sur l'inflation. Les taxes et les impôts municipaux connaîtront de fortes hausses pour compenser les réductions budgétaires infligées par l'Etat aux organismes locaux : réduction de 8 à 7,2 % de la participation de l'Etat aux investissements et rupture de l'accord par lequel l'Etat s'engageait à couvrir la totalité du déficit des municipalités.

L'augmentation de la pression fiscale s'est accompagnée, de la part du gouvernement, de la reconnaissance de l'importance de la fraude fiscale. Celle-ci est estimée, selon Miguel Boyer, ministre de l'Economie et des Finances, à mille milliards de pesetas (environ 53 milliards de FF), soit quasiment l'équivalent du montant des impôts directs. Mais il est évident qu'il n'existe aucune volonté politique de combattre ce phénomène. Toute tentative en ce sens déclencherait une réaction de la droite et du patronat, dont l'un des principaux aspects serait une prise de position ferme et négative face à l'attente gouvernementale d'une augmentation de leurs investissements. Et cela réduirait encore la crédibilité déjà faible des plans économiques de ce dernier. (...)

Par ailleurs, la garantie du pouvoir d'achat des travailleurs avait été promise, mais c'est une augmentation salariale de 6,5 % qui a été fixée pour les fonctionnaires, imposant ainsi à plus d'un million de travailleurs une décision unilatérale et arbitraire du gouvernement. Pour éviter les manipulations politiques des retraités et garantir leur pouvoir d'achat, le réajustement automatique de leur retraite était prévu, mais face à l'augmentation des prix qui, en 1983, sera proche de 12 %, la hausse moyenne des pensions n'est que de 8 %. L'investissement public devrait être favorisé, afin de créer des emplois, mais la croissance de l'investissement public sera la plus basse de ces quatre dernières années : 4,5 % en 1984, contre 14 % en 1981 et 1982. Faisant fi des promesses électorales, les deux problèmes fonda-

4. La politique de collaboration de classe des directions ouvrières du PSOE et du Parti communiste espagnol (PCE) a subi une accentuation après les élections de juin 1977, pour se concrétiser par l'adoption, en octobre de la même année, du fameux pacte de la Moncloa. Cet accord passé entre le gouvernement bourgeois d'Adolfo Suarez et les partis ouvriers majoritaires, de plus en plus intégrés au jeu parlementaire après juin 1977, et justifiant leur politique par la nécessité de « consolider la démocratie » ou d'« éviter la régression politique », constitue un tournant important dans la situation de l'après-franquisme, dans la mesure où il représente une victoire de la bourgeoisie et sanctionne un recul du mouvement ouvrier. Pour une analyse complète du contenu de cet accord, se reporter à *Inprecor* numéro 41-42 du 30 décembre 1978.

5. Si la « réforme » a été la terminologie utilisée pour définir l'évolution post-franquiste du régime espagnol négociée avec les partis réformistes, la « contre-réforme » signifia la réactivation d'un appareil franquiste toujours puissant dans les « pouvoirs de fait » (armée, Etat, Eglise), « contre-réforme » qui s'exprima notamment par le coup d'Etat du 23 février 1981 (voir à ce sujet *Inprecor* numéro 107 du 5 août 1981, « Une contre-réforme a commencé »). Pareillement, la politique désirée aujourd'hui par le patronat est une véritable « contre-réforme », c'est-à-dire un retour en arrière total sur les acquis sociaux des travailleurs et, y compris, sur les mesures de compensation que la bourgeoisie avait auparavant négociées avec les directions ouvrières pour museler le mouvement de masse.

mentaux des travailleurs, l'emploi et le pouvoir d'achat, sont donc totalement ignorés par le budget.

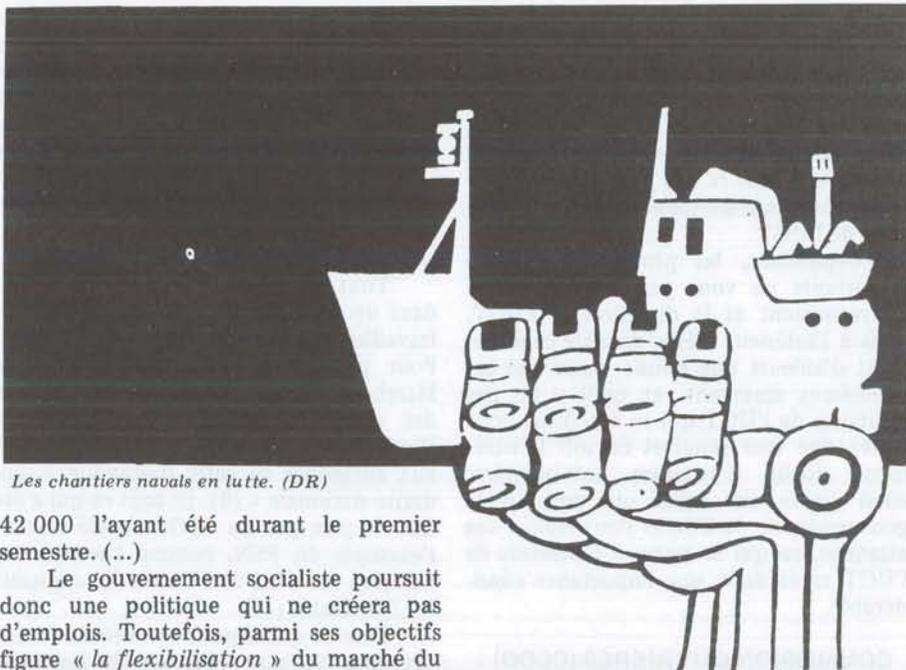
OU SONT PASSÉES LES PROMESSES SUR L'EMPLOI ?

Le PSOE promettait, lors des élections, la création de 800 000 postes de travail au cours des quatre années de son mandat, mais, aujourd'hui, ce chiffre est ramené à 690 000. Pourtant, même cette promesse ne sera pas tenue, et le gouvernement le sait.

En quatre ans, de 1979 à 1982, 1 063 000 emplois ont été perdus (soit une moyenne de 2,4 % par an) suite à un accroissement de la productivité par personne de 3,3 % et alors que la croissance du produit intérieur brut (PIB) était, en moyenne, de 0,9 % par an. Donc, si la productivité de chaque travailleur a augmenté plus vite que la production totale, la conclusion qui en découle c'est que, pour produire autant, les capitalistes ont besoin de moins de travailleurs et, donc, réduisent les emplois.

Comme le gouvernement a fait une promesse et que, d'autre part, il doit bien offrir quelque chose en échange des sacrifices demandés aux travailleurs, il force les faits pour faire apparaître une nette augmentation des créations d'emplois. Il suppose que, pour cela, le PIB connaîtra une croissance de 2,7 % pour la période 1983-1986 (ce qui paraît assez improbable) et que la progression de la productivité diminuera, passant de 3,3 % pour la période 1979-1982 à 0,7 % pour les quatre années de son mandat ! Cela serait possible avec une politique décidée de création directe d'emplois, par la mise en pratique d'un programme d'investissements publics et l'extension des services sociaux, mais ce n'est pas cela que se propose de faire le PSOE. Le gouvernement se limitera à développer une politique destinée à inciter le capital privé à créer des emplois. Il pense pourtant, quant à lui, en réduire le nombre grâce à la restructuration des entreprises publiques. Et pour que les capitalistes créent 690 000 emplois en quatre ans, le gouvernement espère qu'ils contiendront l'accroissement de la productivité du travail, ce qui est pourtant la source fondamentale de leurs bénéfices ! Le gouvernement sait parfaitement qu'il n'en sera pas ainsi, mais il a besoin de présenter ce projet aux travailleurs comme étant cohérent avec sa politique.

En effet, si nous partons de la croissance prévisionnelle du PIB, et en supposant même que la croissance de la productivité se réduise au niveau annuel de 2 % pour ces quatre ans, la création d'emplois n'atteindrait que le chiffre de 130 000. Mais si nous admettons, de façon plus réaliste, que la croissance du PIB ne sera pas identique à celle que prévoit le gouvernement, il faut en déduire que le marché du travail se réduira sous le mandat socialiste. De fait, en 1983, le PIB ne s'accroît que de 1,7 % et la productivité dépassera les 2 %, si bien que, sur l'année, 100 000 emplois seront perdus,



Les chantiers navals en lutte. (DR)

42 000 l'ayant été durant le premier semestre. (...)

Le gouvernement socialiste poursuit donc une politique qui ne créera pas d'emplois. Toutefois, parmi ses objectifs figure « la flexibilisation » du marché du travail. Comme si la chute de 20 % des emplois depuis le pacte de la Moncloa ne montrait pas de façon palpable la flexibilité imposée par les capitalistes quand vient l'heure de licencier. Le gouvernement veut augmenter la précarité de l'emploi et avancer résolument vers la liberté de licencier, par la généralisation des contrats temporaires, à temps partiel, et des contrats spécifiques.

Ces types de contrats furent régularisés par l'Union du centre démocratique (UCD) via un décret royal datant de juin 1982, qui refondait toutes les normes en vigueur. Le PSOE ne l'a pas supprimé. Et loin d'interdire le travail précaire, comme on pourrait l'attendre d'un gouvernement issu d'un vote des travailleurs, il a, au contraire, modifié le décret pour le rendre moins restrictif pour les patrons. Il veut maintenant supprimer toute limitation à l'extension des contrats temporaires, et la modification du chapitre I du Statut des travailleurs figure dans ses objectifs, et cela, exactement dans le sens inverse à ce qui serait nécessaire. (...)

Apporter une réponse à ces mesures, mettre un frein au cours droitier et anti-ouvrier de la politique du gouvernement pour exiger de celui-ci qu'il cesse d'agir comme une courroie de transmission du patronat et qu'il réponde enfin aux aspirations de ceux qui l'ont élu, voilà le rôle fondamental qui échoit aux grandes centrales syndicales. Mais que font réellement, aujourd'hui, l'Union générale des travailleurs (UGT) et les Commissions ouvrières (CCOO) ?

L'UGT : LES INCOHÉRENCES D'UNE COURROIE DE TRANSMISSION

Avec l'UGT, il n'y a aucun doute possible. La direction de l'UGT a été l'inspiratrice et le principal appui du tournant droitier du PSOE depuis les années 1978-1979. C'est alors que son président, Nicolas Redondo, a découvert le thème qui oriente toute son activité jusqu'à présent et qui se résume comme suit : « Dans une époque de crise économique, le syndicat

ne doit pas servir à la mobilisation mais à la concertation. » Les « services » que ce type de syndicalisme a rendu à la classe ouvrière apparaissent clairement dans le bilan désastreux de tous les pactes sociaux, sans aucune exception, acceptés par les directions syndicales. Si, malgré cela, l'UGT a progressé de façon impressionnante dans le mouvement ouvrier, c'est par-dessus tout grâce à un allié inattendu. Cet allié, c'est la direction des Commissions ouvrières, dont la faiblesse, le manque de décision et de courage pour impulser la lutte, et son adaptation de fait à la ligne de l'UGT, depuis la fin de 1979, lui a ôté toute crédibilité comme alternative de mobilisation.

Naturellement, depuis le 28 octobre 1982, la direction de l'UGT a encore approfondi cette orientation, et lors de son 33e congrès, elle a préparé le syndicat à remplir la fonction qui lui est réellement dévolue dans la stratégie social-démocrate, celle d'être le « contremaître » du « changement » à l'intérieur du mouvement ouvrier (6). Mais la bureaucratie de l'UGT n'a pas la partie facile. Il est probable que c'est à la base de l'UGT que le changement du gouvernement a éveillé le plus d'illusions. D'une certaine façon, les revendications modérément progressistes que comportaient, même encore récemment, les programmes de l'UGT (par exemple les 38 heures ou la couverture du chômage à 75 % pour 1986) essayent de répondre à cette situation. Mais la pratique du gouvernement socialiste ternit à chaque fois un peu plus ces illusions. Les travailleurs du syndicat UGT des banques il y a quelque temps, ceux de Sagunto maintenant ... subissent sans aucun doute cette désillusion, qui peut produire des réactions positives.

Malgré la bonne volonté que met l'UGT à servir de courroie de transmis-

6. Sur le nouveau glissement droitier de l'UGT à l'issue de son 33e congrès, se reporter à *Inprecor* numéro 154 du 4 juillet 1983.

sion à la politique gouvernementale, elle doit tout de même conserver son autorité sur les militants de base du syndicat, obtenir certaines concessions du gouvernement, et affirmer son propre rôle face à ce dernier. (...) Le gouvernement va trop loin, même dans ce que peut tolérer et appuyer une bureaucratie aussi servile que celle de l'UGT.

Cependant, les problèmes les plus importants ne vont pas surgir entre le gouvernement et la direction de l'UGT, mais à l'intérieur même de cette centrale. C'est d'ailleurs une bonne chose que ces problèmes émergent, et qu'il y ait des militants de l'UGT qui se rebellent, pour éviter que leur syndicat ne soit l'instrument docile d'attaques anti-ouvrières aussi graves que celles que perpète le gouvernement du PSOE. Pour freiner ces attaques, ce qui se passe à l'intérieur de l'UGT revêt donc une importance considérable.

COMMISSION OUVRIÈRES (CCOO) : UN TOURNANT AMBIGU

Depuis le 28 octobre 1982, on a souvent avancé l'idée que les CCOO « viraient » à gauche. Ce qui est sûr, c'est que malgré la nécessité chaque fois plus urgente qui se pose à ce syndicat de trouver un espace d'intervention spécifique à la gauche de l'UGT, toutes ces affirmations se sont révélées inexactes. La raison en est connue : la direction des CCOO a prétendu se situer à la gauche de l'UGT sans remettre en question son orientation ni sa trajectoire de ces dernières années. Ainsi, le « tournant » n'a pas dépassé le stade des mots. La négociation autour de l'Accord interconfédéral (AI) (7) en fut un excellent exemple : les CCOO ont fait des déclarations de gauche jusqu'au moment de signer cet accord et, finalement, ont approuvé un pacte aussi mauvais que les précédents. Viennent ensuite toutes les manœuvres bureaucratiques possibles pour obscurcir le débat démocratique à l'intérieur de la centrale, débat qui aurait pu déboucher sur le refus majoritaire de cette signature. Comme il faut le rappeler, même dans de telles conditions, quelque 10 000 délégués des CCOO s'y sont opposés.

Aujourd'hui, la situation oblige à durcir les positions. Le bilan de l'AI est indéfendable, la politique du gouvernement du PSOE laisse une marge de manœuvre très étroite à la concertation. Même la direction des CCOO a finalement compris qu'il existe un malaise croissant parmi les travailleurs quant au « changement », et qu'il faut lui donner une réponse. Alors, le tournant à gauche se produira-t-il vraiment cette fois ? En fait, tant l'expérience passée que ce que disent et font aujourd'hui les porte-parole de la direction des CCOO indiquent qu'il faut maintenir à leur égard une défiance radicale. Premièrement, il apparaît que le cheval de bataille choisi par Marcelino Camacho, dirigeant de cette centrale, est pour la énième fois le Plan de solidarité nationale (PSN) de triste mémoire. Comme on s'en souvient, ce « plan » est un

mélange de philosophie et de propositions politiques de « consensus », qui a pour ambition de résoudre le problème du chômage en avançant des objectifs « acceptables » par le patronat. Sa seule utilité pratique a été de désorienter les militants des CCOO, et les travailleurs en général, sur la question fondamentale de la manière de mener la lutte contre le chômage, pour la défense de l'emploi.

Tout ce qui a été fait par les CCOO dans un sens progressiste de défense des travailleurs n'a rien à voir avec le PSN. Pour prendre des exemples récents, la Marche pour la réforme agraire ou la lutte des sections syndicales des CCOO des Hauts-fourneaux de la Méditerranée, sont aux antipodes de cette prétendue « solidarité nationale » (8). Et tout ce qui a été fait de pire par les CCOO l'a été suivant l'exemple du PSN, comme l'accord des banques ou celui de l'Union des explosifs du Rio Tinto. (...)

Mais ce qui importe, en vérité, c'est la pratique. Ce sera l'épreuve du feu pour voir s'il y a un changement dans l'orientation de la direction des CCOO. On annonce des mobilisations pour les prochaines semaines : elles seront les bienvenues (9). Il ne fait aucun doute que toute la gauche syndicale, tous les révolutionnaires y participeront à fond. Mais il y a des épreuves plus difficiles et plus urgentes : par exemple, la solidarité avec Sagunto, le plan de lutte pour faire échec à la politique de reconversion, le Livre blanc.

Jusqu'à maintenant, hors du Pays valencien, les CCOO n'ont pas fait la millième partie de ce qui serait nécessaire et possible si l'on voulait vraiment mettre un terme à la désastreuse politique de ce gouvernement. Pourquoi devrions-nous croire que, demain, les CCOO auront une position forte et solidaire — de solidarité de classe, bien évidemment — dans la restructuration de la construction navale qui nous menace dans un futur proche ? Pourquoi devrions-nous espérer que les CCOO ne signeront pas un nouveau pacte social en train de se mijoter ?

Il y a certainement un espace pour un syndicat de lutte et de mobilisation. Il

n'est pas facile de l'occuper après six années de destruction de la conscience et de l'organisation ouvrière. Mais ce doit être la place des CCOO, et seule la gauche syndicale pourra les y amener.

UN DÉFI A LA GAUCHE SYNDICALE

La situation pose un défi à la gauche syndicale, à tous les secteurs combattifs, classistes, du mouvement ouvrier. Et, en particulier, il faut le dire, aux militants des CCOO, pour une bonne raison : inévitablement, les CCOO continuent d'apparaître à des milliers de travailleurs de tout l'Etat comme la possibilité actuelle d'offrir une réponse générale à la politique économique et sociale du gouvernement du PSOE. Le défi consiste à défendre et renforcer une alternative de lutte, de résistance, qui s'oppose bec et ongles à ce que les travailleurs continuent à faire les frais de la crise. C'est là une tâche extrêmement difficile, devant laquelle se dressent des obstacles puissants, et nous savons qu'elle ne pourra être résolue à court terme. Mais nous savons aussi qu'elle peut être résolue, qu'il y a une solution.

Les conditions de départ ne sont pas bonnes. Le mouvement ouvrier est encore faible dans son organisation et son niveau de conscience. Il est intoxiqué par des années de politique des pactes sociaux, par l'absence de solidarité de classe distillée par les bureaucrates syndicaux au nom du « consensus ». Il a perdu, en grande partie, confiance en ses propres forces. La majorité des travailleurs ne croit pas que « seule la lutte paie », ce qui est si décisif pour le mouvement ouvrier.

Le 28 octobre 1982, une réactivation réelle s'est produite, avec, depuis lors, beaucoup de mobilisations ouvrières parmi les plus importantes de ces dernières années.

Mais quand un gouvernement de gauche assume le premier rôle dans les attaques contre la classe ouvrière, de nouvelles difficultés surgissent, qui entravent la lutte de façon importante. Le gouvernement dispose d'un appui réel parmi les travailleurs, de la part de gens qui main-

7. Les organisations syndicales adoptent annuellement des accords salariaux avec les dirigeants patronaux, qui portent des noms différents d'année en année. Celui de l'année 1983, signé au mois de janvier, avait pour nom Accord interconfédéral (AI). Alors que l'inflation était estimée à 14 %, cet accord ne prévoyait qu'une fourchette d'augmentation salariale allant de 9,5 % à 11,5 %.

8. La Marche des ouvriers agricoles, soutenue par les CCOO et le SOC (Syndicat des ouvriers de la campagne), s'est conclue par un rassemblement de 15 000 personnes à Séville, le 15 octobre dernier. Elle coïncidait avec l'élaboration par le gouvernement, d'une réforme agraire insatisfaisante pour les travailleurs agricoles. Derrière l'intervention des CCOO lors de cette marche, se profilaient aussi les tentatives de récupération des différentes tendances du PCE et du Parti des communistes catalans (PCC). L'évolution critique des CCOO et du PCE par rapport au gouvernement du PSOE s'est aussi concrétisée par leur soutien à la lutte de Sagunto. Mais cette évolution de la direction des CCOO se situe dans le cadre d'une stratégie de pression sur le gouvernement pour la négoc-

ciation d'un « bon » pacte social, au moment même où le ministre du Travail affirme que celui-ci sera « un pacte plus important que les précédents », et alors que le gouvernement du PSOE privilégie ouvertement les rapports avec l'UGT.

9. Les CCOO ont organisé une série de manifestations à la mi-octobre qui ont connu des succès divers (20 000 personnes à Madrid, 10 000 à Valence, dont 3 000 en provenance de Sagunto). Toutefois, dans la plate-forme d'appel à la manifestation de Madrid figurait la revendication d'une « issue négociée à la crise et au chômage », qui illustre assez bien la démarche de la direction des CCOO. Aux mots d'ordre officiels de « Felipe, rappelle-toi, le changement est à gauche », « Solchaga démission pour la restructuration », ou encore « Non aux 6,5 % » et « Les 40 heures maintenant », le cortège de nos camarades de la LCR ajoutait ceux de « Assez de pactes, mobilisation », ou encore « Solchaga démission, il sert seulement aux patrons », « Marcelino écoute, les CCOO veulent lutter » et « Unité ouvrière, non aux pactes sociaux ».

tiennent en lui une confiance plus ou moins résignée, ou qui, en tout cas, le considèrent comme un « moindre mal ». De plus, au sein du gouvernement et, bien sûr, parmi ses collaborateurs directs de l'appareil de l'UGT, il y a des gens qui connaissent bien le mouvement ouvrier, et toute décision gouvernementale est précédée d'une campagne de propagande adaptée, sans pour autant qu'il renonce à recourir à d'autres méthodes. Par exemple, Miguel Boyer, le ministre de l'Economie, voulant aujourd'hui réduire les salaires des ouvriers des chemins de fer, a commencé par se lancer dans une campagne présentant ces travailleurs comme des privilégiés improductifs, transmettant ces privilèges à leurs enfants en leur réservant les nouveaux emplois. Mais, par-dessus tout, la politique du gouvernement socialiste pose un problème dans tous les secteurs de l'ensemble de l'Etat, problème auquel il faut chercher une alternative pratique générale. Et la gauche syndicale a une réalité très multiforme, avec peu d'expériences de travail en commun, même si celles qu'elle possède sont loin d'être négligeables.

Il serait donc absurde de vouloir brûler les étapes, de prétendre sauter par-dessus des réalités, des expériences ou des idées communes. Mais il faut plutôt apprendre à connaître et à mettre en avant ce qui unifie cette gauche syndicale, certains signes d'identité partagés par toutes ses composantes et qui permettent d'avancer vers l'unité d'action, vers des campagnes communes, vers des cortèges unitaires dans les manifestations. Il faut le faire, parce que c'est nécessaire pour dire : « Assez ! » Car il est nécessaire de dire « Assez ! » à la politique anti-ouvrière du gouvernement. Il faut résister dès maintenant au moins sur les quatre terrains suivants :

— Pour nous tirer du piège des pactes sociaux, pour y mettre fin cette année, que ce pacte soit d'un ou de trois ans. Cette fois, les CCOO ne doivent pas s'asseoir à la table des négociations. Le problème n'est pas de « s'auto-exclure », comme le disait un bureaucrate démagogue. Le problème, c'est que tous les modèles de pactes qui se dessinent excluent totalement toute possibilité de défendre le pouvoir d'achat des salariés, de parvenir à des mesures effectives pour créer des emplois, d'améliorer les conditions de travail, en particulier par la réduction de la journée de travail, etc. En conséquence, un syndicat qui veut défendre les intérêts des travailleurs n'a rien à faire dans ce cas à la table des négociations. Là où il y aurait beaucoup à faire, c'est dans la préparation de la libre négociation des conventions, où il faudrait retrouver des habitudes qui ont fait leurs preuves — oubliées par beaucoup —, de négociations collectives dures, combatives, recherchant l'unité de l'entreprise et de tout le secteur concerné dans la lutte même, recherchant chaque jour la solidarité, sortant dans la rue chaque fois qu'il est nécessaire ...

— Pour pouvoir défendre le pouvoir d'achat des salariés. Ce qui veut dire,

en premier lieu, rompre avec les 6,5 %. Il faut jeter aux orties ce maximum honteux, en aidant les camarades du secteur public à s'en débarrasser et en refusant de l'accepter pour tout autre secteur. Mais, plus encore, il faut répéter qu'on ne défendra le pouvoir d'achat qu'en ayant des augmentations de salaire équivalentes aux indices de l'augmentation des prix de l'année précédente, c'est-à-dire qui ne soient pas inférieures à 12 %. Il ne doit pas y avoir de demi-mesures : en dessous de 12 %, on perd du pouvoir d'achat pour la septième année consécutive, sans que cela serve, comme les faits l'ont démontré, à créer un seul emploi. Et si les 12 % doivent valoir pour tous les salariés, c'est encore plus vrai pour le salaire minimum et les retraites.

— Pour défendre la stabilité de l'emploi déjà suffisamment menacée par les lois existantes, sans qu'il soit besoin d'y ajouter la généralisation des emplois temporaires, des facilités plus grandes pour licencier, etc. Les réformes de Joachim Almunia, ministre du Travail, ne doivent pas passer. Il faut se préparer dès maintenant, non pas à négocier pour obtenir un « moindre mal », mais à les mettre en échec. En général, pour tout ce qui se réfère à l'emploi et au chômage, il faut construire une muraille qui ne laisse aucun passage aux projets réactionnaires du gouvernement. Il faut continuer à lutter pour la réduction de la journée de travail, pour les 35 heures, qui est la seule mesure cohérente avec tout plan de lutte contre le chômage qui soit sérieux, et exiger que la promesse de la retraite à 64 ans soit tenue, mais ce ne sera qu'un premier pas si l'on veut également lutter contre le chômage, l'objectif étant la retraite à 60 ans. Et l'on ne peut accepter comme programme pour 1985 une couverture du chômage qui ne toucherait même pas la moitié des chômeurs (le projet du PSOE est de 45 % pour 1986, ndlr.), avec une allocation de misère. L'objectif doit être la généralisation de l'assurance-chômage à

tous les sans-travail, à un niveau financier suffisant. (...)

— Pour suivre l'exemple de Sagunto et leur apporter notre solidarité dans leur opposition radicale aux projets de reconversion avancés par le gouvernement, parce que nous ne pouvons pas accepter une reconversion qui se construise sur la base de dizaines de milliers de licenciements. (...) Tout plan de reconversion acceptable pour les travailleurs doit partir du maintien de l'emploi dans les conditions actuelles. (...) On doit exiger la nationalisation des secteurs touchés. Sans cette condition, il n'y aurait, de plus, aucune garantie sérieuse du maintien de l'emploi.

Plus encore que des objectifs alternatifs à ceux du gouvernement, ce qui est important, c'est la mobilisation de solidarité. Malgré l'arrogance particulière du gouvernement sur ce sujet, il existe dans les secteurs touchés par les projets gouvernementaux des concentrations ouvrières fortes et expérimentées : si elles parviennent à s'unir et qu'elles font preuve d'une solidarité suffisante, nous pourrions jeter le Livre blanc dans les hauts-fourneaux. (...)

Ce ne sont là que des formes de résistance immédiates, mais il y a des tâches plus importantes encore, qui serviront aussi à renforcer cette résistance. En plus du fait de dire « Basta ! » (« Assez ! »), de freiner les plans gouvernementaux, il y a une situation à laquelle il faut s'opposer et que l'on peut résumer dans la formule « gouvernement socialiste, politique capitaliste ». Nous avons un gouvernement élu par les travailleurs, mais qui se met au service des capitalistes. Et ce que nous voulons, c'est un gouvernement qui gouverne contre les capitalistes. (...)

Extraits de la brochure *Gouvernement socialiste, politique capitaliste*, Madrid, octobre 1983, Liga Comunista Revolucionaria.

Mobilisation pour la défense de l'emploi. (DR)





Les soldats contre l'OTAN. (DR)

PAYS-BAS

Perspectives du mouvement pacifiste après la manifestation du 29 octobre

Le 29 octobre dernier, plus d'un demi-million de personnes ont manifesté à La Haye contre l'implantation des nouveaux missiles de l'OTAN en Europe. Cette vaste mobilisation n'a pourtant pas obtenu du gouvernement réactionnaire néerlandais qu'il prenne position contre le déploiement des missiles. Au contraire, ce dernier se prépare, pas à pas, à organiser leur installation aux Pays-Bas, même s'il n'a pas, à ce jour, pris de décision formelle à ce sujet. Ce relatif attentisme du gouvernement néerlandais, au niveau des proclamations officielles, est la conséquence directe de l'ampleur de la mobilisation pacifiste et du rejet de la course aux armements par de larges couches de la population et les représentants de la hiérarchie religieuse. Les évènements néerlandais se sont même récemment prononcés en faveur d'une « politique des premiers pas » pour le désarmement des Pays-Bas.

Désormais, la question qui se pose au mouvement pour la paix est de savoir comment poursuivre la mobilisation. C'est autour de cette interrogation que s'articule l'analyse de l'article ci-dessous, qui est une compilation d'articles publiés dans *Klassenstrijd* (organe de la section néerlandaise de la IVe Internationale) avant et après la mobilisation du 29 octobre dernier.

Robert WENT

Quelles que soient les actions envisagées pour la suite de la mobilisation pacifiste, il est clair que le but reste toujours d'empêcher le déploiement de nouvelles armes nucléaires, indépendamment des négociations qui ont lieu à Genève ou ailleurs dans le monde. Le mouvement pacifiste dit « non » aux nouvelles armes nucléaires et « non » aux missiles Cruise et aux Pershing II. Ses actions visent à obliger le gouvernement hollandais à s'engager vers une réduction unilatérale de son armement, et il ne place aucun espoir dans les négociations américano-soviétiques.

Le mouvement pour la paix n'a jamais entretenu d'illusions sur ce que pourraient apporter de telles négociations, et le Conseil des Eglises pour la paix (IKV) a toujours œuvré dans le même sens. Aujourd'hui, et bien que la pression soit de plus en plus forte sur le mouvement pour

qu'il accepte des compromis boiteux, il y a moins de raisons que jamais d'abandonner cette position de principe. Bien au contraire, le fait que Ronald Reagan et ses acolytes de l'OTAN avancent « propositions » sur « propositions » est un signe de faiblesse plus qu'un signe de force. Chaque nouvelle proposition n'a, en effet, qu'un seul objectif : diviser le mouvement antiguerre et le briser. Il faut donc se cramponner plus que jamais à ce qui fait la force de ce mouvement, à savoir, précisément, de compter sur ses propres forces.

« Les participants aux négociations de Genève ne sont aucunement prêts à discuter réellement. Leurs prises de position ne sont pas destinées à opérer un quelconque changement dans les rapports de forces existants. Elles sont simplement destinées à la "consommation intérieure" et visent à influencer les populations respectives de ces Etats. Ces négociations n'ont pas pour but de prévenir le déploie-

ment de nouvelles armes nucléaires, mais de faire taire le mouvement pour la paix et d'ouvrir la voie à une modernisation des arsenaux. » Telle est l'opinion qu'a exprimée dans une interview, fin 1982, Mient-Jan Faber, le dirigeant de l'IKV, qui est la plus grosse organisation du mouvement pour la paix aux Pays-Bas.

L'ATTITUDE DES DÉMOCRATES-CHRÉTIENS

La coalition au pouvoir est formée par les démocrates-chrétiens du Christen Demokraties Appel (CDA, Appel démocrate-chrétien) et les libéraux conservateurs du Partij voor Vrijheid en Democratie (VVD, Parti pour la paix et la démocratie). Ces deux partis détiennent 81 des 150 sièges du Parlement, auxquels il faut ajouter 7 sièges détenus par quatre petites formations de droite (1). Le gouvernement, qui veut déployer les missiles, n'ose pourtant pas le dire ouvertement. Au sein du mouvement pour la paix, des illusions subsistent donc quant à la véritable position du CDA. Certains estiment même que ce parti est susceptible d'être gagné à la lutte contre les missiles par des arguments convaincants, en jouant sur le sentiment religieux, ou encore simplement en discutant avec les députés démocrates-chrétiens. Cependant, cinq raisons s'opposent à ce que le CDA évolue dans ce sens :

— Les nouvelles armes nucléaires font partie intégrante de la stratégie de l'OTAN, qui vise avant tout à garder le monde colonial sous le joug du contrôle capitaliste. Que ce soit en Amérique centrale, en Jordanie — où il est prévu de faire stationner bientôt des unités de la Force de déploiement rapide — ou au Liban, l'OTAN, et Reagan en première ligne, défendent la propriété capitaliste à travers le monde. Le CDA, qui est un parti bourgeois, ne peut pas aller à l'encontre de ses propres intérêts en abandonnant la défense de la cause capitaliste.

— L'unité de l'OTAN est en jeu. Le CDA, qui ne veut pas provoquer de divisions en son sein, est donc effectivement allié aux Etats-Unis.

— Les Pays-Bas sont un élément du soutien logistique de la Force de déploiement rapide américaine, qui dispose dans ce pays de lieux pour stocker les armements, de routes pour leur transport, de ports, et de la base aérienne de Schiphol. Si ces troupes sont appelées à être utilisées à travers le monde pour défendre les intérêts capitalistes, un puissant mouvement de la paix aux Pays-Bas devient un facteur important de difficulté pour leur déploiement. Manifestations et grèves contre des opérations militaires sont les dernières choses que désirent les capitalistes.

— Si le mouvement pour la paix remportait une victoire aujourd'hui, nul doute que ce serait une incitation à aller de

1. Cf. *Inprecor* numéro 146 du 28 mars 1983.

l'avant. Les autres armes nucléaires plus anciennes que les Cruise et les Pershing II seraient, elles aussi, mises en question, et l'OTAN se trouverait soumise à des attaques d'envergure. Ce serait là un véritable cauchemar pour le Premier ministre, Ruud Lubbers, et pour les dirigeants du CDA.

— Si le mouvement pacifiste parvient à arrêter le déploiement des missiles, cela signifiera que la lutte paie. Les autorités gouvernementales se doivent de combattre une telle idée, au moment où elles tentent de mettre en œuvre un brutal programme d'austérité.

Ainsi, une stratégie qui tenterait de convaincre le CDA du bien-fondé des orientations du mouvement pour la paix serait fatale. Le temps et l'énergie qu'elle nécessiterait immanquablement doivent être utilisés pour engager de nouvelles actions. De plus, une telle attitude pousserait à adapter les revendications du mouvement pour la paix à celle des démocrates-chrétiens, comme l'a tenté la jeunesse du CDA, en protestant contre le nom donné au comité de préparation de la manifestation du 29 octobre, le Comité « Non aux missiles Cruise ! » (KKN) (2). La pression que cela entraînerait sur le mouvement pour la paix serait un obstacle pour aller de l'avant.

Les organisations patronales et le CDA crieraient au loup si des grèves étaient organisées contre les missiles Cruise. Il faut donc, par des actions, forcer le gouvernement à prendre la décision de ne pas déployer les missiles, ou, s'il était trop tard, à les démanteler.

QUELLES ACTIONS ENGAGER MAINTENANT ?

« A la prochaine fois, à demain », déclarait Mient-Jan Faver, à la fin de la plus grosse manifestation jamais organisée dans le pays. La lutte doit se poursuivre. La manifestation du 29 octobre a d'ailleurs montré qu'il était possible d'engager de nouvelles actions.

Tout d'abord, les manifestants se sont prononcés presque à l'unanimité (97,7 %) contre la « double décision » de l'OTAN, à savoir déployer les missiles tout en poursuivant les négociations. « Nous sommes déterminés à ne pas voir s'installer les missiles, quelle que soit l'issue des négociations de Genève », tel était le message des 550 000 manifestants au Premier ministre.

Ensuite, les partisans du CDA et du VVD étaient absents de cette initiative. Quant aux manifestants qui avaient voté pour le CDA aux précédentes élections (ils ne représentaient que 3,3 % du total), 60 % d'entre eux ont déclaré qu'ils ne voteront plus pour ce parti à l'avenir. Ce facteur nouveau a une grande importance, car il montre clairement la voie à suivre pour gagner les partisans du CDA à la mobilisation pacifiste. Ce n'est pas en revenant sur ses revendications ou en essayant de convaincre la direction du CDA par des intrigues de couloir qu'on y parviendra. Le seul moyen de gagner au mou-



vement pacifiste une partie de l'électorat du CDA est de maintenir haut et fort ses revendications et de montrer clairement à ceux qui sont opposés aux armes nucléaires qu'ils doivent rompre avec ce parti, de la même manière que la dirigeante de l'Association des femmes du Conseil chrétien des syndicats (CNV) et le dirigeant du CNV d'Eibergen ont rompu avec le CDA après que celui-ci ait réduit les allocations-chômage.

Enfin, les trois quarts des manifestants se sont déclarés prêts à s'engager dans de nouvelles actions. Ce facteur montre qu'ils sont de plus en plus nombreux à comprendre que le gouvernement est pour le déploiement des missiles mais qu'il n'ose tout simplement pas le proclamer ouvertement. Dès lors, ce n'est pas par la persuasion mais par la force que ce gouvernement peut être amené à dire « non » aux missiles.

En dernier lieu, il y avait près de 160 000 syndicalistes présents à la manifestation du 29 octobre. Il était également clair que le Parti social-démocrate (PvdA) s'y trouvait engagé, près de la

moitié des manifestants étant des électeurs du PvdA. Le mouvement s'est donc largement étendu à la classe ouvrière.

POUR UNE CAMPAGNE DE PÉTITION DE MASSE

Il est donc plus que jamais nécessaire d'exiger des mesures favorables au désarmement unilatéral et d'engager des actions de masse pour renverser le cours de l'escalade aux armements. Faut-il pour cela lancer une campagne massive de pétitions ? Des divergences sont apparues à ce sujet au sein du KKN. L'argument du PvdA est qu'il fallait attendre de voir l'impact de la manifestation du 29 octobre, afin de ne pas risquer de démoraliser ceux qui y avaient participé. Il était clair, pour ce parti, que cette pétition ne mènerait à rien, l'impact de la manifestation étant évident pour tout le monde.

Aujourd'hui, le problème est de faire que ces 500 000 manifestants (et, avec eux, les 475 regroupements locaux) ne se démobilisent et ne se dispersent pas, qu'ils ne partent pas à la dérive. Il faut qu'ils restent actifs, afin de maintenir l'influence qui a été gagnée et de s'engager dans de nouvelles actions. Les assemblées locales des militants du mouvement pacifiste sont un moyen pour cela, mais elles doivent proposer des initiatives concrètes d'action. Une campagne de pétition de masse, lancée rapidement, permettrait d'éviter tout recul dans le développement de la mobilisation.

Le KKN n'a pas besoin de passer des semaines en réunions pour élaborer le texte d'une telle pétition : celui-ci doit être clair, sans ambiguïtés, sans formules vagues ni circonlocutions. Pas de nuances subtiles, pas d'espoirs inutiles sur les négociations de Genève. Trois mots suffisent : « Non aux missiles ! ».

ET LE BLOCUS DES BASES ?

Faut-il refuser de payer les impôts ? Le problème, avec cette forme d'action, est qu'il faut avoir les moyens de la rendre efficace. Le gouvernement pourrait décider de réduire les salaires ou les allocations-chômage, et ceux qui ont du mal à finir le mois, ne pourraient y faire face. Ainsi, précisément parce qu'elle ne peut pas être suivie massivement, cette action peut facilement être brisée ou marginalisée. Que faire alors ? Constituer une muraille humaine autour de la base de Woensdrecht ? Ce type de proposition est très populaire au sein du mouvement pour la paix. Cela est-il réellement susceptible d'empêcher le déploiement des missiles ?

Le premier problème est d'ordre technique. Les responsables de l'OTAN ne sont pas des imbéciles. Récemment, un article publié dans l'hebdomadaire commercial *Aviation Week* indiquait que, dé-

2. La jeunesse démocrate-chrétienne n'a pas participé à la manifestation du 29 octobre, et elle s'est plainte du nom donné au comité de mobilisation, qu'elle a jugé trop clairement orienté vers une conception de désarmement unilatéral de l'impérialisme.

sormais, les bases d'accueil des missiles seraient construites de telle manière que tout le matériel puisse être transporté par air. Il sera donc matériellement impossible d'empêcher le débarquement des pièces détachées des missiles Cruise par la constitution de chaînes humaines. Mais ce n'est pas là le seul problème. Par nature, de telles actions qui se poursuivent sur une longue durée et font courir des risques, excluent une participation de grande ampleur et ne peuvent être menées que par de petits groupes. Les personnes qui travaillent, y compris à la maison, ou ont des enfants, ne peuvent pas partir un matin sans savoir quand il leur sera possible de rentrer chez eux ou de retourner au travail. Ainsi, ce type d'actions facilite la tâche du pouvoir pour isoler une partie du mouvement, puis engager des poursuites contre lui.

Les actions de blocus des bases de missiles peuvent avoir un impact très important. Les dizaines de milliers de femmes qui se sont regroupées autour de la base de Greenham Common, en Grande-Bretagne, ont popularisé de façon très efficace les revendications du mouvement pour la paix. De telles initiatives peuvent donc contribuer à renforcer les mobilisations de masse, mais elles ne font pas davantage.

LES GREVES CONTRE LES MISSILES

Au cours de la conférence de l'IKV qui a eu lieu le 13 novembre 1982, Peter Knip et Rens Looy, de la ville de Delft, se sont prononcés pour « des actions de grève » et des « arrêts de travail ». A Delft, un tract défendant cette position avait circulé et, dans différents groupes de syndicalistes opposés à l'armement nucléaire, cette possibilité a fait l'objet de débats.

Klassenstrijd s'est prononcé pour des actions de grève avant même la manifestation de novembre 1981. L'apparition de deux nouveaux facteurs rend possible cet objectif. Tout d'abord, il y a eu le changement de position de la Fédération des syndicats néerlandais (FNV, la confédération syndicale la plus importante des Pays-Bas), qui a été l'une des organisations à soutenir l'initiative du 29 octobre et à mobiliser activement des dizaines de milliers de ses militants. Le second facteur est lié, quant à lui, à l'Allemagne de l'Ouest, où, le 5 octobre, 4 millions de travailleurs se sont mis en grève pendant cinq minutes contre les Cruise et les Pershing II. Bien sûr, on ne peut pas se contenter d'un si court arrêt de travail, mais cette action a véritablement ouvert une brèche : les directions syndicales ont ainsi

reconnu que les grèves étaient un moyen légitime pour s'opposer aux armes nucléaires, et les sceptiques du mouvement pour la paix ont vu que les grèves sur ces thèmes étaient possibles.

Le FNV a pu voir combien ses adversaires sont effrayés par le fait que le mouvement syndical puisse rompre avec la politique militariste du pouvoir. En été 1982, la FNV s'est retirée du Conseil consultatif sur la production militaire, et plusieurs ministres ont essayé de faire revenir la FNV sur sa décision, comme l'a indiqué Cees Commandeur, le responsable de la mobilisation antinucléaire au sein de la centrale syndicale.

Des discussions sont en cours pour organiser une grève des femmes pour le 24 mai, journée internationale pour le désarmement. Cette année, en Belgique et en Italie, des grèves devraient affecter les lycées et les universités. Afin de renforcer la pression sur l'adversaire, il faut organiser des journées d'action, de préférence au niveau international, accompagnées de grèves dans les usines, sur les lieux d'installation des missiles, dans les écoles, les lycées et les universités, ainsi que des grèves de femmes. Ces actions devraient être organisées par le mouvement pour la paix et la Confédération syndicale européenne (CSE). Un certain nombre d'occasions y sont favorables :

- le déploiement des premiers missiles Cruise, en Grande-Bretagne et en Italie,
- le communiqué officiel de l'OTAN annonçant le déploiement définitif des missiles, prévu pour le mois de décembre,
- la journée internationale pour le désarmement, le 24 mai 1984,
- les élections européennes en mai 1984.

Cees Commandeur a fait une proposition intéressante au KKN, celle de commencer dès maintenant à organiser une manifestation pour la fin du premier semestre de l'année prochaine, mais le KKN l'a malheureusement rejetée. C'est donc une raison de plus pour renforcer les actions de mobilisation. Les dizaines de milliers de personnes qui ont œuvré au cours des derniers mois au succès de la manifestation du 29 octobre ont leur mot à dire à ce sujet. Il n'y a donc aucune raison pour que le KKN, prenne une telle décision.

Les conférences locales et régionales de militants du mouvement pour la paix doivent faire des propositions d'action. La FNV doit appeler les syndicalistes actifs dans la lutte contre les armes nucléaires à décider d'initiatives futures. Une conférence nationale des militants du mouvement pour la paix doit être organisée aussi vite que possible pour proposer des perspectives d'action au mouvement.

Robert WENT
Amsterdam, novembre 1983.

L'influence de la mobilisation antiguerre dans la classe ouvrière

« Une large discussion sur les armes nucléaires est en cours parmi les ouvriers et les syndicalistes » écrit le *Nieuwe Rotterdamse Courant* du 2 novembre. Dans la confédération syndicale FNV en particulier, les actions en faveur de la paix reçoivent un soutien qui s'est accru de façon considérable dans les derniers mois. Lors de la manifestation du 29 octobre à La Haye, tout le monde a pu voir des milliers de badges « Des emplois pas des bombes ».

Cees Commandeur, responsable du travail antiguerre de la FNV a clairement déclaré, lors du meeting qui a eu lieu le 29 octobre, que sa confédération ne se contenterait pas de cette manifestation. Il a été très explicite en n'excluant pas la possibilité de grèves politiques contre l'installation des missiles Cruise. Aujourd'hui, le problème est donc de maintenir et de renforcer les bases du travail pour la paix qui ont déjà été établies dans le mouvement syndical.

— Le FNV propose, dans sa brochure intitulée *Des emplois, pas des bombes* d'organiser des rencontres entre membres des syndicats, pour discuter de ce qu'il convient de faire maintenant. L'une des questions principales au cœur de ces débats devra être celle de l'exemple donné par la Belgique, la Grèce et l'Allemagne de l'Ouest, et d'arriver à un première action de grève d'avertissement, fut-elle brève.

— Il faut construire des groupes de travail locaux de la FNV contre les Cruise, là où ces groupes n'existent pas. Ils peuvent naître à l'issue de réunions de syndicalistes ayant débattu de ce qu'il faudrait faire.

— Partout, la confédération syndicale doit discuter, avec tous les autres syndicats et avec le mouvement antiguerre, de l'organisation du boycott de toutes les entreprises travaillant pour la base de Woensdrecht, et du soutien à ces actions de boycott.

— La FNV devrait mettre sur pied une conférence nationale pour dresser des plans avec les militants du mouvement pour la paix. Cette conférence discuterait des possibilités concrètes de l'organisation de grèves d'avertissement et du boycott de la base de Woensdrecht, et devrait envisager d'autres actions de ce type. ■

3. Cf. *Inprecor* numéro 159 du 24 octobre 1983.

La mobilisation des chômeurs dans la citadelle impérialiste

S *I tu penses que le système marche, demande plutôt l'avis de ceux qui restent sur le pavé* », telle est la devise du comité de chômeurs de la vallée de la Mon, la principale organisation de chômeurs de la région de Pittsburg (1). A elle seule, cette formule résume l'amère surprise de nombreux citoyens américains qui pensaient, dans la période de l'après-Deuxième Guerre mondiale, que s'ils travaillaient dur, ils verraient leur niveau de vie s'accroître d'autant. Mais, au rythme de l'évolution de la crise économique, ils ont découvert à leurs frais que lorsque l'économie « redémarre », des millions de travailleurs restent sur le pavé.

Les acquis arrachés par les femmes et par les minorités au cours de la dernière décennie, notamment grâce aux « Programmes d'action affirmative » (préférence à l'embauche pour les groupes ayant été l'objet d'une discrimination historique), ont été balayés. Les travailleurs plus âgés, qui pensaient que leur ancienneté était une garantie, ont vu leur usine fermer ses portes et ils se retrouvent aujourd'hui trop jeunes pour prendre leur retraite et trop vieux pour être compétitifs sur le marché du travail. Pour la première fois depuis des décennies, de plus en plus de jeunes n'arrivent pas à trouver du travail.

Dianne FEELEY

Les employeurs se servent des licenciements de plus en plus massifs pour faire pression sur les syndicats et leur réclamer des concessions radicales ou même, dans certains cas, pour tenter de les détruire. Le gouvernement lui-même participe à ces attaques contre les syndicats. La réponse de l'administration Reagan à la grève des contrôleurs aériens (dissolution de leur syndicat, liste noire interdisant l'embauche de tous les grévistes) reste un symbole de l'orientation antisyndicale agressive du gouvernement. Confrontés aux attaques conjointes du gouvernement et de puissantes corporations, les syndicats — qui ne représentent que 20 % de la force de travail aux Etats-Unis et qui sont souvent guidés par un projet social des plus limités — se retrouvent aujourd'hui dans une position de plus en plus vulnérable.

L'AMPLEUR DU CHOMAGE

Si le phénomène du chômage apparaît comme une épreuve difficile pour le mouvement syndical, il se pourrait aussi qu'il suscite l'apparition de forces neuves susceptibles d'imprimer un nouvel élan à l'activité syndicale. Aux Etats-Unis, le chômage — particulièrement dans des secteurs tels que ceux de la sidérurgie, de l'automobile, des mines et des transports — reste élevé. En 1982, plus de 22 % des travailleurs ont connu le chômage, à un moment où à un autre, les Américains d'origine hispanique

et les Noirs étant les plus durement frappés (respectivement 27,1 % et 33,4 %). Parmi les jeunes, le taux de chômage est désormais de 21,1 % pour les Blancs et de 56,8 % pour les Noirs (3).

Si les femmes, en tant que groupe social, ne connaissent pas un taux de chômage disproportionné, c'est parce qu'elles sont une force de travail « bon marché », une femme gagnant en moyenne 0,59 dollar quand un homme en gagne un. Mais les vagues de licenciement, surtout dans certaines catégories professionnelles, les ont proportionnellement touchées davantage. En avril et juin 1982, 46 % des personnes licenciées étaient des femmes, alors qu'elles ne constituent que 29 % de la force de travail au niveau national. A cela, il faut ajouter que le chômage parmi les femmes noires est deux fois plus élevé que parmi les femmes blanches (4).

Aujourd'hui, près d'un cinquième de l'ensemble de la force de travail connaît le temps partiel. En 1982, on estimait que le travail à temps partiel imposé s'était accru de 166 % au cours des douze dernières années. Près d'un tiers des femmes qui travaillent sont employées à temps partiel. Le professeur d'économie A. Levitan, directeur du Centre d'études de politique sociale de l'université George Washington, a déclaré que la plupart des travailleurs à temps partiel connaissent « une situation presque identique à celle des chômeurs », dans la mesure où leur paye est proche du salaire minimum légal (très bas). Le plus souvent, les travailleurs à temps partiel ne bénéficient d'aucune couverture sociale ou indemnités d'arrêts de travail, et ils sont peu nombreux à être syndi-

La crise économique qui sévit aujourd'hui est la plus profonde qu'ait connue les USA depuis la grande dépression des années 1930. A l'époque, des comités de chômeurs étaient apparus un peu partout à travers le pays pour demander des secours et réclamer la mise en œuvre d'un programme public de création d'emplois. Les acquis, même minimes, dont bénéficient aujourd'hui les travailleurs licenciés, sont le résultat de ce mouvement politique. A cette époque, les groupes de chômeurs — dont les dirigeants étaient souvent des militants du Parti socialiste, du Parti communiste ou des trotskystes — ont joué un rôle de catalyseur et donné un nouvel essor au mouvement syndical. Ils lui ont apporté un programme à dimension sociale qui a permis d'établir le syndicalisme sur une base industrielle et de l'étendre aux grandes usines des USA. Par la suite, et plus particulièrement dans les années 1940 et 1950, une vague d'hystérie contre la gauche a conduit à une « déradicalisation » du mouvement ouvrier.

Aujourd'hui, à la veille du cinquantième anniversaire des grèves d'Auto-Lite à Toledo, des dockers de San Francisco et des camionneurs de Minneapolis (2), le mouvement syndical est confronté à un véritable test aux enjeux cruciaux.

Les travailleurs syndiqués, eux, ont des salaires plus élevés et bénéficient d'une meilleure couverture sociale (5).

En août 1983, le Bureau des statistiques du travail a établi que, sur une force de travail d'un total de 120 millions de personnes, 10,7 millions de travailleurs étaient au chômage, auxquels il fallait ajouter 7,5 millions de travailleurs qui, soit finissaient par accepter un travail à temps partiel, soit cessaient tout simplement de rechercher un emploi. La durée moyenne du chômage est passée de

1. Pittsburgh est un des plus vieux centres sidérurgiques des Etats-Unis situé dans une vallée des monts Appalaches, en Pennsylvanie.

2. La grève de Minneapolis était dirigée par des syndicalistes liés à la Ligue communiste d'Amérique (CLA), l'organisation œuvrant à la construction de la IVe Internationale aux Etats-Unis à l'époque ; la grève de Toledo fut menée par des syndicalistes liés au Parti ouvrier, qui devait fusionner peu après avec la CLA ; quant à la grève de San Francisco, elle fut dirigée par des syndicalistes liés au Parti communiste. Ces trois grèves ont ouvert la voie au syndicalisme de masse aux Etats-Unis. Elles ont eu lieu dans la première moitié de 1934, au moment de la première reprise depuis le krach de 1929.

3. « 26,5 millions de chômeurs en 82 », *New York Times*, 10 août 1983 ; « Le chômage au maximum chez les adolescents noirs », *The Militant*, hebdomadaire publié par le Socialist Workers Party (SWP), 16 septembre 1983.

4. *L'inégalité du sacrifice : conséquences du budget Reagan pour les femmes*, brochure de la Coalition des femmes et le Budget, 16 mars 1983.

5. « Près du cinquième des travailleurs américains dépendent du temps partiel », William Serrin, *New York Times*, 14 août 1983.

treize semaines, en janvier 1982, à vingt semaines, en août 1983 (6).

A cela, il faut ajouter que seuls 45 % des 10,7 millions de travailleurs officiellement recensés comme chômeurs perçoivent une allocation-chômage. Le contraste est grand avec la récession de 1975-1976, au cours de laquelle 78 % des chômeurs touchaient une allocation. Dans une étude intitulée « Pourquoi y a-t-il si peu de chômeurs indemnisés ? », Gary Burtless, un des chercheurs les plus estimés de la prestigieuse Brookings Institution, avouait : « La raison principale pour laquelle le nombre de sans-emploi bénéficiant d'allocations-chômage a été faible au cours de la récession de 1981-1982 est que le Président et le Congrès en ont décidé ainsi » (7). Cette étude faisait également remarquer que le gouvernement fédéral, ceux des Etats de l'Union et ceux des municipalités avaient déboursé, en 1982, 24 milliards de dollars (192 milliards de francs français) pour les 10 millions de chômeurs officiellement recensés, alors qu'en 1976, cette somme atteignait 31 milliards de 1982, c'est-à-dire 248 milliards de francs français, pour 7,6 millions de chômeurs (8).

Aux Etats-Unis, lorsqu'un travailleur est licencié, sa couverture sociale n'est plus assurée (9). L'assurance-chômage est à peu près égale à la moitié du salaire perçu jusque-là. Elle dure normalement 26 semaines et peut parfois être prolongée de 13 semaines. Il est également possible de percevoir des allocations supplémentaires, passée cette période. Mais alors qu'au cours des précédentes récessions, le gouvernement avait décidé de prolonger la période d'indemnisation jusqu'à un maximum de 65 semaines, celle-ci est désormais réduite, au mieux, à 53 semaines. Dans tout le pays, seuls 51 000 chômeurs sont en situation de recevoir le maximum prévu par la loi (10).

La formule qui détermine dans quels cas le gouvernement fédéral commence à verser l'aide qui permet aux Etats d'accorder des allocations supplémentaires, et dans quels cas il n'est plus tenu de le faire, est si compliquée que jusqu'à présent seuls deux Etats et Porto-Rico, qui a le statut d'« Etat associé » aux USA, ont rempli les conditions nécessaires pour recevoir cette aide fédérale. Vingt-deux autres Etats, dont le taux de chômage se situait entre 9 % et 14 % en juin 1983, n'ont plus droit à cette aide. En langage officiel, « le déclin de l'interrupteur a fonctionné ». En effet, au-dessous d'un certain seuil du taux de chômage, « le déclin joue » et l'aide est suspendue pendant au moins treize semaines. Ainsi, l'Etat du Michigan, qui connaissait un taux de chômage de 13,4 % en août, avait vu l'aide fédérale qu'il recevait suspendue en juin, entraînant l'interruption des allocations perçues par 56 000 chômeurs (11).

Le gouvernement fédéral et les gouvernements d'Etats et locaux ont refusé de mettre en œuvre un véritable programme de création d'emplois destiné à donner du travail aux chômeurs, mais aussi d'accorder des secours suffisamment importants pour aider les personnes sans em-



Grève des mineurs du cuivre. (DR)

ploi. De nombreux comités de chômeurs ont fait remarquer que si une catastrophe naturelle — telle qu'un ouragan ou une inondation — était survenue, un fonds spécial d'aide aux victimes aurait été dégagé. Mais dans les conditions de catastrophe « non naturelle » constituée par la crise, le gouvernement en a profité pour rogner les programmes sociaux déjà bien maigres.

UNE MATRAQUE ANTISYNDICALE

La crise économique est utilisée par les employeurs comme une arme pour attaquer les syndicats et tenter de leur extorquer des concessions ou, carrément, les liquider. Pour obtenir des concessions, ils menacent de fermer les entreprises. Dans la région du nord-est, les fermetures d'entreprises ont été à l'origine d'un chômage massif et, en général, les entreprises se sont réinstallées, soit dans le sud, où le taux de syndicalisation est très faible, soit dans d'autres pays (12). Certaines régions, qui vivaient sur une seule industrie, connaissent une situation véritablement catastrophique. Cependant, au fur et à mesure que les travailleurs syndiqués s'aper-

çoivent que les concessions faites ne leur assurent pas pour autant une sécurité de l'emploi et que les profits des patrons augmentent, ils sont de moins en moins nombreux à se prononcer pour les diminutions du salaire et des autres prestations, comme on le leur demande.

Le mouvement ouvrier a été durement affaibli par le phénomène combiné de licenciements massifs, d'attaques frontales contre les syndicats, et de négociations en vue de révisions en baisse des acquis sociaux. Depuis 1977, 130 000 emplois ont été supprimés dans la seule industrie sidérurgique. Dans ce secteur, où le poids des syndicats était fort, ces emplois étaient rémunérés de 10 à 15 dollars l'heure (80 à 120 FF). Par contre, les mécanographes de l'informatique, industrie « de pointe », ne gagnent souvent pas plus de 3,35 dollars (26 FF) de l'heure, dans des établissements sans syndicat. Au fur et à mesure que la force de travail est intégrée au secteur des services, la proportion de travailleurs syndiqués diminue de plus en plus. Ce processus ne sera pas inversé tant que les syndicats ne se montreront pas capables d'organiser réellement les ouvriers du secteur des servi-

6. Rapport Bert Seidman, directeur du Bureau des accidents du travail, de la santé et de la sécurité sociale de l'AFL-CIO (American Federation of Labor and Congress of Industrial Organizations, principale confédération syndicale américaine) devant la sous-commission sur l'Assistance publique et les assurances-chômage de la Commission des finances de la Chambre des représentants, 13 septembre 1983, p. 1.

7. « Une étude fait ressortir que le taux des chômeurs déclarés est faible en 1982 », Peter T. Kilborn, *New York Times*, 9 septembre 1983.

8. Les fonctions étatiques sont réparties à plusieurs niveaux entre le gouvernement fédéral, qui siège à Washington, les gouvernements des cinquante Etats qui ont chacun leur capitale, et les gouvernements locaux (comtés et municipalités). Les Etats ont leur propre Parlement (en général à deux chambres), ils collectent leurs propres impôts et sont responsables, notamment, d'une partie du financement et de la distribution des allocations-chômage.

9. Il n'y a pas de système de sécurité sociale aux Etats-Unis. L'adhésion à un syndicat ou

l'embauche par une entreprise donnent souvent droit à des assurances collectives bon marché qui expirent en cas de licenciement. Les plus démunis, lorsqu'ils répondent à certains critères de pauvreté, ont droit au « welfare » (assistance sociale) qui comporte le remboursement des frais médicaux, mais les chômeurs ne remplissent en général pas ces conditions.

10. Rapport Bert Seidman, pages 3 et 4.

11. Rapport Dick Warden, directeur pour la législation du Syndicat international des travailleurs de l'automobile, de l'aéronautique et des machines agricoles d'Amérique (UAW), devant la sous-commission sur l'Assistance publique et les allocations-chômage de la Commission des finances de la Chambre des représentants lors de sa séance consacrée au Programme fédéral d'allocations supplémentaires et questions connexes, 13 septembre 1983, p. 9.

12. Le nord-est des Etats-Unis est la région de la vieille industrie lourde (acier, rail, automobile, mécanique) et des bastions syndicaux. Les industries du sud du pays, traditionnelles (tabac, textile, etc.) et nouvelles (pétrolière, aéronautique, etc.) connaissent un taux de syndicalisation moindre.

ces, ainsi que les cols blancs, qui restent, dans leur majorité, inorganisés (13).

Bien que l'administration Reagan clame sur tous les toits que l'économie américaine connaît une reprise, de nombreux travailleurs ne retrouveront pas pour autant leur situation antérieure. Cette question est d'ailleurs largement évoquée dans une importante analyse du Comité d'étude de l'évolution du travail, un organisme créé par la principale confédération syndicale américaine, l'AFL-CIO (14). Comme le fait remarquer cette étude, 6 millions de travailleurs au moins sont susceptibles de devenir une « sous-classe ouvrière en surnombre ». Harley Shaiken, spécialiste des questions du travail et de technologie à l'Institut de technologie du Massachusetts (MIT), a expliqué : « Nous devons envisager la possibilité d'avoir à la fois un redressement économique et des travailleurs en surnombre. » En d'autres termes, « la reprise économique n'implique plus, aujourd'hui, le réemploi (15) ».

Alors que le chômage frappe des millions de travailleurs, certaines sociétés, telles que l'US Steel Corporation, exigent de leurs employés qu'ils fassent des heures supplémentaires. Pour ces entreprises, il est bien plus rentable de payer des heures supplémentaires que de réintégrer des travailleurs licenciés. D'après le syndicat local numéro 1397, de Homestead, en Pennsylvanie, dépendant de l'United Steelworkers of America (USWA, Sidéurgistes unis d'Amérique) (16), les 1 480 heures supplémentaires effectuées dans la première semaine de septembre auraient pu permettre à 46 travailleurs de réintégrer l'entreprise. Et ce phénomène peut être observé à travers tout le pays. Le syndicat a déposé des plaintes pour ruptures de contrat contre l'US Steel Corporation, mais le temps que prend la procédure joue en faveur des patrons (17). La section syndicale locale a distribué un tract à ceux qui étaient toujours employés : « Nous vous demandons de ne pas faire d'heures supplémentaires. S'ils vous y forcent ou essayent de vous faire travailler vos journées d'affilée, ou de vous faire effectuer le travail de quelqu'un d'autre, venez au local du syndicat pour déposer plainte. (18) »

LA RIPOSTE

Bien que les syndicats américains permettent à leurs membres de rester au syndicat après un licenciement, selon des critères différents selon les syndicats (pour une période variant entre deux ans dans la sidérurgie et trente jours dans les chemins de fer), des centaines de syndicats locaux ont riposté à la récession, en 1980-1982, en formant des comités de chômeurs. Dans la mesure où les licenciements ont affecté des industries-clés où la force de travail était syndiquée, les travailleurs licenciés se sont tournés en premier lieu vers leur syndicat pour obtenir de l'aide. Ces comités étaient rattachés au syndicat et bénéficiaient ainsi de ses relations et de ses ressources. Très souvent, ces comités travaillent à des projets précis, avec d'autres comités de chômeurs



de la région également rattachés à un syndicat. Ainsi, au fur et à mesure que ces comités ont commencé à fleurir, d'autres sont apparus dans le sillage de leurs activités. Par la suite, des réseaux informels ont rassemblé tous ces comités.

Dans d'autres cas, des comités indépendants de travailleurs syndiqués ou non syndiqués se sont développés. Mais même lorsque les comités de chômeurs sont for-

mellement indépendants des syndicats, ils sont fréquemment dirigés par des militants syndicaux. Très souvent, ces comités de base indépendants travaillent avec certains syndicats. Dans de nombreux cas, ils reçoivent une aide matérielle des syndicats sur des projets donnés. Que ces comités soient indépendants ou directement rattachés à une structure syndicale, leurs méthodes et leurs buts sont identiques.

La tâche concrète que la plupart de ces comités ont immédiatement pris en charge a été la création de « banques de nourriture ». Dans la mesure où ces « banques » peuvent acheter en gros et où elles cherchent activement des donateurs, elles se sont avérées être une aide très importante pour les chômeurs. Leon Lynch, vice-président de l'USWA, a déclaré que près de 225 syndicats du secteur sidérurgique avaient, durant l'été 1983, créé des « banques de nourriture », et cela rien que dans la région ouest de la Pennsylvanie (19).

Certains syndicats ont mis en place un système qui permet aux ouvriers qui travaillent encore de défalquer une somme de leur paye hebdomadaire à l'intention de ceux qui ont été mis à pied. Dans certaines grandes entreprises, cette somme atteint 5 000 à 7 000 dollars (40 000 à 56 000 FF) par semaine. Dans d'autres régions, les syndicats organisent des collectes à la porte des usines. Les fonds ainsi collectés sont utilisés pour répondre à différents besoins, par exemple pour aider les chômeurs à payer leur loyer, leur chauffage et rembourser des prêts ou pour leur fournir une assistance médicale en cas d'urgence (20).

Les comités de chômeurs liés aux structures syndicales ont également établi des « lignes-SOS », permettant aux syndiqués qui se trouvent en situation critique d'obtenir de toute urgence des conseils d'ordre légal, les coordonnées de services à consulter, ou même des emplois temporaires. Dans la région de Pittsburgh, les différents comités de chômeurs de la sidérurgie ont décidé, dès leur formation, d'engager des activités communes. C'est ainsi qu'ils ont lancé une campagne réclamant la prorogation des allocations-chômage par le gouvernement fédéral et collecté 10 000 signatures.

13. « On dirait un holocauste industriel », entretien avec Mike Stout, du syndicat local de l'USWA numéro 1397, in *Multinational Monitor*, volume 4, numéro 6, juin 1983, pages 15 à 17. « La technologie de pointe n'est pas une panacée pour l'emploi, disent les experts », William Serrin, *New York Times*, 6 septembre 1983.

14. L'American Federation of Labor and Congress of Industrial Organizations (AFL-CIO) est l'unique confédération syndicale. Elle regroupe tous les syndicats, sauf ceux qui ont été exclus pour « corruption » (camionneurs-IBT), pour « communisme » (électro-ménager-UE), et ceux qui sont issus d'associations du personnel rivales des syndicats de l'AFL-CIO (enseignants-NEA).

15. « La reprise est sans intérêt pour les laissés pour compte », William Serrin, *New York Times*, 6 septembre 1983.

16. Au moment de sa création, l'AFL-

CIO décerne à chaque syndicat un numéro tiré d'un registre unique.

17. La plupart des contrats entre syndicats et directions prévoient la possibilité pour les ouvriers de déposer plainte pour rupture de contrat. Le syndicat doit alors défendre l'ouvrier dans une procédure de conciliation avec la direction, puis devant un arbitrage du Conseil national des relations du travail (NLRB).

18. « Les sidérurgistes protestent contre les heures supplémentaires », *Pittsburgh Press*, 23 septembre 1983.

19. Discours de Leon Lynch au Rassemblement de Pittsburgh pour « Les emplois, la paix et la liberté », au nom de la Coalition de conscience du 27 août, à l'église de Macédoine, Pittsburgh, 8 août 1983.

20. Entretien avec Kwazi Nkrumah et Keith Brooks, in *National Unemployed News*, volume 1, numéro 1, juillet 1983, p. 4. Voir aussi l'entretien avec Helen Antonishen et Gloria Snyder.

Un bon exemple de comités de chômeurs issus de la base est celui du Comité uni de chômeurs (UCUP) de Baltimore, dans l'Etat du Maryland, un des premiers à s'être constitué. L'UCUP se compose de travailleurs syndiqués et non-syndiqués, et maintient des rapports étroits avec les comités établis par les syndicats. Ses dirigeants militent également dans les syndicats, notamment ceux des sidérurgistes et des mécaniciens de Baltimore. L'UCUP et l'AFL-CIO ont mené une campagne commune qui a forcé le gouverneur à convoquer une séance spéciale de l'Assemblée législative du Maryland. Une loi prolongeant de treize semaines les allocations-chômage, aux frais de l'Etat du Maryland, après la « suspension » du programme fédéral, a été votée lors de cette séance.

Ensemble, ils se sont également battus, avec succès, pour l'élimination d'une clause technique du Programme de prolongation, qui empêchait 10 000 chômeurs de recevoir la totalité des allocations au cours des treize semaines. A la suite de cette lutte, 7 millions de dollars (56 millions de FF) supplémentaires ont été accordés au Programme. L'association de l'UCUP et de l'AFL-CIO de Baltimore a aussi lancé une campagne pour l'adoption, au niveau de l'Etat du Maryland, d'une loi intitulée Loi sur les droits du citoyen chômeur (21). Bien qu'en fin de compte cette loi n'ait pas été adoptée, la campagne a permis d'informer le public sur les problèmes et les besoins spécifiques des chômeurs. Cette loi devait établir une protection élémentaire des chômeurs contre les saisies de maisons hypothéquées et les expulsions, contre les reprises de voitures et de caravanes d'habitation achetées à crédit, et contre l'interruption des services publics. Elle prévoyait également un droit à l'assistance médicale et légale et à l'apprentissage d'un nouveau métier. Le Comité uni de chômeurs a réussi à engager une campagne assez large pour permettre au projet de loi de traverser le dédale des commissions législatives de l'Etat et d'arriver devant le Sénat du Maryland. Là, il a fallu trois jours à ces parlementaires conservateurs pour rejeter, à une courte majorité, la Loi sur les droits.

L'EXEMPLE DU COMITÉ DE CHOMEURS DE LA VALLÉE DE LA MON

De tous les groupements issus de la base, le plus connu est probablement le Comité de chômeurs de la vallée de la Mon (MVUC). Il opère dans la vallée de la Monongahela, où se trouvent la plupart des aciéries de la région de Pittsburgh. Il compte plus de 1 500 cotisants. Ce sont les sidérurgistes mis à pied qui forment la colonne vertébrale du comité, mais on y accepte tous les travailleurs, syndiqués et non-syndiqués, au travail ou au chômage. Le comité s'est développé à partir de formations syndicales locales de chômeurs, qui ont mené une activité commune pendant un certain temps. Du point de vue formel, il s'agit d'un comité indépendant, mais il n'en garde pas moins

des liens étroits avec le mouvement syndical.

C'est le Comité de chômeurs de la vallée de la Mon qui a mis sur pied la manifestation combative de plus de 5 000 personnes contre Reagan et sa politique, lors de la visite du Président à Pittsburgh, en avril 1983. Les conseillers de Reagan pensent maintenant que l'incident a représenté un désastre politique pour lui, au moment même où il ouvrait la campagne pour sa réélection. Le Comité avait réuni plus de 45 organisations dans une coalition pour la préparation de ce rassemblement, et recueilli des appuis importants dans les syndicats, les organisations des droits des femmes et des droits civiques, et les groupes antiguerre. Les syndicats locaux de la sidérurgie avaient fourni des cars pour transporter les manifestants des banlieues et des villes éloignées (22).

C'est encore le MVUC qui a organisé une série de marches pour l'emploi qui ont traversé le centre commercial de Pittsburgh et la ville voisine de McKeesport. Ces manifestations ont été marquées par l'enthousiasme des marcheurs et par l'accueil sympathique de la plupart des gens qui faisaient leurs achats et des travailleurs à l'heure de la pause-déjeuner.

LA LUTTE CONTRE LES SAISIES

Bien qu'il se soit aussi occupé de l'assurance-chômage en témoignant devant les commissions de l'Etat et des organismes fédéraux et qu'il ait organisé des assemblées de protestation contre le chômage, c'est surtout son activité contre les saisies de biens hypothéqués qui a fait la réputation de ce comité de chômeurs. Les membres de la commission du MVUC sur les hypothèques ont entrepris des démarches auprès des présidents de banque, afin d'obtenir que les chômeurs puissent effectuer des paiements partiels ou en retard. Ils ont organisé des piquets de chômeurs autour des banques, obtenu des ordonnances de juges et négocié avec l'administration des anciens combattants — qui assure les logements des anciens combattants — en vue d'arracher la création de programmes de secours aux chômeurs propriétaires de maisons.

En novembre 1982, le Comité de chômeurs de la vallée de la Mon a rempli la salle du tribunal où le shériff devait tenir la vente mensuelle des biens hypothéqués saisis (23). Les notaires préposés aux hypothèques ont dû tenir leurs enchères sous des jets de vautours en carton (en effet, le Comité a baptisé ces notaires du nom de « vautours »). Le slogan « *Des emplois pas des ventes !* » a été largement repris. Et, en guise de protestation, les chômeurs ont proposé de se porter acquéreurs des maisons mises en vente pour quelques centimes, suivant une pratique déjà utilisée par le mouvement des chômeurs dans les années 1930.

En décembre dernier, à la suite de l'émoi causé par cette campagne opiniâtre, le Conseil municipal de Pittsburgh a unanimement voté une motion recommandant aux créanciers d'instituer un

moratoire illimité sur la saisie des maisons de chômeurs hypothéquées. Lorsque le MVUC s'est présenté à la vente aux enchères du mois de janvier, il a pu constater que le shériff — qui était candidat à la réélection — avait retiré 42 maisons de chômeurs du lot (24). Le juge Papadakos, de Pittsburgh, a endossé la décision du shériff et proclamé un moratoire temporaire des ventes de maisons occupées par leurs propriétaires. Le moratoire était encore effectif lors de la vente de septembre 1983. La ligne téléphonique « SOS-hypothèques » du MVUC a reçu 503 coups de téléphone entre janvier et juillet 1983.

En juillet 1983, alors que les allocations supplémentaires de nombreux sidérurgistes touchaient à leur fin, les agences qui conseillent les propriétaires de maisons sur les problèmes d'hypothèques, dans la région de Pittsburgh, ont reçu un total de 2 114 coups de téléphone.

Le Comité de chômeurs de la vallée de la Mon et un groupe similaire de Pennsylvanie orientale, le Projet-chômage de Philadelphie, ont présenté à la commission des lois de l'Etat un projet de loi prévoyant jusqu'à trois ans de secours lorsque le retard d'un paiement sur une hypothèque est dû au chômage ou à la maladie. Ce projet a été adopté par la Chambre des représentants de l'Etat, mais doit encore être soumis au Sénat de l'Etat.

L'ORGANISATION DES CHOMEURS AU NIVEAU NATIONAL

Le Comité de chômeurs de la vallée de la Mon a participé à la convocation de la première conférence nationale des groupes de chômeurs qui s'est tenue du 10 au 12 juin, à Erie, en Pennsylvanie. Deux cent cinquante militants en provenance de 9 comités de chômeurs établis par des syndicats, de 29 groupes de chômeurs indépendants, et de 36 organisations syndicales et communautaires, y assistaient et ont décidé de constituer le Réseau national des chômeurs (NUN, National Unemployed Network). Son programme d'action comporte quatre points :

1. Garantir un niveau de vie convenable pour tous :

— Des emplois ou des allocations-chômage jusqu'à ce que soit retrouvé un emploi !

— Sauvez nos foyers !

— Les soins de santé pour tous !

21. « Les comités de chômeurs obtiennent une prolongation des allocations pour les chômeurs du Maryland », Keith Brooks et Kwazi Nkrumah, *Labor Notes*, numéro 45, 26 octobre 1982, pages 1 à 14.

22. « Des milliers de chômeurs protestent contre Reagan lors de sa visite à Pittsburgh », *Labor Notes*, numéro 51, 27 mars 1983, p. 11.

23. Dans certains comtés, les shériffs (chefs de la police du comté) et les juges sont élus au suffrage universel.

24. « Le shériff appelle à la suspension temporaire des saisies de maisons à Pittsburgh », Linn Stovall, *Labor Notes*, numéro 48, 17 janvier 1983, p. 3.

25. Rapport de Marion Curcio, conseillère sur les hypothèques du MVUC, septembre 1983.

— Alimentation : pleine utilisation des stocks alimentaires en surplus, augmentation des programmes d'assistance alimentaire ! (26)

— Un moratoire sur l'interruption des services de première nécessité.

2. Construire une force unie de tous les travailleurs, avec ou sans emploi, sur la base de nos intérêts communs, tels que l'opposition aux fermetures d'usines, les allocations-chômage, l'apprentissage d'un nouveau métier et autres préoccupations vitales.

3. Changer les priorités du budget du gouvernement : de l'argent pour les emplois, pas pour la guerre ; des fonds pour les services sociaux, pour aider les gens, pas pour les tuer.

4. Lutter contre les effets disproportionnés du chômage sur les femmes, les minorités et les travailleurs handicapés. La discrimination sert à diviser les travailleurs. Il faut soutenir et renforcer les « Programmes d'action affirmative » (27).

Depuis la tenue de cette conférence, des groupes de chômeurs ont continué à surgir. L'existence d'un réseau national a stimulé les comités locaux. Le premier numéro du *National Unemployed News* (*Bulletin national d'information des chômeurs*) sorti par le NUN (National Unemployed Network) contient des comptes-rendus brefs de la création de comités locaux et de leur choix de thèmes d'agitation. Il fournit une série de tableaux du travail quotidien des comités de chômeurs.

Une deuxième organisation nationale de chômeurs a été fondée à Chicago les 2 et 3 juillet par 467 délégués en provenance de 22 Etats. Le Congrès national des organisations de chômeurs (NCUO) est l'œuvre de groupes et de personnes liés à Action et démocratie syndicale (ADS), groupement qui s'efforce de promouvoir « l'unité du centre et de la gauche dans le mouvement ouvrier », c'est-à-dire une alliance des militants combattifs indépendants, des responsables syndicaux libéraux, des militants du Parti communiste, et d'autres éléments (28). Le NCUO a attiré un certain nombre de dirigeants ouvriers locaux comme, par exemple Frank Lumpkin, du Comité de l'acier du Wisconsin pour la sauvegarde de nos emplois. Lumpkin est un travailleur noir de la sidérurgie et un dirigeant de masse efficace, qui figurait parmi les orateurs de marque de la conférence du NCUO. Son discours a souligné les objectifs similaires des deux groupes nationaux : « *Nous saluons les efforts de ceux qui se sont réunis à Erie, et nous souhaitons collaborer avec eux* », a-t-il déclaré.

L'opinion d'un certain nombre de militants influents du NUN a été répercutée dans un article du bulletin mensuel *Labor Notes* (*Notes syndicales*) : « *Les deux organisations de chômeurs ont des objectifs semblables et des stratégies qui se recoupent. (...) Là où les groupes divergent, c'est à propos de leur appréciation du mouvement syndical et du Parti démocrate. (...) Le NUN a agi, (...) indépendamment des responsables syndicaux, lorsque cela a été nécessaire, et a gardé*



Les chômeurs font la queue dans un bureau d'aide sociale. (DR)

ses distances par rapport aux politiciens. (29) »

Le NUN et le NCUO ont tous les deux réclamé l'adoption du projet de loi sur l'emploi de l'AFL-CIO et ont tous les deux participé à l'importante marche sur Washington, « Pour des emplois, la paix et la justice », le 27 août. A l'heure actuelle, c'est le NUN qui semble plus s'appuyer sur une mobilisation de la base. Mais, en fait, le travail de ces deux regroupements commence à peine. Il faut à la fois multiplier les comités locaux et fournir une coordination nationale efficace à la lutte pour le droit de tous les travailleurs à l'emploi et à un salaire convenable.

Un des signes de l'amplitude des efforts d'organisation au niveau local réside dans la prolifération des journaux et bulletins publiés par les divers comités de chômeurs à travers le pays. Certains militants ont impulsé des discussions sur l'avenir de ce mouvement nouveau-né dans les colonnes de ces publications.

Le numéro de juillet du bulletin du Comité de chômeurs de la vallée de la Mon contient un article qui explique le rapport entre les dépenses militaires du gouvernement Reagan et le manque d'emplois (c'est 60 % du budget fédéral qui, sous une forme ou sous une autre, est consacré à des dépenses d'ordre militaire). En remettant cette priorité en cause, les chômeurs provoquent une discussion au sein de la classe ouvrière sur des thèmes de politique étrangère qui n'ont pas été aussi radicalement remis en question depuis les années 1930. La guerre du Vietnam — aussi impopulaire qu'elle soit devenue — a quand même eu lieu dans une période de prospérité. Le rapport qui existe entre la politique étrangère américaine et sa politique intérieure apparaît de plus en plus clairement aux ouvriers et chômeurs des Etats-Unis.

LE DÉBAT SUR LES MOYENS DU PLEIN EMPLOI

Le même bulletin contient un article intitulé « Nous voulons travailler », qui est une contribution bien réfléchie à la discussion sur le type de programme de

création d'emplois qui serait le plus utile. Jim Benn, du syndicat local numéro 1 256 de l'USWA, demande : « *Devons-nous mettre l'accent sur l'influence des préjugés (raciaux, sexistes, ndlr.) dans le choix des embauchés, et souligner l'importance des mesures de compensation (en faveur des plus opprimés, ndlr.) ? Devons-nous y inclure la revendication de la réactivation des industries de base ? Quel plan devons-nous proposer pour tenter sérieusement qu'une de nos propositions soit mise en application ?* (30) »

Il s'agit-là d'un problème très important, car les patrons, et même quelques responsables syndicaux cherchent à nous convaincre que l'ennemi, ce sont « *les importations de produits étrangers* ». Bien des chômeurs n'ont guère réfléchi aux moyens de procurer des emplois à tous. Certains proposeraient probablement l'octroi de subsides aux industries comme la sidérurgie et l'automobile, que les patrons ne considèrent plus assez rentables pour y poursuivre la production. D'autres pourraient suggérer des barrières douanières plus élevées ou des lois exigeant un certain pourcentage de « contenu local » dans les produits mis en vente. D'autre encore se sont battus pour le vote de lois interdisant de reconnaître

26. Les programmes d'assistance alimentaire aux pauvres comprennent la distribution des denrées stockées pour empêcher l'effondrement des cours et la vente à prix réduit de carnets de timbres acceptés en guise de paiement par les supermarchés.

27. « Programme d'action », *National Unemployed News*, volume 1, numéro 1, juillet 1983.

28. La bureaucratie syndicale américaine, à l'image du Parti démocrate sur lequel elle s'appuie, comprend deux ailes : l'une, majoritaire, soutient les « modérés », qui se situent à droite dans le Parti démocrate, l'autre, minoritaire, soutient les « libéraux », qui se situent plus à gauche dans le Parti démocrate. Cette aile est d'ailleurs souvent proche des Socialistes-démocrates d'Amérique (DSA). Le Parti communiste est réduit à un état quasi-groupusculaire depuis environ 1958, mais il conserve quelques vestiges de son influence syndicale et est présent en particulier dans Action et démocratie syndicale (ADS).

29. « Deuxième conférence nationale des chômeurs à Chicago », Dan La Botz, *Labor Notes*, numéro 54, 27 juillet 1983, p. 15.

30. « Nous voulons travailler », Jim Benn, *Bulletin du comité de chômeurs de la vallée de la Mon*, juillet 1983, p. 3.

aux patrons le « droit » de fermer une usine sans préavis, tandis que certains ont proposé que les travailleurs rachètent l'entreprise et en assurent eux-mêmes la gestion. Une campagne a été lancée par la Conférence des trois Etats sur l'acier (Tri-State Conference on Steel), un groupe à base communautaire, et par le groupe d'origine religieuse Stratégie de la mission confessionnelle (Denominational Mission Strategy), en vue d'obtenir le retrait des dépôts de fonds à la Mellon Bank, qui a investi 5,5 milliards de dollars (44 milliards de FF) en emprunts et dépôts outre-mer. Leur tract annonce que « la Mellon Bank commet un acte de trahison contre la vallée de la Mon et contre l'Amérique ».

D'autres militants encore proposent un programme massif de travaux publics, comparable à celui des années 1930, mais sur une échelle encore plus grande. Ils signalent que les routes, les ponts et les écoles sont en mauvais état, et ils attirent l'attention sur la nécessité d'améliorer les services de santé et les programmes de crèches. D'autres proposent une réduction de la semaine de travail, de 40 à 30 ou 35 heures. Un certain nombre de syndicats avait entériné cette revendication et voté des résolutions pour la réduction de la semaine de travail à la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

LA NÉCESSITÉ D'UN PARTI OUVRIER

La discussion sur les moyens d'arriver au plein emploi ne fait que commencer. Les besoins immédiats des chômeurs — hantés par l'épuisement d'allocations-chômage déjà limitées, par les saisies de biens hypothéqués, par l'interruption des services publics et le manque de soins médicaux — ont leur origine dans l'incapacité du gouvernement à donner la priorité aux besoins humains par rapport aux profits du monde des affaires. Un des problèmes graves du mouvement américain des chômeurs réside dans l'absence de parti ouvrier aux Etats-Unis. C'est le grand capital qui contrôle le Parti démocrate tout autant que le Parti républicain, même si la base électorale traditionnelle du Parti démocrate se trouve dans les secteurs clés de la classe ouvrière, concentrée dans le mouvement syndical et parmi les minorités opprimées. Vu que le pouvoir est au main d'un républicain réactionnaire, des pressions considérables s'exerceront sur le mouvement des chômeurs pour l'amener à chercher la solution du côté de la campagne « Pour se débarrasser de Reagan » orchestrée par le Parti démocrate.

On verra si le mouvement des chômeurs saura maintenir son indépendance et continuer à se préoccuper des problèmes des chômeurs tels qu'ils les définissent eux-mêmes, et non tels qu'ils sont définis par les politiciens. S'il s'en avérait capable, ce mouvement pourrait aider à changer le paysage politique des Etats-Unis, au bénéfice de la classe ouvrière tout entière. ■

Dianne FEELEY,
Pittsburgh, novembre 1983.

AFRIQUE DU SUD

La mobilisation des opprimés contre la nouvelle constitution raciste

VOTÉE par le Parlement blanc en septembre dernier, une nouvelle Constitution était soumise, le 2 novembre, sous forme d'un référendum, aux électeurs blancs (environ 2,7 millions d'inscrits sur une population blanche de plus de 4 millions), seuls Sud-africains disposant du droit de vote dans cette république raciste. Ce projet, destiné à remplacer la Constitution de 1909 héritée du colonialisme britannique, prévoit la présidentialisation du régime et l'association partielle et séparée des représentants « Indiens » (un million de personnes) et « Métis » (trois millions de personnes) aux institutions, tout en perpétuant l'exclusion totale des 25 millions d'« Africains » (1). Destinée à briser la formation d'un front de mobilisation des non-Blancs, cette nouvelle Constitution ne s'attaque nullement aux dispositions racistes qui constituent le fondement même de l'apartheid. L'exemple du nouveau projet des lois Koornhof concernant les conditions de résidence des Noirs en zone « blanche » atteste du maintien de l'essentiel de la politique ségrégationniste. Et ce, même si le gouvernement raciste souhaite réglementer la stabilisation d'une couche de travailleurs noirs en zone blanche, notamment pour satisfaire les besoins en main-d'œuvre de l'industrie capitaliste (voir encadré).

Les résultats du référendum du 2 novembre ont donné une approbation, par les 2/3 des électeurs (65,96 % des votants), des projets constitutionnels du Parti national (PN) au pouvoir depuis 1948. Ce chiffre n'est cependant pas dépourvu d'ambiguïtés. Lors des élections générales d'avril 1981, le PN avait recueilli 57 % des voix et l'écrasante majorité des sièges parlementaires (131 sur 165). Plus tard, en mars 1982, la scission de son aile la plus conservatrice, le priva de 17 députés. Aujourd'hui au sein du Parti conservateur (2), ce nouveau courant avait appelé à rejeter les projets constitutionnels gouvernementaux.

Lors de ce référendum, le Premier ministre Pieter Botha a donc réussi à récupérer une partie des suffrages des électeurs traditionnels du Parti fédéral progressiste (PFP), formation représentant les secteurs patronaux qualifiés de « libéraux », anglophones pour la plupart, et dont la figure la plus connue, le magnat Harry Oppenheimer, appelait pourtant à voter « non » aux projets gouvernementaux.

L'ambiguïté fondamentale de tous ces résultats porte sur la signification exacte qu'a représenté, pour la communauté blanche, le vote en faveur des projets constitutionnels. Doit-on y voir l'acceptation, par une partie de l'électorat libéral, d'une première brèche dans les institutions de l'apartheid ? Ou plus simplement la réaffirmation de la volonté d'exclure de tout droit politique les quelque 25 millions d'« Africains », tout en accordant des droits limités aux 3 millions de « Métis » et au million d'« Indiens » ? Ou encore, est-ce une convergence des deux ? L'ambiguïté est symétrique en ce qui concerne l'opposition de 33,3 % des électeurs blancs à ces projets gouvernementaux. Se sont-ils opposés à trop ou à trop peu de réformes ? Ou encore, ce vote « non », n'est-ce pas, à nouveau, une combinaison de ces deux réactions ?

Toujours est-il que ces résultats permettent au Premier ministre de se présenter aux yeux de la communauté blanche comme la seule solution, sans autre alternative crédible pour assurer la perpétuation de ses intérêts, et de promouvoir sa politique comme la seule à même de prévenir l'unité de l'ensemble des Noirs d'Afrique du Sud et un soulèvement qui jetterait à bas le pouvoir raciste. Il rencontre ainsi l'assentiment des secteurs impérialistes qui le pressaient d'adapter le système d'apartheid aux réalités économiques actuelles et à leurs intérêts. La satisfaction dont a fait preuve la Maison-Blanche à l'annonce des résultats vient d'ailleurs en témoigner. ■

Nathan PALMER

Le référendum constitutionnel du 2 novembre a eu lieu dans une conjoncture économique rendue maussade par les contrecoups de la récession internationale. Pour des raisons propres à la République sud-africaine (RSA), celle-ci n'a touché ce pays qu'avec retard par rapport au reste du monde capitaliste industrialisé. Ce décalage trouve son origine dans le rôle de l'or, dont l'Afrique du Sud est le premier producteur du monde capitaliste,

avec 75 % de sa production. Servant de valeur-refuge de la spéculation, encore plus depuis l'éclatement du système monétaire international établi à Bretton-Woods, l'or a protégé, pendant un temps, l'économie sud-africaine de la crise. Le maintien tout au moins partiel des investissements impérialistes d'une part, qui s'élevaient en 1981 à plus de 30 milliards de rands (210 milliards de FF), soit près de 50 % de leur total en Afrique noire (3), et, d'autre part, le rôle du secteur de l'armement, ont également contribué à ce

décalage (4). Et, en retour, ces éléments spécifiques pourraient permettre une relance économique plus précoce. De fait, il n'y a donc pas de synchronisation exacte entre l'évolution économique de la RSA et celle des pays impérialistes dont elle est dépendante.

UNE SITUATION ÉCONOMIQUE ENCORE DOMINÉE PAR LA RÉCESSION

L'inflation s'est légèrement réduite, mais atteignait toujours, en juin dernier, le taux annuel de 12,4 %. La South African Reserve Bank entrevoit certes des perspectives de redressement liées au début de reprise aux Etats-Unis. La balance des paiements, déficitaire de 7,1 milliards de rands (près de 50 milliards de FF), soit 9 % du produit intérieur brut (PIB) au premier trimestre 1982, est devenue excédentaire de 1,1 milliard (7,7 milliards de FF) au dernier trimestre de la même année. Mais le taux d'utilisation de l'appareil de production demeure inchangé. La fédération patronale de la métallurgie (SEIFSA) estime que la capacité de production est inférieure de 30 % à son niveau normal, que l'industrie manufacturière ne s'est pas encore remise de la récession et, par conséquent, elle n'envisage pas d'amélioration avant la fin du premier trimestre 1984 (5).

C'est peut-être ce qui faisait titrer au supplément financier de l'hebdomadaire du Cap, le *Sunday Times*, du 21 août 1983 : « *Le pire reste encore à venir pour le Sud-africain modeste.* » Pour cet organe de presse, la situation financière de ce dernier, qui s'était déjà dégradée de 50 % en 1982, ira encore en empirant, du fait de la politique gouvernementale, qui a « *laissé croire aux consommateurs que les conditions économiques s'étaient réellement améliorées.* »

Dans ce contexte économique, le chômage connaît une croissance significative. Les services officiels de statistique avancent le chiffre, grossièrement falsifié, de 469 000 chômeurs parmi la population noire en janvier 1983 et celui, plus réaliste pour les Blancs, de 18 177 chômeurs. Ces chiffres laissent déjà apparaître des inégalités flagrantes, car ils représentent 9 % de la population active pour les Noirs et 0,3 % pour les Blancs, soit un pourcentage trente fois moindre, alors que la population active blanche n'est que 3,5 fois plus petite que la population active noire. Environ 7 millions de Noirs vivent et travaillent dans les zones minières ou urbaines, parmi lesquelles on compte des « townships » (ghettos) comme celui de Soweto, qui concentre plus d'un million d'habitants. Ces statistiques sur le chômage sont donc de volontaires et grossières sous-estimations, car sont exclus des chômeurs tous les Sud-africains noirs arbitrairement rattachés aux bantoustans, ces pseudo-Etats noirs indépendants, (Transkei, Venda, Bophutatswana, Ciskei), zones dans lesquels le taux de chômage atteint des proportions bien plus importantes.



Le racisme institutionnalisé. (DR)

Ces données officielles sont d'ailleurs si peu sérieuses que de nombreux spécialistes proposent, dans leurs propres estimations, une fourchette allant de 1,5 à 3 millions de chômeurs (soit environ de 13 % à 27 % de la population active). Le chiffre le plus inquiétant est celui fourni par le directeur du Bureau de recherches économiques de l'université de Steellentbosch, Attie de Vries, qui affirme que le chômage s'est accru de 66 % entre 1981 et 1982.

Rien de surprenant donc à ce que la question des licenciements ait été à l'origine de nombreux conflits dans les secteurs les plus touchés par le chômage (métallurgie, textile, automobile, etc.), qui sont également ceux où le mouvement syndical indépendant a connu son plus fort développement ces dernières années (6). Il s'agit donc d'une double épreuve de force entre le patronat et les syndicats indépendants. Alors que le patronat veut adapter son appareil de production aux nécessités de la crise économique, le mouvement syndical est confronté à un véritable test après plusieurs années de croissance et de développement ininterrompus. Ce contexte d'affrontements sociaux est d'ailleurs l'un des facteurs objectifs qui pousse les syndicats indépendants dans la voie de l'unité d'action et vers la formation d'une centrale unique des travailleurs, bien que la réalisation d'un tel objectif suppose que soient dépassées les

divergences existantes sur le type de fédération à construire et son mode de fonctionnement (7). Confrontés aux projets gouvernementaux de nouvelle Constitution, les syndicats indépendants ont montré une opposition déterminée.

LE DÉBAT AU SEIN DES PARTIS BLANCS

Du côté de l'électorat blanc, l'unanimité n'a pas pu être réalisée autour d'un projet de création d'un Conseil du Président (CP) (voir encadré). Le Parti national n'a pourtant pas lésiné sur les moyens. Imitant le type de campagne publicitaire ayant accompagné la victoire de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne, le PN s'est offert des pages entières de publicité dans la presse en faveur du vote « oui » au référendum, avec des trouvailles du style « *L'Afrique du Sud contre l'Afrique du Sud ? Le 2 novembre est le jour le plus critique de l'histoire sud-africaine.* » Ceci a d'ailleurs suscité des accusations selon lesquelles le PN aurait utilisé des fonds publics pour une campagne dont le budget a été estimé à 3 millions de rands (21 millions de FF).

Face au PN, le Parti fédéral progressiste (PFP) a mené une bataille d'opposition parlementaire plus qu'une véritable campagne de mobilisation de son électorat. Ce parti, à prédominance anglophone, représente certains secteurs de la grande bourgeoisie industrielle et financière, au premier rang desquels on peut citer Harry Oppenheimer, qui contrôle toujours, bien qu'il n'en soit plus le président, le groupe géant Anglo-American, lequel détient à lui seul 56 % des intérêts cotés à la bourse de Johannesburg (8). Le PFP, qui propose une solution de replâtrage de l'apartheid, s'est refusé à la reconnaissance du droit au suffrage universel, concrétisé dans le mot d'ordre « One man, one vote » (« Un homme, une voix »). Le PFP s'est donc contenté de dénoncer les aspects du projet gouvernemental jugés « répugnants », à savoir les pouvoirs exorbitants attribués au président du Conseil présidentiel (CP) et, à travers lui, au PN, dans des structures de ségrégation raciale maintenues.

Cette bataille fut, d'autre part, limitée par l'adoption d'une motion dite « de la guillotine » par le groupe parlementaire du PN, fixant une date limite au débat au Parlement sur cette question. En clair, cela a signifié que certains points contro-

1. A sa naissance, chaque individu est classifié selon les catégories raciales officiellement en vigueur, en Blanc, Africain, Métis ou Indien. Le terme « Noir », revendiqué par les opposants à l'apartheid, regroupe indistinctement les trois dernières catégories, et a donc un contenu politique d'opposition à l'apartheid.

2. Le courant des partis d'extrême-droite, le Hertsigte Nasionale Party (HNP) et le Parti conservateur d'une part, de même que le Parti fédéral progressiste (PFP) et les autres formations libérales d'autre part, représentent environ 20 % de l'électorat blanc chacuns.

3. *Survey of Race Relations in South Africa*, Johannesburg, 1981.

4. Pour l'exercice 1982-1983, les dépenses

de la Défense ont représenté 2,668 milliards de rands (plus de 18,5 milliards de FF), soit l'équivalent de 24,33 % du budget et de 3,36 % du produit intérieur brut (PIB), *Survey of Race Relations in South Africa*, 1982.

5. *Rand Daily Mail*, Johannesburg, 5 septembre 1983.

6. Cf. *Inprecor* numéro 125, du 3 mai 1982.

7. Cf. *Inprecor* numéro 150, du 23 mai 1983.

8. L'étude de Robin Mc Gregor *Who Owns Whom ?* révèle que sept compagnies contrôlent 80 % des actions cotées à la bourse de Johannesburg : Anglo-American, Sanlam, Barlow Rand, Anglo-Vaal, Rembrandt, Liberty et Old Mutual.

versés du projet constitutionnel du gouvernement de Pieter Botha ont été adoptés sans débat. Une telle procédure n'avait pas été utilisée depuis 1963.

De plus, le PFP a vu son appel à voter « non » au référendum constitutionnel combattu par une partie de la presse anglophone d'Afrique du Sud, qui partageait pourtant d'ordinaire ses options. C'est ainsi que le *Financial Mail*, le *Sunday Times* et le *Finance Week* ont appelé à voter en faveur des projets de « New Deal » de Pieter Botha. Au sein même de l'électorat PFP, une majorité d'électeurs avait, en juillet, l'intention de voter « oui » (9), et les résultats du référendum attestent clairement ce glissement électoral. Le PFP ne pouvait cependant se départir de son opposition sans risquer de passer sous les fourches caudines du PN.

Cela ne fit que donner plus d'élan à la mobilisation, notamment dans la région du Cap, zone de résidence préférentielle pour les personnes classées comme « métisses », dans les associations locales, de résidents, religieuses ou étudiantes se rassemblant autour du rejet total des projets de Botha et du PN. Ces mobilisations se développèrent surtout à l'initiative d'associations locales comme la Fédération des associations civiques (Federation of Civic Associations, FRA) et le Comité d'action pour le logement du Cap (Cape Housing Action Committee, CAHAC). D'après le *FRA Civic News*, « la Fédération a organisé plusieurs meetings de masse pour protester contre les projets de Conseil du Président. Rejetant les propositions comme racistes puisque mises en œuvre d'après la loi sur les zones de résidence des groupes raciaux (Group

excluaient les « Africains » et ne reconnaissaient qu'un suffrage sélectif. Avec l'application des modifications constitutionnelles, le CAHAC dénonce le fait que le gouvernement central sera ainsi concentré entre les mains de quelques individus participant à l'exécutif. Selon ce comité, les projets de CP représentent une réaction du gouvernement à l'unité croissante des « Métis », des « Indiens » et des « Africains ». Il lui oppose la revendication d'un système unitaire d'élection suivant le principe « Un homme, une voix » (11).

La communauté « indienne » a, elle aussi, rapidement démontré son opposition aux projets gouvernementaux. Lors des élections organisées pour le Conseil indien d'Afrique du Sud (SAIC), le désaveu fut clair. Créée en 1964, cette structure de collaboration avec le régime raciste n'était au départ composée que de membres désignés par le pouvoir. En 1974, son effectif était porté à 30 membres, dont la moitié devait être élue par les autorités « indiennes » locales. Les partisans de la collaboration avec le régime raciste s'élevaient donc entre eux. Depuis 1978, le gouvernement concoctait une réforme destinée à donner un semblant de vraisemblance à cette structure, afin de constituer la future chambre parlementaire « indienne ». Toute personne classifiée comme « indienne », de plus de 18 ans, résidant de façon permanente en Afrique du Sud, homelands compris, était dans l'obligation légale de s'inscrire comme électeur. De source officielle, on estimait que cela était réalisé à 80 % au début 1981. Les élections de 1982 devaient permettre la désignation de représentants pour le Natal (principale zone de résidence « indienne »), pour le Transvaal, ainsi que pour la province du Cap. L'opposition à cette nouvelle mascarade entraîna la formation du Transvaal Anti-SAIC Committee (TASC), autour de membres de l'ex-Transvaal Indian Congress, partie prenante de l'Alliance du Congrès et signataire de la Charte de la liberté proposée par le Congrès national africain (African National Congress, ANC) (12). Une importante campagne de boycott des élections fut lancée, qui connut un énorme succès, puisque la participation moyenne fut inférieure à 20 %. Si elle a pu atteindre le chiffre de 40 % dans une circonscription du Natal, elle tombait à 1,75 % dans la

Les nouvelles dispositions constitutionnelles

Les dispositions constitutionnelles soumises à l'approbation de l'électorat blanc, lors du référendum du 2 novembre, prévoyaient l'organisation suivante :

— Un Président de la République, qui cumule les fonctions de chef de l'Etat et du gouvernement, élu par un collège électoral de 50 Blancs, 25 Métis et 13 Indiens désignés dans les partis majoritaires du Parlement et tous membres du Conseil présidentiel (CP). Le Président choisit le gouvernement, formé par 25 membres du CP. Il n'est pas responsable devant le Parlement et peut dissoudre ce dernier.

— Le gouvernement est composé de parlementaires ou non-parlementaires qui dirigent avec le Président et contrôlent les lois importantes.

— Le CP décide ce qui est du ressort du Parlement et ce qui n'est que du ressort du Président et du CP. Il joue un rôle d'arbitre. Sa composition : 42 % d'« hommes du Président », dont la grande majorité de Blancs et, parmi le reste, il y aura 33 % de Blancs, 17 % de Métis et 8 % d'Indiens.

— Un parlement à trois Chambres distinctes : blanche (partagée entre le PN, le PFP et le Parti conservateur), une métisse (avec, notamment, le Parti travailliste) et une indienne. Ces deux dernières Chambres remplacent respectivement le Conseil représentatif des métis (Coloured Representative Council) et le Conseil indien d'Afrique du Sud (SAIC). La charge de « affaires noires » revient au Président de la République.

En ce qui concerne les formations d'extrême-droite, le Herstigte Nasionale Party (HNP) de Jaap Marais appréciait la Constitution proposée comme « le point de départ » d'un gouvernement de la majorité noire, tandis qu'Andries Treurnicht, ancien député PN suspendu en mars 1982 et actuellement leader du Parti conservateur, accusait le PN de vouloir détruire l'auto-détermination des Blancs.

LE REJET SANS APPEL DES MASSES OPPRIMÉES

La campagne de séduction du Premier ministre destinée à associer à ses projets des secteurs « métis » et « indiens » n'a non seulement connu qu'un succès mitigé, mais a même provoqué des mobilisations d'opposition sans précédent depuis les années 1950. Seul le Parti travailliste (Labour Party) « métis », du révérend Alan Hendrickse, décidait, lors de sa conférence annuelle, le 4 janvier 1983, d'accepter les propositions gouvernementales, ce qui consommait sa rupture définitive avec le reste des masses opprimées, pour qui la nature collaborationniste de ce parti ne faisait plus de doute.

Areas Act) et la classification raciale, et comme antidémocratique du fait d'un suffrage sélectif, elle demandait à la population de boycotter toute élection ou référendum destiné à leur application. Elle avance comme revendication non négociable le suffrage universel pour tous les Sud-africains, et une seule nation sud-africaine, unie sans homeland. (10) » Le CAHAC a rejeté, pour sa part, les projets de Conseil du Président, parce qu'ils n'abolissaient pas la loi précitée,

9. 46,2 % de « oui » contre 43,8 % d'intentions de vote « non » selon le sondage effectué pour le journal afrikaans *Rapport*, cité par le *Rand Daily Mail*, Johannesburg, 2 septembre 1983.

10. *FRA Civic News*, volume 1 numéro 7, Athlone, juin-août 1982, cité dans *Survey* ... 1982.

11. Document de travail non publié du CAHAC, juin 1982, cité dans *Survey* ... 1982.

12. La Charte de la liberté a été adoptée le 26 juin 1955 par le Congrès du peuple, c'est-à-dire l'ANC, le South African Indian Congress (Congrès indien d'Afrique du Sud), le Coloured People's Congress (Congrès du peuple métis), le South African Congress of Trade Unions (Congrès des syndicats sud-africains), et le Congress of Democrats (Congrès des démocrates), autrement dit par les trois organisations représentant les « peuples » non-blancs, le syndicat qui leur était lié, et une organisation de libéraux blancs. Elle constituait une plate-forme démocratique autour d'axes comme l'abolition des restrictions à la propriété foncière pour des raisons raciales, mais affirmait par ailleurs que la totalité des terres devait faire l'objet d'une redistribution entre ceux qui la travaillent. Elle était conçue comme le socle d'une alliance interclassiste chargée d'accomplir les tâches de la révolution démocratique, ou plutôt d'une « évolution démocratique », sans que ne soient jamais définis les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir. On y voit l'inspiration traditionnelle du courant stalinien incarnée par le Parti communiste sud-africain (PCAS), dominant dans l'African National Congress.

circonscription de Fordsburg (au Transvaal), qui est celle d'un membre du SAIC depuis 1968. La campagne du TASC servit aussi aux partisans de l'Alliance du congrès à remettre sur pied le Transvaal Indian Congress (TIC).

Le choix de continuer à mettre en avant des organisations définies selon les critères de classification établis par l'apartheid est l'une des critiques souvent formulées par les partisans du non-racisme, qui refusent de diviser les opprimés en « Métis », « Indiens » ou « Africains », et privilégient le regroupement des masses noires, comprises au sens des masses non-blanches. Les regroupements constitués sur la base des critères de distinction raciaux de l'apartheid donnent par contre plus de poids en leur sein à des couches petites-bourgeoises, en particulier dans la communauté « indienne ». Derrière ce débat sur la question nationale se profile donc bel et bien le débat sur la nature de classe de ces organisations.

Le nouveau lancement du TIC a eu lieu lors du congrès du TASC, qui s'est tenu en janvier 1983 à Johannesburg, et qui fut significatif à plusieurs égards. Tout d'abord, par la réaffirmation publique du courant « charterist » (défenseur de la Charte de la liberté) (13). En second lieu, par la mise en avant de secteurs des Eglises en général et de l'Eglise réformée hollandaise pour les « Métis » (NGS) en particulier qui, jusque-là, s'étaient tenus en retrait des regroupements d'opposition à l'apartheid, et, enfin, par l'appel à la formation d'un Front uni démocratique (UDF) contre les projets constitutionnels gouvernementaux.

LE NOUVEAU POIDS DES EGLISES

Les structures de l'Eglise réformée restent fidèles à celles de l'apartheid. La principale d'entre elles, l'Eglise réformée hollandaise (NGK), possède des filiales (« Daughter Churches ») était le terme usité jusqu'en 1982), à la manière des syndicats intégrés. Il s'agit de la mission NGS pour les Métis, de l'Eglise

L'apartheid au quotidien. (DR)



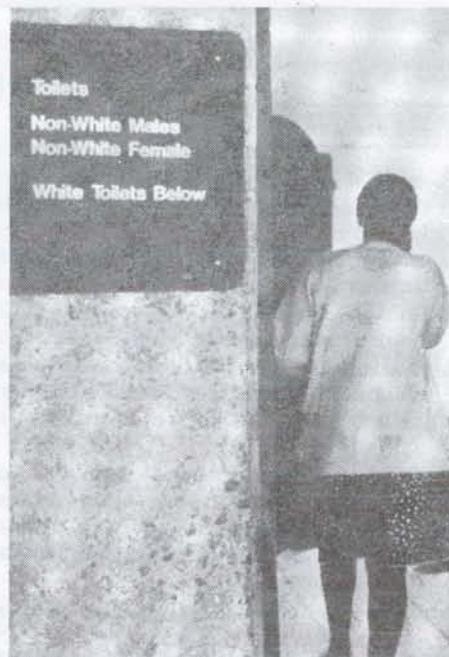
réformée d'Afrique (RCA) pour les « Indiens », et de l'Eglise réformée hollandaise d'Afrique (NGKA) pour les « Africains ».

L'une des principales figures de la NGS, et, on le verra, de l'UDF, est Allan Boesak, dirigeant de la mission de Bellville, au Cap, qui fut l'un des initiateurs de l'Alliance des chrétiens réformés noirs d'Afrique australe fondée le 27 octobre 1981 à Hammanskraal. Cette Alliance devait lui servir de marchepied pour son élection, en août de l'année suivante, à Ottawa, comme président de l'Alliance mondiale des Eglises réformées, regroupant environ 70 millions d'adhérents, d'où il dénonça l'apartheid comme une hérésie contraire aux Evangiles. Bien qu'il ait été mis en minorité en son sein, la NGS décidait de s'affilier au Conseil sud-africain des Eglises (South Africa Council of Churches, SACC), dont le secrétaire général est l'évêque Desmond Tutu.

Mais Allan Boesak ne s'est pas contenté de batailles internes à la hiérarchie ecclésiastique. Il occupe aussi une place de choix dans les alliances et les structures mises en avant par le courant « charterist ». Dénonçant la décision du Parti travailliste (métis), il appela, lors du congrès du TASC, à rejeter les propositions gouvernementales d'institution du Conseil présidentiel et conclut son intervention autour de trois mots, « tous, ici, maintenant », signifiant : « Tous nos droits pour tous les Sud-africains, ici dans une Afrique du Sud unie, maintenant, car c'est à présent le moment. (14) » Cela devait également être la conclusion de son intervention lors du meeting central de lancement de l'UDF, le 20 août 1983 au Cap. Au cours de ce discours, il dénonçait ceux, « Blancs ou Noirs, qui s'appuient sur l'exploitation économique et la dégradation humaine pour bâtir leurs empires (15) ». Allan Boesak a aussi participé, le 25 juin dernier, à l'hommage rendu au révérend Canon Calata, membre de l'ANC depuis 1930, ancien membre de son Comité exécutif national, qui venait de décéder. A propos de sa présence lors du lancement de l'UDF, le journal *Cape Times* écrivait : « C'est à l'évidence l'homme que 6 000 personnes sont venues entendre et voir. Bien qu'il participe au patronage de l'UDF sans être membre de son exécutif, il apparaît comme l'une des forces majeures soutenant le regroupement anti-gouvernemental. (16) »

Le changement de ton opéré par cette filiale d'une des Eglises les plus réactionnaires et anticommunistes traduit ainsi à la fois la crise de domination politique du système d'apartheid et de l'ensemble des institutions organisées selon ses principes, et en même temps la volonté de secteurs sociaux spécifiques, non ouvriers, de ne pas rester en marge de l'évolution de l'opposition politique et de pouvoir peser dans des regroupements larges en gestation.

Le projet de création d'une structure chapeautant des organisations locales intervenant dans l'ensemble des secteurs du mouvement de masse, adopté en janvier



L'apartheid au quotidien. (DR)

de cette année par le TASC, a été conçu dans les termes suivants : « Pour combattre les projets de Conseil présidentiel, notre peuple doit se rassembler dans un large front. (...) Un front signifie le rassemblement de l'ensemble des organisations de nos communautés. Pour faire partie de ce front, les organisations doivent croire en la démocratie. Elles doivent croire en la création d'une Afrique du Sud non raciale. Elles doivent accepter la nécessité d'unir dans la lutte tous les Sud-africains, quelle que soit leur race, qui croient à la lutte pour une Afrique du Sud libre. (17) »

Le temps fort de cette initiative fut la tenue d'un meeting rassemblant plusieurs milliers de personnes au Cap, et dans lequel, à part Allan Boesak, prit la parole Archie Gumede, fils d'un ancien président de l'ANC et président du Comité pour la libération de Nelson Mandela (leader de l'ANC emprisonné à vie). Archie Gumede devait être élu président de l'UDF en compagnie d'Oscar Mpetha (en liberté provisoire) et d'Albertine Sisulu (épouse d'un autre dirigeant de l'ANC emprisonné avec Mandela). Les autres orateurs furent Thozamile Gqwetha (président du syndicat South African Allied Workers Union, SAAWU), Helen Joseph (ancienne secrétaire générale de la Fédération des femmes sud-africaines, SAFF), ainsi qu'un représentant du Conseil judiciaire musulman et du Natal Indian Congress.

Parmi d'autres organisations partie prenante de l'UDF, il faut citer l'organisa-

13. « (Nous) déclarons ici à l'intention de tous les Sud-africains et du monde que les luttes des 25 dernières années nous ont convaincus que la seule alternative viable à l'actuel système d'exploitation et de répression est celle fondée sur les principes de la Charte de la liberté », peut-on lire dans la déclaration finale du congrès du TASC, cité dans *Grassroots*, Le Cap, volume 4, numéro 1, février 1983.

14. *Grassroots*, idem.

15. *Cape Times*, Le Cap, 23 août 1983.

16. *Cape Times*, Le Cap, 22 août 1983.

17. *Grassroots*, idem.

Les projets de loi Koornhof sur les droits de résidence des Noirs en zone "blanche"

Officiellement appelés projets de lois sur le déplacement et l'établissement contrôlé des personnes noires (« Orderly Movement and Settlement of Black Persons Bill »), les projets Koornhof concernent les droits de résidence en zone urbaine pour les Noirs. 25 % des Noirs vivent en zone urbaine et, entre octobre 1976 et décembre 1981, 8 millions d'entre eux ont déjà perdu la nationalité sud-africaine pour se voir attribuer d'office celle d'un bantoustan. Ces lois sont significatives des nouvelles dispositions gouvernementales faussement présentées comme un assouplissement de la législation ségrégationniste dans le domaine des droits de résidence.

La législation actuelle reconnaît aux Noirs le droit de rester en ville sans avoir à faire état d'un logement. Pour cela, il faut être né et avoir vécu depuis lors en ville, ou y avoir travaillé depuis 10 ans, ou encore avoir un permis de résidence depuis 15 ans.

Les projets Koornhof remplacent ces catégories par celle de Résident urbain permanent (PUR), qui regrouperait les personnes bénéficiant déjà des droits correspondant aux dispositions ci-dessus et les personnes possédant un bail de 90 ans dans un « township », si elles sont citoyennes de RSA ou d'un bantoustan « indépendant », les citoyens sud-africains vivant depuis 10 ans en ville (ce qui exclut

ceux qui ont été dépossédés de la nationalité sud-africaine) et, enfin, les personnes nées en ville de parents tous deux classés « PUR ».

Pour les autres Noirs, et ce sont les plus nombreux, il est interdit de se trouver la nuit en ville, y compris chez un particulier, entre 22 h et 5 h sans autorisation et sans logement. Dans la journée, ils sont autorisés à se rendre en zone urbaine, mais ne peuvent y chercher du travail. Ils doivent s'adresser au bureau d'emploi de la zone d'habitation, lequel diminue l'offre, du fait de la volonté des autorités de favoriser l'embauche des seuls travailleurs classifiés « PUR ». Ils peuvent solliciter un permis de visiteur pour une période n'excédant pas 14 jours par an.

Pour les contrevenants, les peines sont les suivantes :

— autoriser un non-«PUR» à résider sous son toit, 500 rands (3 500 FF) d'amende ou 6 mois de prison et 20 rands (140 FF) par jour d'infraction supplémentaire ;

— les peines sont identiques en cas de présence en zone urbaine entre 22 h et 5 h et de recherche de travail en zone urbaine ;

— donner du travail à une personne en situation irrégulière est puni de 5 000 rands (35 000 FF) d'amende ou de 12 mois de prison.

tion étudiante blanche NUSAS, ou des groupes représentant des secteurs « métis », comme l'Association des commerçants du Cap occidental (WCTA). Même s'ils ne constituent pas l'aile marchante de l'UDF, la présence de ces forces en son sein possède néanmoins une signification particulière. Associé au poids des Eglises, cela donne à l'UDF une nature sociale hybride.

L'importante couverture accordée par la presse libérale anglophone à la création de l'UDF a relégué au second plan l'initiative du National Forum Committee (NFC), tenue au mois de mai à Hammanskraal, près de Johannesburg, à l'initiative de l'Organisation du peuple d'Azanie (AZAPO) (18) et de personnalités comme l'évêque Desmond Tutu et Neville Alexander. Le NFC, dont le Manifeste est sensiblement plus radical que celui de l'UDF, doit tenir sa prochaine convention à Pâques 1984 (19).

Cependant, le caractère de démonstration de force du lancement de l'UDF et l'écho accordé par les médias à cette manifestation, ne doit pas pour autant donner à penser que tout ce qui compte comme organisation à caractère de masse en RSA se trouve d'ores et déjà fédéré sous sa bannière. En particulier dans la région du Cap, nombreuses sont encore les associations restées en dehors de ce regroupement, telles que celles proches de la FRA, ou le Conseil sud-africain des sports (SACOS), organisé sur une base non raciale et opposé au régime. Mais l'on peut aussi noter l'absence, la plus importante au niveau national, des organisations syndicales des travailleurs, indépendantes et non raciales. En dehors du SAAWU, dont les effectifs ont été entamés par la sévère répression, notamment de la part des autorités du Ciskei, seul le Conseil des syndicats d'Afrique du Sud (CUSA), au niveau



national, s'est joint à l'UDF, tout en soutenant par ailleurs le NFC. Ce syndicat comptait 40 000 adhérents en 1982, et approche aujourd'hui les 100 000, grâce au développement du syndicat des mineurs. Les deux tiers du mouvement syndical indépendant se maintiennent donc à l'extérieur de l'UDF, comme, notamment, l'organisation la plus puissante, la Fédération des syndicats d'Afrique du Sud (FOSATU), plus de 100 000 adhérents recensés en 1982, environ 120 000 actuellement). L'UDF a d'ailleurs décidé de mettre sur pied une délégation destinée à engager des pourparlers avec cette dernière.

La FOSATU a rendu publique sa position sur la question de l'UDF, telle qu'elle a été adoptée par son comité central des 15 et 16 octobre 1983. Elle y explique les raisons de sa non-affiliation à l'UDF dans les termes suivants : « La FOSATU a décidé de ne pas s'affilier à l'UDF. La FOSATU pense que l'unité de buts créée au sein des organisations con-

trôlées par les travailleurs, dont la base et les objectifs de classe sont clairs, se perdrait au sein d'une organisation telle que l'UDF. L'UDF représente une variété d'intérêts de classe sans structure constitutionnelle claire dans laquelle la majorité des citoyens peut contrôler l'organisation. L'UDF a cependant une position progressiste en ce qui concerne l'oppression politique de la majorité des Sud-africains, et c'est pour cette raison que la FOSATU salue et soutient son opposition au projet de Constitution. » De fait, la FOSATU a mené sa propre campagne contre le référendum, centrée sur la revendication « Un homme, une voix ». Cette campagne a notamment pris la forme de la diffusion et du port massif d'auto-collants sur ce thème par les travailleurs des entreprises où la fédération est implantée, et d'une adresse systématique aux directions de ces entreprises pour les sommer d'annoncer clairement leur position face au référendum et de révéler si elles avaient apporté un soutien financier à la campagne du référendum.

L'UDF ET SES LIMITES

Malgré la défection de la plus grande partie du mouvement syndical, l'opération de lancement de l'UDF reste cepen-

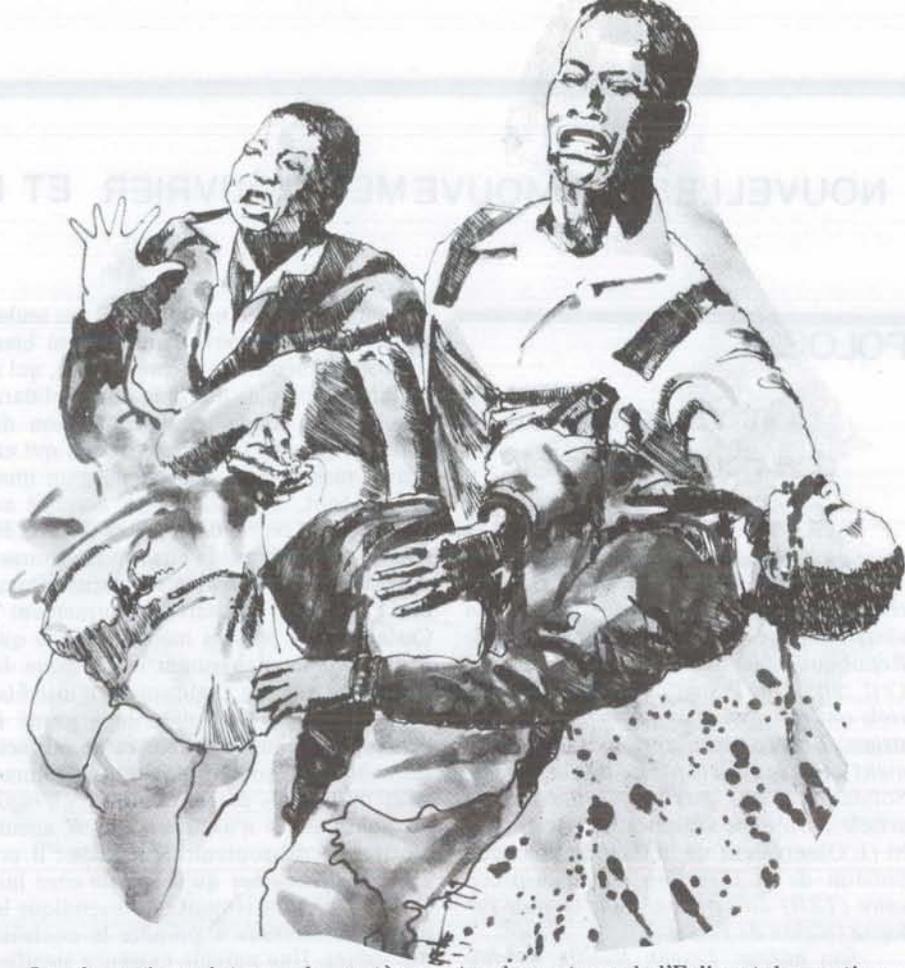
18. Héritière politique d'une partie du Mouvement de la conscience noire, l'Organisation du peuple d'Azanie (AZAPO), a en partie évolué vers une conception classiste de l'oppression en RSA. C'est la seule organisation politique issue de la « Conscience noire » disposant d'une implantation nationale.

19. « Notre combat pour la libération nationale est dirigé contre le système de capitalisme racial qui enchaîne le peuple d'Azanie au profit de la petite minorité de capitalistes blancs et de ses alliés, les travailleurs blancs et les secteurs réactionnaires de la classe moyenne noire. » Manifeste du National Forum Committee, Johannesburg.

tant, aux yeux de ses initiateurs, un succès spectaculaire. La somme de 120 000 rands (840 000 FF) a été avancée de source officieuse pour chiffrer le coût de ce lancement.

Les réactions à la création de l'UDF ont été pour le moins discrètes du côté du PN. Chris Heunis, ministre du Développement constitutionnel et de la planification, s'est refusé à tout commentaire (20), et les seuls propos du chef du groupe parlementaire du PN, Alex van Breda, étaient avant tout destinés au Parti conservateur de Treurnicht ainsi qu'au PFP, accusés d'avoir partie liée avec l'UDF en appelant à voter « non » au référendum constitutionnel (21).

Du côté du PFP, par contre, l'accueil fut moins tiède. « Un développement très important et significatif », que le gouvernement ignorerait « à son propre péril et à celui de l'Afrique du Sud, (...) la mobilisation de près d'un million de personnes, démontrait clairement un fossé incroyable dans la structure politique du pays (22) », déclarait Van Zyl Slabbert, chef de l'opposition. Alex Boraine, président de l'exécutif du PFP, mettait en cause la télévision nationale SABC : « La formation de l'UDF est le plus important développement en Afrique du Sud depuis les années 1950. Mais le silence de la SABC fut assourdissant. Son parti-pris n'est pas seulement stupéfiant, mais aussi dangereux. La SABC continue à bercer les Blancs d'Afrique du Sud dans un faux sentiment de sécurité. Elle commet la même erreur tragique que celle des médias au moment du changement en Rhodésie. Il y eut alors un effort délibéré de dissimuler la vérité complète aux citoyens. (23) » Alex Boraine devait également mettre en cause le gouvernement dans les manœuvres (diffusion de faux tracts par exemple) visant à saboter le meeting de l'UDF. Voilà des propos que nombre de leaders de l'UDF pourraient reprendre à leur compte, ce qui ne signifie nullement pour autant que l'UDF soit identifiée actuellement par les masses noires d'Afrique du Sud avec les secteurs blanc libéraux représentatifs des secteurs modernistes du patronat. Pour les masses noires à la recherche d'un cadre unitaire de mobilisation contre l'apartheid, l'UDF est, au contraire, certainement apparue comme un immense espoir. Le caractère militant des différents rassemblement de l'UDF en témoigne. Mais la nature même de l'unité réalisée au sein de l'UDF, du fait de ses composantes et de l'absence de la majorité du mouvement syndical indépendant des travailleurs noirs, réduit d'emblée les capacités de ce cartel à répondre à l'attente des masses opprimées. Et ce, d'autant plus que la base de ce regroupement est limitée à la lutte contre des dispositions constitutionnelles gouvernementales aujourd'hui passées dans les faits, après leur approbation par la majorité de l'électorat blanc. La question qui est posée tient donc à la capacité de l'UDF de constituer une alternative crédible au régime et à l'incidence de cette unité sur les mobilisations à venir.



La dynamique interne du système d'exploitation capitaliste et nationale fondé sur la discrimination raciale interdit toute possibilité d'une alternance parlementaire négociée. Alors que la transition fut rendue possible au Zimbabwe par les accords de Lancaster House, elle n'est nullement envisageable sous cette forme en RSA, où la structure économique du pays et la maturation du mouvement de masse sont différents. S'affirmer comme une force de rassemblement sur des objectifs démocratiques ne résoud donc pas pour autant toutes les questions de la révolution en Afrique du Sud.

Même du point de vue de l'ANC, qui demeure la principale force politique d'opposition populaire derrière l'UDF, le problème de définition est décisif. « L'UDF mobilise l'ensemble du peuple dans un seul mouvement de masse et coordonne la résistance de la communauté, mais il n'a pas pour but d'être un mouvement qui se substitue au mouvement populaire reconnu », peut-on lire dans *Sechaba*, l'organe de l'ANC, d'octobre 1983. L'ANC dispose à présent d'une influence réelle dans le mouvement de masse, tant à travers les figures historiques de certains de ses leaders sous les auspices, officiels ou non, desquels l'UDF a été baptisée, que par l'activité de ses membres et sympathisants dans les syndicats, associations communautaires et autres. La lutte armée, qui prend essentiellement aujourd'hui la forme d'attentats en zone urbaine, sert à renforcer l'idée que l'ANC frappe partout, et, par conséquent, qu'elle est derrière tout ce qui bouge. Son orientation stratégique reste cependant articulée autour de ses rapports avec les « démocrates » et donc, pour partie, avec les libéraux blancs. L'alliance réalisée en-

tre des secteurs de l'Eglise et des partisans de la Charte au sein de l'UDF est une réponse à la croissance du mouvement de masse. Les rapports à venir de l'UDF avec le mouvement syndical constitue l'une des inconnues de la situation. Une sorte de course de vitesse pourrait être engagée, afin de peser sur ce dernier à l'heure où se débattent les questions de l'unité syndicale (24).

L'UDF demeure un cartel au sommet et non une organisation basée sur des adhésions individuelles. Elle cherche à unifier, sous sa direction, le mouvement des masses sans pour autant lui donner des perspectives claires de mobilisation. La question de l'avenir de l'UDF et de sa popularité dans les masses noires reste liée à sa capacité à réaliser cette unification de manière durable. Ses perspectives immédiates sont pour l'instant en rapport avec la poursuite de la mobilisation contre la politique constitutionnelle du gouvernement, mais l'UDF n'est pas la seule force à l'œuvre dans cette lutte. ■

Nathan PALMER,
novembre 1983.

20. *Cape Times*, 22 août 1983.

21. *Idem*, 27 août 1983.

22. *Idem*, 22 août 1983.

23. *Idem*, 23 août 1983.

24. La déclaration du Comité exécutif national de l'ANC du 26 juin 1983, qui saluait le lancement du Front, en profitait d'ailleurs pour dénoncer « ceux qui, en se posant en socialistes, champions de la classe ouvrière et défenseurs de la dignité noire, cherchent à diviser le peuple et le dévier de la poursuite des objectifs de la Charte. A travers leurs activités, ces éléments montrent une haine de la Charte et de l'action de masse unie qui n'est pas moins virulente que celle du régime de Pretoria », *ANC Weekly News Briefing*, Londres, numéro 27, volume 7, juin 1983.

POLOGNE

L'internationale des gouvernants et celle des citoyens

En juillet 1983, Franz-Josef Strauss, chef de file de la très réactionnaire Union social-chrétienne (CSU) bavaroise de la République fédérale d'Allemagne (RFA), s'est rendu en Pologne. Les médias officiels ont fait grand cas de ses prises de position. Des commentaires ont été également publiés dans la presse clandestine de Solidarité. Nous publions ci-dessous un article paru dans Obserwator Wielkopolski (L'Observateur de la Grande Pologne), bulletin de la Direction régionale provisoire (TZR) du syndicat de la Grande Pologne (région de Poznan).

Son auteur, Leszek Nowak, professeur à l'université de Poznan, théoricien d'un « matérialisme historique non-marxiste » et militant syndical, avait été interné à la suite de l'instauration de l'état de guerre pour son activité aux côtés des travailleurs. La présente traduction a été publiée dans Robotnik 83 de septembre 1983, publié à Paris.

« Il fallait freiner le chaos en Pologne. (...) Il est vrai que nous avons souhaité que le processus de libéralisation puisse se développer sans anarchie ni chaos. Pourtant, beaucoup d'obstacles sont apparus. (...) De mes brèves impressions de touriste politique ressort la constatation que la situation en Pologne est de nouveau consolidée. »

Il serait superflu de s'attarder sur ces impressions de « touriste politique », n'étaient la personnalité de leur auteur et l'endroit où il a exprimé ces confidences. Il s'agit en effet de Franz-Josef Strauss et de son interview à *Trybuna Ludu*, du 25 juillet 1983, et reprise ensuite par d'autres journaux. A première vue, tout cela devrait donner des raisons de se moquer du pouvoir car, réellement, qui pourrait s'imaginer que l'organe du Comité central du POUK se réfère à l'avis de ce même Strauss qui, pendant tant d'années, est apparu dans ses colonnes comme un épouvantail, symbole du revanchisme allemand ? Les raisons d'en finir avec Solidarité sont-elles si peu crédibles que le pouvoir se sente obligé de les étayer par l'autorité du principal porte-parole de la réaction ouest-allemande ? Il est certain que l'idéologie ne connaît plus de limites quand sont mis en jeu les intérêts du pouvoir qu'elle représente. Toutes les volutes sont possibles. Remarquons cependant que cette constatation est vraie dans

les deux sens. Elle ne concerne pas seulement « notre » pouvoir, mais aussi bien Strauss lui-même. Ce même Strauss, qui a eu tant de paroles d'estime pour Solidarité et qui a condamné l'instauration de l'état de guerre. Ce même Strauss qui en arrive, maintenant, à la conclusion que, malgré tout, Solidarité avait conduit au chaos, et qui reprend les thèses de ceux-là mêmes qui ont créé le chaos pour trouver des raisons de détruire Solidarité. Comment expliquer un pareil retournement ? Certainement par les mêmes raisons qui expliquent le changement idéologique de notre pouvoir : le changement d'intérêts. Le mouvement de Solidarité a gagné à l'Ouest beaucoup d'estime et de respect. En soutenant Solidarité, Strauss, comme beaucoup de ses pareils, a stocké un capital politique. Il n'avait, en réalité, aucun motif réel de soutenir Solidarité : il est difficile d'imaginer qu'il appuie chez lui, en RFA, un mouvement qui revendique le droit des ouvriers à prendre le contrôle des usines. Une pareille exigence signifierait la liquidation de la bourgeoisie en tant que classe, alors que la CSU lui est intimement liée. C'est donc bien aujourd'hui qu'il exprime ses vraies opinions : que chaque mouvement de ce genre mène à l'anarchie, donc heurte l'ordre étatique. Ses opinions se rencontrent à mi-chemin avec celles des communistes, les deux pouvant avoir des avis différents sur le choix des méthodes les mieux adaptées pour faire régner l'ordre, mais entièrement d'accord sur le point essentiel : l'ordre (d'Etat) doit régner. De cette manière, la réaction de la rive occidentale de l'Elbe rencontre la réaction de la rive orientale de ce fleuve, qui, par ailleurs, comme on dit, partage le monde en deux systèmes antagonistes.

Toute réaction se rencontre aujourd'hui sur le même terrain : l'acceptation du pouvoir en tant que pouvoir, et donc de cette manière de gouverner les affaires humaines qui s'appuie, en dernière analyse, sur le monopole de la violence. Les gouvernants de tous les pays font alliance entre eux, à la condition que leurs propres intérêts égoïstes ne soient pas contrariés. Sinon, ils ont recourus à la guerre, en prétendant « la réalisation des intérêts nationaux ». Et ceci est valable pour tout pouvoir, quel qu'il soit et quel que soit son costume idéologique. Ces différences d'habillement peuvent s'expliquer en grande mesure par les conditions variables dans lesquelles travaillent les différents appareils du pouvoir. Il n'est pas difficile d'imaginer que Strauss, dans le système des trois pouvoirs, aurait dit la même chose que Jaruzelski.

De tout cela découlent pour nous des conclusions bien simples : n'attendre d'appui d'aucun Etat, mais chercher le soutien des citoyens de ces Etats. Notre

mouvement est un mouvement de citoyens et, qu'on le veuille ou non, il est dirigé essentiellement contre le principe même du pouvoir.

N'essayons donc pas de faire une percée dans l'Internationale des gouvernants, mettons plutôt notre espoir dans l'Internationale des citoyens. ■

ETATS-UNIS

Un "marine" contre l'intervention à Grenade

Une importante victoire pour le droit des soldats américains à pouvoir s'opposer à une intervention militaire nord-américaine hors du pays a été enregistrée à Cincinnati, dans l'Ohio.

Le 9 novembre, le sergent d'infanterie de marine Jim Stryffeler, militant de l'Alliance de la jeunesse socialiste (AJS), l'organisation de jeunesse liée au Parti socialiste des travailleurs (Socialist Workers Party, SWP), a obtenu une démobilisation anticipée du corps des marines, sans sanction punitive, alors même qu'il avait été menacé de passer devant une cour martiale pour s'être opposé à l'agression US de la Grenade et avoir annoncé son intention de participer à la manifestation de protestation antiguerre du 12 novembre à Washington. En mars de cette année, Stryffeler avait déjà adressé une lettre au journal *Cincinnati Post*, pour dénoncer l'intervention au Salvador. Le 27 août, il participa à la marche de protestation sur Washington et adhéra à l'AJS à la même époque. Alors qu'il était en permission, il avait ensuite annoncé son intention de donner une conférence de presse pour y expliquer son opposition à l'invasion de la Grenade.

Pour l'empêcher de prendre la parole lors de cette conférence de presse, les marines annulèrent sa permission et le transfèrent dans une caserne hors de la ville, en lui ordonnant de se présenter à son service le matin même où était programmée la conférence de presse. Les autorités militaires avaient peur que ses déclarations ne démasquent la propagande derrière laquelle l'administration Reagan dissimulait la réalité de son intervention militaire à la Grenade. En état d'arrestation le jour de la conférence de presse, à laquelle il n'a par conséquent pas pu se rendre, Stryffeler était interrogé sur ses idées et activités politiques. La réunion publique put néanmoins se tenir en présence de toute la presse de Cincinnati. Le directeur de la Fondation pour la défense des droits politiques (PRDF), John Studer, y a lu un message du sergent

Stryffeler, dans lequel celui-ci affirmait : « Mon nom est Jim Stryffeler. Je suis sergent des marines. Je suis dans les marines depuis cinq ans et demi. Je suis entré dans le corps des marines immédiatement après avoir terminé l'école secondaire, en pensant, comme beaucoup d'autres jeunes, que je pourrais y apprendre un métier.

« Je m'exprime aujourd'hui en tant que citoyen nord-américain qui s'oppose à l'invasion et à l'occupation de la petite île de la Grenade. J'ai l'intention d'agir selon mes convictions en participant à l'action légale et pacifique appelée par diverses organisations antiguerre, syndicales, des droits civiques et religieuses, le 12 novembre, pour protester contre cette invasion et l'accentuation du cours américain vers la guerre en Amérique centrale et dans la Caraïbe.

« Je lance aussi un appel à tous les soldats qui sont libres ce jour-là, et au reste de la population, pour qu'ils participent à cette importante expression publique nationale d'opposition à la politique guerrière de l'administration Reagan. »

La déclaration se poursuit ainsi : « Mes convictions sont partagées par la majorité du peuple nord-américain et par un grand nombre de mes camarades marines. Mes actions, parfaitement légales, ont pourtant amené les autorités des marines à adopter une attitude hostile à mon égard et à me menacer de me punir. Ils affirment que mon opposition à l'invasion de la Grenade est incompatible avec le service dans les forces armées. »

Des dizaines de personnalités locales et nationales étaient présentes ou avaient envoyé des messages de solidarité lors de cette conférence de presse, pour le droit de Stryffeler à présenter ses idées. Parmi elles, on notait Susan Schall, ex-lieutenant de la marine des Etats-Unis et dirigeante des protestations des soldats contre la guerre du Vietnam, et Betty Jean Carrol, vice-présidente de la section 1138 de la Fédération américaine des employés du gouvernement (AFGE), qui organise les employés civils de la base aérienne de Wright-Patterson, à Dayton dans l'Ohio. Mel Mason, conseiller municipal socialiste (membre du SWP) de Seaside, en Californie, où se trouve la base militaire de Fort Ord, déclara : « Le personnel militaire, auquel on demande de lutter et de mourir à la Grenade, a le droit constitutionnel de discuter, de débattre et de s'opposer ouvertement à la politique guerrière des Etats-Unis, quand il se rend compte que des guerres contre les travailleurs et les paysans d'autres pays sont contraires à ses propres intérêts. »

La décision des autorités militaires du corps des marines de démobiliser le sergent Stryffeler avant le terme de son contrat sans lui infliger de sanctions représente une victoire démocratique qui ne peut qu'aider les forces anti-interventionnistes aux USA en entérinant le droit des soldats américains à s'opposer à une intervention US à l'étranger. ■

ANTILLES

Sixième congrès du Groupe révolution socialiste (GRS)

Du 29 au 31 octobre dernier s'est tenu à l'Ajoupa-Bouillon, en Martinique, le 6e congrès du Groupe révolution socialiste (GRS), section antillaise de la IVe Internationale. L'essentiel du débat a porté sur deux points. L'un concernait la nouvelle situation créée par l'arrivée de la gauche au pouvoir dans la métropole colonialiste, l'autre analysait les conséquences de l'invasion américaine à la Grenade, dans le bassin de la Caraïbe.

Sur le premier point, les congressistes ont constaté l'offensive de la droite coloniale, qui s'efforce de regagner ses positions électorales perdues après la victoire de la gauche en 1981 et les élections régionales. La gauche est ainsi devenue majoritaire au conseil régional de la Martinique. Rendant compte des débats du congrès, *Révolution socialiste*, organe du GRS, écrivait dans son édition du 5 novembre, que la situation locale « est marquée du sceau de l'offensive du patronat et de la droite colonialiste, qui cherchent à la fois à surmonter l'érosion électorale qu'ils ont subie, à contraindre le gouvernement socialiste-communiste français à mener une politique intégrationniste-assimilationniste rigoureusement classique, et à préparer la reconquête du pouvoir, tant aux Antilles qu'en France ». Face à cela, les luttes des travailleurs ont tendance à se multiplier. L'offensive colonialiste coïncide donc avec « une réelle combativité du prolétariat antillais. Cependant, si les luttes ont été dans l'ensemble plus nombreuses depuis le 10 mai 1981, et parfois sur des thèmes nouveaux (occupations de terres par exemple), il convient poursuit *Révolution socialiste*, de noter également qu'elles ont très souvent un caractère défensif et demeurent toujours localisées ».

Les partis réformistes — Parti communiste guadeloupéen, Parti communiste martiniquais et Parti progressiste martiniquais d'Aimé Césaire — se sont tous plus ou moins ralliés au nouveau gouvernement français, chacun d'entre eux s'ef-

forçant d'apparaître comme l'interlocuteur privilégié du pouvoir colonial. Cependant, aucun changement significatif n'étant apparu dans les îles, ces partis sont désormais amenés à durcir le ton, en prenant toutefois bien garde de ne centraliser aucune lutte.

Dans ce cadre, la responsabilité du GRS est importante. Encore faible numériquement, cette organisation a une influence très significative dans les deux îles (Martinique et Guadeloupe), comme en témoigne le très grand écho de son congrès à la télévision et à la radio. En Guadeloupe, ses militants participent à la direction du troisième syndicat de l'île, le Mouvement d'action syndicale unifié (MASU). En Martinique, ils viennent de jouer un rôle déterminant dans l'animation de la grève du personnel de tous les grands hôtels. Sur le plan électoral, le GRS a dépassé le score du PCM à Fort-de-France en Martinique, et a eu deux élus aux conseils municipaux de Saint-Esprit et de l'Ajoupa-Bouillon, cette dernière municipalité étant dirigée par un ancien membre du GRS. A chaque occasion, le GRS s'efforce de rassembler toutes les forces anticolonialistes, malgré les réticences des PC ou du PPM, et le sectarisme des organisations nationalistes.

En ce qui concerne l'invasion de la Grenade, les délégués ont pu mesurer le coup énorme porté par l'impérialisme US et ceux qui ont pris la responsabilité d'assassiner Maurice Bishop et les principaux dirigeants de la révolution grenadienne. La droite coloniale peut aujourd'hui se déchaîner pour expliquer que l'indépendance est impossible pour les îles de la Caraïbe et qu'il vaut mieux « rester français ». La Grenade représentait justement le symbole de ce que pouvait réaliser un peuple engagé dans une révolution sociale et anti-impérialiste. Dès le début de cette révolution, le GRS fut la seule organisation à populariser cette expérience. Sa direction avait établi des liens fraternels avec l'équipe de Maurice Bishop et, cet été, l'organisation Jeunesse d'avant-garde (JAG), liée au GRS, avait envoyé une brigade de jeunes dans l'île. Le congrès a décidé de prendre des contacts avec toutes les organisations anti-impérialistes de la Caraïbe pour créer un front de solidarité avec le peuple de la Grenade.

Enfin, des dispositions ont été prises pour améliorer le fonctionnement de l'organisation et son recrutement. En effet, l'importance du recrutement du GRS ne correspond pas à son influence, quand on sait, par exemple, que dans les deux îles où vivent environ 600 000 habitants, l'hebdomadaire *Révolution socialiste* se vend à plus de mille exemplaires, et que le journal *Jeunesse d'avant-garde* se vend à plus de 500 exemplaires.

A la fin du congrès, Alain Krivine a apporté les salutations de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) de France et du Secrétariat unifié de la IVe Internationale, en insistant plus particulièrement sur la nécessité pour la LCR d'intensifier ses activités anticolonialistes et d'aider plus amplement l'intervention de la section « immigration » du GRS en France. ■

AVERTISSEMENT

Le prix de vente unitaire d'Inprecor augmentera au début de l'année 1984 et passera à 12 francs français. Toutefois, les abonnements resteront encore à l'ancien tarif pendant quelques semaines. Alors profitez-en, abonnez-vous ou réabonnez-vous avant la fin février.

« INPRECOR »

Liberté pour Michel Warschawski et tous les soldats opposés à la guerre du Liban

Le 14 novembre 1983, le soldat de réserve Michel Warschawski a été condamné à 35 jours d'arrêts, dont 14 avec sursis, pour son refus de faire une période de service militaire au Liban.

C'est la seconde fois consécutive que ce soldat est condamné à une peine de prison pour refus de servir au Liban. En effet, le 16 septembre, il avait déjà été condamné à 28 jours de détention, qu'il avait purgés à la prison militaire numéro 6. A la fin de sa peine, il était convoqué une seconde fois pour rejoindre une unité militaire au Liban, dans l'espoir qu'une peine de prison aurait été suffisante pour lui faire changer d'avis.

Après avoir échoué à briser sa détermination à ne pas participer à l'agression contre les peuples libanais et palestiniens, ses officiers ont décidé de le convoquer, pour la troisième fois, pour qu'il effectue ses périodes militaires au Liban, où il doit rejoindre une unité le 19 décembre.

Malgré les deux peines déjà purgées en prison, Michel Warschawski est déterminé à refuser une troisième fois l'appel à rejoindre son unité au Liban. Si cela est nécessaire, il est déterminé à faire face à une nouvelle condamnation à l'emprisonnement, qui, cette fois-ci, sera d'autant plus longue qu'une peine avec sursis avait été ajoutée à sa dernière condamnation.

Michel Warschawski est le porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire d'Israël (LCR) et rédacteur en chef de son journal *Matzpen*. Il est investi dans le Comité contre la guerre au Liban et dans le Mouvement des soldats contre la guerre au Liban « Yesh Gvoul » (« Il y a une limite »). Agé de 34 ans, il est père de trois enfants.

Le cas de notre camarade est le premier où un soldat de réserve reçoit trois fois de suite un ordre de mobilisation pour le Liban, malgré le fait qu'il ait clairement affirmé qu'il n'obéirait pas à cet ordre. En ce sens, il s'agit d'un précédent lourd de conséquences pour tous les soldats de réserve qui refusent d'aller au Liban : peut-on punir sans arrêt et à des peines de prison indéfinies un soldat de réserve qui n'est pas prêt à composer avec sa conscience et s'obstine dans son refus de participer à une guerre sur laquelle plane l'ombre sanglante des massacres de Sabra et Chatila ?

Il faut arrêter le bras répressif des autorités militaires israéliennes, car le cercle vicieux « ordre d'aller au Liban, prison, nouvel ordre, etc. » qui est appliqué à l'encontre de ce militant servira de précédent contre des centaines de soldats de réserve qui refuseront d'aller au Liban en se déclarant prêts à rendre compte devant les autorités militaires de ce refus, politique ou moral.

A côté de la campagne juridique qui se déroule actuellement dans et hors de l'armée, sur l'aspect légal des convocations successives pour le Liban, et sur les peines indéfinies et répétées, tous les partisans des droits de l'homme et les combattants de la paix et de la démocratie, en Israël et à l'étranger, se doivent d'exiger que soit mis fin aux condamnations successives de Michel Warschawski et qu'il puisse effectuer ses périodes militaires en Israël même, après avoir par deux fois subi des peines de prison pour son refus.

Le fait qu'Amnesty International mène campagne en faveur des insoumis israéliens refusant de se rendre au Liban

et le large soutien dont jouit le Mouvement des soldats « Yesh Gvoul » doivent encourager toutes les forces progressistes à se mobiliser pour mettre fin à la répression contre Michel Warschawski et tous les insoumis refusant de se rendre au Liban.

Des télégrammes, des pétitions et des lettres peuvent être envoyés en Israël à : Moshe Arens, Ministère de la Défense, Hakirya, Tel Aviv. Faire parvenir des copies à : « Yesh Gvoul », BP 4 172, Tel Aviv, et à : Comité pour la défense des droits démocratiques, BP 31 432, Tel Aviv.

LES NOTRES

PENG SHUZHONG (Peng Shu-tse) 1895-1983

Nous publions ci-dessous une biographie de Peng Shuzhi rédigée par la rédaction d'October Review, organe socialiste révolutionnaire publié à Hong-Kong, ainsi que la déclaration du Secrétariat unifié de la IVe Internationale, adoptée en hommage au camarade Peng.

« OCTOBER REVIEW »

Peng Shuzhi (Peng Shu-tse), un des membres fondateurs du Parti communiste chinois, plus tard un dirigeant du mouvement trotskyste international, est mort d'une crise cardiaque dans un hôpital de Los Angeles, le 28 novembre 1983, à l'âge de 89 ans.

La vie de Peng Shuzhi peut être divisée en trois périodes. De 1920 à 1927, il fut membre dirigeant du PCC et joua un rôle important au cours de la deuxième révolution chinoise. De 1928 à 1949, il dirigea l'opposition à la ligne du Komintern en Chine et impulsa le mouvement trotskyste chinois. De 1950 à 1983, il participa à la direction de la IVe Internationale et au développement du mouvement trotskyste mondial.

Peng Shuzhi a travaillé pendant soixante ans au sein du mouvement communiste. Jusqu'au dernier jour de sa vie, il est resté un combattant pour le communisme. Sa veuve, Chen Bilan, âgée de 81 ans, a toujours lutté à ses côtés. Les propositions de Peng Shuzhi concernant la Chine d'aujourd'hui peuvent être résumées de la façon suivante : s'orienter vers une révolution politique antibureaucratique pour en finir avec la dictature d'un parti unique, et mettre en pratique la démocratie socialiste. Il appuya de manière enthousiaste le mouvement démocratique qui démarra en Chine en 1978 et le salua comme l'aube de la révolution antibureaucratique.

Peng Shuzhi est né en 1895 dans le district de Shaoyang de la province du Hu-nan. Il rejoint la Ligue de la jeunesse socialiste en 1920. L'année suivante, il fut envoyé étudier en Union soviétique, où il fut élu secrétaire de la section de Moscou du PC chinois. En 1924, il fut un des cinq délégués du PC chinois au 5e congrès du Komintern. La même année, il retourna en Chine et fut élu membre du comité

exécutif du comité central du PCC, lors de son 4e congrès. Au sein du comité exécutif, il fut désigné comme responsable du Bureau de propagande et rédacteur en chef de l'organe central du parti, *Xiang Dao* (le Guide). Au 5e congrès national du PC chinois, réuni en 1927, il fut réélu membre du comité central. Il fut l'un des dirigeants effectifs de la deuxième révolution chinoise (1925-1927) et participa à l'organisation du soulèvement de Shanghai en 1927.

Après l'échec de la deuxième révolution chinoise, Peng s'opposa au suivisme aveugle des dirigeants du PCC par rapport à la ligne du Komintern. Avec Chen Duxiu, fondateur et secrétaire général du PCC et d'autres communistes, il constitua une Opposition de gauche au sein du PCC. En 1929, ils furent exclus du parti.

Après leur exclusion, Chen Duxiu, Peng Shuzhi et d'autres impulsèrent le développement du mouvement trotskyste chinois. La section chinoise de la IVe Internationale fut constituée en 1938.

Les trotskystes chinois se heurtèrent à l'hostilité farouche du Guomindang (Kuo-min-tang). En 1932, Chen, Peng et dix autres camarades furent arrêtés par le gouvernement du Guomindang à Shanghai. De nombreuses personnalités, notamment Song Qingling, la veuve de Sun Chung-Shan (Sun Yat-sen), Cai Yuanpei, l'ancien recteur de l'université de Pékin, et d'autres, envoyèrent des télégrammes aux autorités du Guomintang pour exiger un procès public, par crainte d'une possible exécution secrète des camarades arrêtés par les militaires. Chen et Peng furent finalement condamnés à 8 ans de prison. Ils furent libérés cinq ans plus tard, par suite de l'invasion de la Chine par l'impérialisme japonais.

Au cours de la guerre de résistance contre les Japonais, Peng dirigea le travail révolutionnaire clandestin de l'organisation trotskyste à Shanghai. A la veille de

la victoire du PC chinois en 1949, Peng prévit correctement que le PCC ne tolérerait pas l'expression de divergences politiques avec sa ligne. Pour cette raison, Peng décida de quitter la République populaire de Chine. Il résida successivement au Vietnam, à Paris, puis, après 1974, à Los Angeles, aux Etats-Unis. Depuis le début des années 1950, Peng a occupé des positions dirigeantes au sein de la IVE Internationale.

Peng Shuzhi a écrit de nombreux articles, brochures et livres. Ses premiers écrits parurent dans l'organe du PCC *Xiang Dao*. Les *Oeuvres choisies de Peng*

Shuzhi ont été publiées aux Etats-Unis, au Japon et à Hong-Kong. Une édition chinoise de ces oeuvres choisies en quatre volumes est en voie de publication par October Bookshop à Hong-Kong. Deux volumes sont déjà parus, un autre est en voie de publication. Récemment, Peng Shuzhi avait commencé à publier ses mémoires, prévues en trois volumes, dont le premier est paru l'an passé à Paris chez Gallimard, dans la collection « Témoins ».

« OCTOBER REVIEW »,
Hong-Kong, 2 décembre 1983.

Déclaration du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale

Le Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale salue la mémoire de Peng Shuzhi (Peng Shu-tse), décédé le 28 novembre dernier, et s'associe au deuil de ses proches, et notamment de sa compagne Chen Bilan, qui a partagé son existence de communiste révolutionnaire depuis 1925. Peng Shuzhi était l'un des derniers survivants des fondateurs du Parti communiste chinois (PCC) et un dirigeant, depuis des décennies, des trotskystes chinois et de la IVe Internationale, au sein de laquelle il collaborait surtout étroitement avec le camarade James Cannon.

C'est en janvier 1925, lors de l'important quatrième congrès du PCC que Peng, qui participa au bureau de ce congrès, fut élu membre du comité central et rédacteur en chef de l'organe du parti. En 1927, il jouait un rôle dirigeant aux côtés du fondateur et secrétaire général du parti, Chen Duxiu (Chen Tu-hsiu), dont il partageait le point de vue. C'est ce qui explique que Chen et Peng furent injustement rendus responsables de la défaite du parti, en 1927, lorsque le Guomindang (Kuomin-tang), auquel le PCC s'était allié, se retourna contre les communistes, les massacrant par dizaines de milliers. En fait, les principaux responsables de la catastrophe ne se trouvaient pas en Chine — où Chen tout autant que Peng s'étaient élevés contre la politique qui faisait du PCC un associé subalterne du Guomindang — mais à Moscou. En effet, c'est la fraction de Staline qui avait décidé les modalités de l'alliance avec le Guomindang et subordonné les intérêts de la révolution chinoise à sa propre recherche d'une alliance avec Jiang Jieshi (Chiang Kai-shek).

L'étude des causes de la défaite convainquit Chen et Peng de la justesse de l'analyse de Trotsky, ce qui entraîna leur exclusion du parti comme dissidents trotskystes, en 1929. C'est vers cette époque que Chen, Peng, Zheng Chaolin, Wang Fanxi et d'autres, fondèrent l'Opposition de gauche du parti. Cette Opposition de gauche, au sein de laquelle Peng devait jouer un rôle dirigeant, réussit à gagner plusieurs centaines de partisans



Peng Shuzhi.

parmi les membres des organes centraux du parti et de ses principales sections, en Chine et à Moscou. Mais, avant qu'elle n'ait pu s'implanter dans la classe ouvrière des villes, ses dirigeants furent arrêtés et emprisonnés en 1932. Peng fut condamné à dix ans de prison, mais relâché en 1937, lorsqu'éclata la guerre avec le Japon et que le Guomindang suspendit pendant un court moment sa chasse contre les communistes.

Peng passa une partie de la guerre à Shanghai, alors occupée par les Japonais. C'est là que les membres du parti officiel clandestin tentèrent d'organiser son assassinat, mais ils échouèrent grâce aux contre-mesures prises par les trotskystes. Peng survécut et put fonder, fin 1948, le Parti communiste révolutionnaire (RCP) de Chine, l'un des deux groupes chinois liés à la IVe Internationale à l'époque (l'autre étant la Ligue ouvrière internationale). Mais avec la victoire de la troisième révolution chinoise, sous l'égide des diri-

geants maoïstes du PCC, en 1949, le RCP résolut que son comité central et certains de ses membres dirigeants (dont Peng) devaient se déplacer de Shanghai à Hong-Kong. Plusieurs centaines de membres des deux groupes furent arrêtés lors d'une rafle d'envergure nationale en décembre 1952. Au moins une douzaine d'entre eux furent maintenus en prison jusqu'en 1979.

Peu après son départ de Chine, Peng se rendit à Paris où il travailla pour la IVe Internationale pendant plusieurs années. Il déménagea ensuite aux Etats-Unis, d'où il poursuivit ses activités révolutionnaires.

La province du Hu-nan, où Peng naquit, a fourni plus que sa part de révolutionnaires renommés, y compris les deux dirigeants principaux du parti pendant de longues années, Mao-ze-Dong (Mao Tse-Toung) et Liu Shaoqi (Liu Shao-Chi). Peng n'a pas souvent rencontré Mao sur sa voie et, des deux dirigeants, c'est avec Liu qu'il travailla le plus étroitement, notamment lors de ses années passées à Moscou. Peng n'aimait guère Mao et critiqua durement les excès maoïstes lors du Grand bond en avant et de la Révolution culturelle. Par contre, toute sa vie, il garda de l'estime et de l'affection pour Liu, en particulier lorsque celui-ci devint la victime de la Révolution culturelle de Mao, qui l'accusait de « révisionnisme » et de choisir la « voie capitaliste ».

Parmi les écrits de Peng traduits en langues occidentales, il faut citer une collection d'articles intitulée *The Communist Party in Power* (le Parti communiste au pouvoir, d'ailleurs traduit en chinois pour les cadres supérieurs de la République populaire de Chine), et le premier volume de ses mémoires, publié récemment par sa fille Cheng Yingxiang et son beau-fils Claude Cadart, sous le titre *L'envol du communisme en Chine*.

Au cours de ses dernières années, Peng a entretenu une correspondance suivie avec ses camarades socialistes révolutionnaires à Hong-Kong et a régulièrement contribué à la discussion théorique au sein de la IVe Internationale. Il est resté fidèle jusqu'au dernier moment aux idéaux qu'il avait embrassés dans sa jeunesse. La vigoureuse mais brève flambée que le mouvement démocratique a connue en Chine témoigne de l'audience et de la future victoire que peut obtenir, dans ce pays, l'idéal de démocratie socialiste pour lequel les trotskystes chinois se sont battus.

La IVe Internationale honore le souvenir du camarade Peng Shuzhi comme celui d'un ferme défenseur, jusqu'à sa mort, des principes du communisme.

Secrétariat unifié de la IVe Internationale,
7 décembre 1983.

ABONNEZ-VOUS A "INPRECOR"

Index des sommaires d'INPRECOR pour l'année 1983

Du numéro 140 du 3 janvier 1983 au numéro 163 du 19 décembre 1983

Les rubriques apparaissent par ordre alphabétique. Quand cela est nécessaire, le titre de l'article est suivi de la mention (E) éditorial, (D) document, (I) interview, (N) nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale.

Quand un éditorial (E) n'est suivi d'aucun nom d'auteur, cela signifie qu'il est signé « Inprecor ».

AFRIQUE DU SUD

Un pas en avant dans l'unité syndicale (N) 150 23.05.83

Les opprimés face à une nouvelle Constitution raciste
Nathan Palmer 163 19.12.83

ALGERIE

Déclaration du GCR sur la guerre du Liban (N) 142 31.01.83

La montée de l'intégrisme islamique et la lutte pour la laïcité de l'Etat
« Et Taliaa » 143 14.02.83

ALLEMAGNE DE L'EST (RDA)

Liberté pour les pacifistes de Cottbus (N) 156 12.09.83

Interview de Roland Jahn, animateur du cercle de la paix de Iéna (I)
« Tageszeitung » 159 24.10.83

Déclaration des pacifistes indépendants de RDA (D)
Amis de la paix de RDA 161 21.11.83

ALLEMAGNE DE L'OUEST (RFA)

Il y a 50 ans, Hitler prenait le pouvoir
Ernest Mandel 142 31.01.83

La défaite du SPD : un revers pour les travailleurs
Déclaration du GIM 146 28.03.82

Le mouvement syndical dans la nouvelle conjoncture économique
Peter Bartelheimer 147 11.04.83

La seconde Convention européenne pour le désarmement nucléaire
Jacqueline Allio 150 23.05.83

La trajectoire du parti des Verts
Peter Bartelheimer 152 06.06.83

Débat avec un représentant de l'aile socialiste des Verts (I)
« Inprecor » 152 06.06.83

Manifestation européenne à Stuttgart pour l'emploi et les 35 heures
Daniel Raymond 153 20.06.83

Extrait du tract de la IVe Internationale
diffusé à Stuttgart (D) 153 20.06.83

Interview d'un délégué syndical de l'IG Metall (I)
Daniel Raymond 153 20.06.83

Le mouvement de la paix contre les missiles (N) 155 18.07.83

Grève aux chantiers navals de Hambourg (N) 157 26.09.83

La grève contre les missiles
Angela Klein 159 24.10.83

AMERIQUE CENTRALE

Voyage du Pape : l'alliance du sabre et du goupillon
Vincent Kermel 146 28.03.83

La déclaration de guerre des Etats-Unis (D)
Conseil national de sécurité américain 149 09.05.83

La révolution dans l'étau de l'intervention militaire et de l'étranglement
politico-économique
Jeannette Habel 162 05.12.83

Solidarité (France) : « Etats-Unis hors de Grenade
et d'Amérique centrale » (N) 162 05.12.83

AMERIQUE LATINE

Manifestations commémoratives en l'honneur
de Simon Bolivar (N) 156 12.09.83

Seconde rencontre des femmes latino-américaines (N) 157 26.09.83

ANTILLES (FRANÇAISES)

6e congrès du GRS (N) 163 19.03.83

ARGENTINE

Du fiasco des Malouines à la « transition négociée »
Jean-Pierre Beauvais 147 11.04.83

Entretien avec un syndicaliste argentin
« Inprecor » 147 11.04.83

Le vote MAS ou PO, seule expression de classe
pour l'élection présidentielle (N) 160 07.11.83

« Elle va finir, elle va finir, la dictature militaire » (N) 161 21.11.83

AUSTRALIE

Le congrès du SWP (N) 144 28.02.83

La campagne du SWP et la victoire électorale
travailleuse (N) 149 09.05.83

AUTRICHE

Après le recul électoral des sociaux-démocrates
Rainer Bauboeck 152 06.06.83

BELGIQUE

La grève générale du secteur public étouffée par les directions syndicales
Vincent Kermel 160 07.11.83

Déclaration sur le bilan de la grève des services publics
Ligue révolutionnaire des travailleurs 160 07.11.83

L'intervention de la LRT pendant la grève
Alain Tondeur 160 07.11.83

Après les mobilisations antiguerre du mois d'octobre
François Vercammen 161 21.11.83

Luxembourg-Belgique : la lutte des sidérurgistes (N) 162 05.12.83

Leçons de la grève générale (N) 162 05.12.83

BOLIVIE

Les « cent jours » du gouvernement de Siles Suazo
« POR (Combate) » 145 14.03.83

De la dictature à l'ouverture démocratique, trois années d'activité
révolutionnaire
« POR (Combate) » 145 14.03.83

Le débat sur la cogestion et l'échelle mobile des salaires, entretien avec
Felipe Vasquez, dirigeant du syndicat des mineurs (FSMTB) (I)
Carlos Illades 147 11.04.83

Un projet de cogestion ouvrière majoritaire (D)
Fédération syndicale des travailleurs des mines (FSMTB) 147 11.04.83

La prise de contrôle des mines par les travailleurs
Victor Murillo 153 20.06.83

Création du POR-Unifié (N) 157 26.09.83

Entretien avec le leader paysan Genaro Flores (I)
Victor Murillo 160 07.11.83

Le second congrès du syndicat paysan (CSUTCB)
Victor Murillo 160 07.11.83

BRESIL

Gilson, le camarade maire de Diadema (I)
« Em Tempo » 140 03.01.83

Les premières compromissions de l'opposition libérale
Daniel Jebrac 155 18.07.83

« Lula : la grève générale est à l'ordre du jour » (I)
« Em Tempo » 155 18.07.83

Raul Pont : pour en finir avec le régime
« Em Tempo » 155 18.07.83

Le mouvement ouvrier entre deux grèves générales
Jorge Buarque 158 10.10.83

Fondation de la CUT
« Inprecor » 158 10.10.83

CANADA

Québec : grève générale dans le secteur public (N) 144 28.02.83

La campagne pour la défense des cliniques d'avortement indépendantes
Penny Duggan 158 10.10.83

CHILI

Solidarité avec les grévistes de Madeco (N) 147 11.04.83

La dictature chancelle
Daniel Jebrac 156 12.09.83

Le mouvement ouvrier et populaire contre la dictature
Jaír Gil 160 07.11.83

L'analyse du PSR sur les premières « protestas »
Parti socialiste révolutionnaire (PSR) 160 07.11.83

Extraits du manifeste du MIR (D) 160 07.11.83

Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) 160 07.11.83

CHINE

Liberté pour Liu San Qing (N) 148 25.04.84

Une nouvelle revue du Mouvement démocratique :
« Printemps de Chine » (D) 150 23.05.83

La situation actuelle de la classe ouvrière
Zhang Kai 153 20.06.83

Hong-Kong : la fin de la domination coloniale britannique,
prévue pour 1997
« October Review » 161 21.11.83

Les nôtres : Peng Shuzhi (Shu-tse) (1895-1983) 163 19.12.83

CHYPRE

Pour un vote socialiste aux présidentielles de février 1983
Costas Stavrinou 143 14.02.83

Pour un Etat indépendant et socialiste (N) 162 05.12.83

COLOMBIE

Après le vote de la loi d'amnistie
Socorro Ramirez 142 31.01.83

Déclaration sur la loi d'amnistie
Parti socialiste révolutionnaire (PSR) 142 31.01.83

La crise de la gauche et la proposition d'un parti socialiste
Parti socialiste révolutionnaire (PSR) 142 31.01.83

Libération immédiate de tous les prisonniers politiques
« Inprecor » 142 31.01.83

L'état-major réagit à l'enquête sur le MAS (N) 146 28.03.83

Troisième Forum des droits de l'homme (N) 147 11.04.83

La lutte des femmes et la mobilisation du 8 mars (N) 149 09.05.83

CONGO

A qui profite la rente pétrolière ?
André Bassinet 155 18.07.83

J-B Doumeng : un exemple de « nouvelles » relations avec les pays dominés
« Inprecor » 155 18.07.83

CUBA

Cuba 1962, la crise des fusées
« Inprecor » 141 17.01.83



L'analyse du PC cubain sur Grenade (D)
PCC 161 21.11.83

DANEMARK

La longue grève des dockers (N) 146 28.03.83

Le Socialistische Arbeiderspartei (SAP) dans la bataille
électorale (N) 147 11.04.83

4e congrès du SAP (section de la IVe Internationale) (N) 157 26.09.83

DEBAT

L'actualité du marxisme vivant
Ernest Mandel 146 28.03.83

Les sociaux-démocrates appliquent l'austérité
Ernest Mandel 151 30.05.83

DOMINICAINE (REPUBLIQUE)

Attaques gouvernementales contre
la gauche dominicaine (N) 157 26.09.83

ECOLOGIE

Les leçons du crime de Seveso
Alfredo Morabia 148 25.04.83

La trajectoire du parti des Verts
Peter Bartelheimer 152 06.06.83

Débat avec un représentant de l'aile socialiste des Verts (I)
« Inprecor » 152 06.06.83

ECONOMIE

La vidéo : dernier champ de bataille entre l'Europe de l'Ouest et le Japon
Winfried Wolf 140 03.01.83

De la récession 1980-1982 à une reprise faible et désynchronisée en 1983
Winfried Wolf 151 30.05.83

La menace du krach bancaire et la dislocation de l'OPEP
Winfried Wolf 151 30.05.83

Le système monétaire européen et la crise du Marché commun
Ernest Mandel 151 30.05.83

Qu'est-ce qui va succéder aux politiques économiques de Reagan et de
Thatcher ?
André-Gunder Frank 151 30.05.83

Crise du Marché commun (E)
Ernest Mandel 163 19.12.83

EQUATEUR

La riposte du mouvement ouvrier face à la crise
Rafaél Lavayen 146 28.03.83

Les perspectives du MRT (Mouvement révolutionnaire des travailleurs)
Rafaél Lavayen 146 28.03.83

ETAT ESPAGNOL

Que commence le changement
Jesus Albarracin et Pedro Montes 140 03.01.83

Interview de Fidel Alonso, dirigeant des Commissions ouvrières
de Madrid (I)
Jeannette Habel 140 03.01.83

Le PSOE face au problème basque en Euskadi, entretien avec José
Idayaga, dirigeant de la LKI (I)
Jeannette Habel 140 03.01.83

Le mouvement ouvrier d'Euskadi à travers les résultats des dernières élec-
tions syndicales
« Inprecor » 140 03.01.83

Le gouvernement du PSOE face aux revendications des femmes : inter-
view de Justa Montero, membre de la commission pour l'avortement de
Madrid (I)
Daniel Bensaïd 146 28.03.83

Pour changer : davantage d'austérité !
Jesus Albarracin et Pedro Montes 151 30.05.83

Nouveau glissement à droite de l'UGT (N) 154 04.07.83

« Gouvernement socialiste, politique capitaliste : basta ! »
Ligue communiste révolutionnaire (LCR) 163 19.12.83

ETATS-UNIS

La frauduleuse « option zéro » de Ronald Reagan
John Ross 141 17.01.83

Les nôtres : Tom Kerry (1902-1983) (N) 142 31.01.83

La déclaration de guerre des Etats-Unis
Document exclusif du Conseil national de sécurité
américain 149 09.05.83

Etats-Unis (suite)

Qu'est-ce qui va succéder aux politiques économiques de Reagan et de Thatcher ? André-Gunder Frank	151	30.05.83
Installation d'une nouvelle base US à Porto-Rico (N)	154	04.07.83
La longue grève des mineurs de l'Arizona (N)	160	07.11.83
Les nôtres : Farrel Dobbs (1907-1983) (N)	161	21.11.83
La mobilisation des chômeurs dans la citadelle impérialiste Dianne Feeley	163	19.12.83
Un « marine » contre l'intervention à Grenade (N)	163	19.12.83

EUROPE DE L'EST

Lettre du Comité préparatoire des syndicats libres (Tchécoslovaquie) à Solidarité-Varsovie (D)	143	14.02.83
L'émergence d'un mouvement pacifiste en Hongrie, en RDA et en URSS Jacqueline Allio	152	06.06.83

EUROPE DE L'OUEST

La vidéo : dernier champ de bataille entre l'Europe de l'Ouest et le Japon Winfried Wolf	140	03.01.83
Les femmes contre la crise Penny Duggan	141	17.01.83
L'enjeu du mouvement contre les missiles US en Europe John Ross	141	17.01.83
Solidarité avec le Salvador (N)	144	28.02.83
5e coordination européenne des comités de solidarité avec le Salvador (N)	146	28.03.83
Stage des responsables d'organisations de jeunesse (N)	148	25.04.83
Le système monétaire européen et le Marché commun Ernest Mandel	151	30.05.83
Le mouvement antiguerre confronté à des échéances décisives Jean-Louis Michel	152	06.06.83
Mobilisation générale contre les missiles américains et l'OTAN (D) Déclaration du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale	157	26.09.83
Non à l'implantation des missiles américains en Europe Jean-Louis Michel	159	24.10.83
Après les mobilisations antiguerre du mois d'octobre François Vercaemen	161	21.11.83

FEMMES

Les femmes contre la crise Penny Duggan	141	17.01.83
La rencontre internationale de Turin, fin avril (N)	144	28.02.83
Mobilisations internationales pour le 8 mars Penny Duggan	145	14.03.83
Le gouvernement du PSOE face aux revendications des femmes : interview de Justa Montero, membre de la commission pour l'avortement de Madrid (I) Daniel Bensaïd	146	28.03.83
La lutte des femmes et la mobilisation du 8 mars en Colombie (N)	150	23.05.83
La rencontre de Turin, « Les femmes et le travail » (N)	150	23.05.83

Bilan de la première conférence internationale sur les femmes et le travail D. Erba et R. Carboni	154	04.07.83
Le PRT mexicain milite pour une organisation nationale des femmes (N)	154	04.07.83

Canada : la campagne pour la défense des cliniques d'avortement indépendantes Penny Duggan	158	10.10.83
---	-----	----------

Irlande : la signification du référendum sur l'avortement Aine Furlong	159	24.10.83
---	-----	----------

FINLANDE

Une longue tradition de gouvernements de collaboration de classes Pekka Haapakoski	154	04.07.83
---	-----	----------

FRANCE

Le gouvernement Mitterrand accentue son effort de militarisation Jean-Louis Michel	141	17.01.83
L'enjeu des élections municipales Jean Lantier	144	28.02.83
La profession de foi des révolutionnaires (D)	144	28.02.83
L'accord électoral LO-LCR (D)	144	28.02.83

Le gouvernement Mitterrand-Mauroy, de l'austérité à ... la rigueur Christian Piquet, Pierre Rème	145	14.03.83
---	-----	----------

Le nouveau gouvernement Mauroy dans l'état de la collaboration de classes Francis Sitel	148	25.04.83
--	-----	----------

L'intervention de la Ligue communiste révolutionnaire Francis Sitel	148	25.04.83
--	-----	----------

Le mouvement ouvrier face à l'austérité Francis Sitel	150	23.05.83
--	-----	----------

Radiographie du plan d'austérité du troisième gouvernement Mauroy Michel Dupond	151	30.05.83
--	-----	----------

A Paris, le 19 juin, contre le militarisme, pour la paix et le socialisme Appel du Bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire	152	06.06.83
--	-----	----------

Entretien avec un membre du secrétariat national du Mouvement de la paix (I) Vincent Kermel	153	20.06.83
--	-----	----------

France, Pays-Bas, Italie, un premier bilan de la mobilisation antiguerre « Inprecor »	153	20.06.83
--	-----	----------

Un bon exemple de solidarité avec le Nicaragua (N)	155	18.07.83
--	-----	----------

Non à l'intervention française au Tchad Vincent Kermel	155	18.07.83
---	-----	----------

La politique de militarisation du gouvernement Mitterrand Jean-Louis Michel	159	24.10.83
--	-----	----------

Deux soldats inculpés d'« incitation à l'insubordination » (N)	159	24.10.83
---	-----	----------

Liberté pour les trois soldats emprisonnés à Landau (N)	160	07.11.83
---	-----	----------

Solidarité : « Etats-Unis hors de Grenade et d'Amérique centrale » (N)	162	05.12.83
---	-----	----------

GRENADE

Une explosion de démocratie populaire (N)	142	31.01.83
---	-----	----------

Les plans de déstabilisation de la CIA (N)	146	28.03.83
--	-----	----------

« Reagan envahit le Nicaragua, Grenade est son prochain objectif : rejoignez les milices dès maintenant » (D) New Jewel Movement	149	09.05.83
---	-----	----------

Un sanglant coup d'arrêt à la révolution grenadienne Vincent Kermel	160	07.11.83
--	-----	----------

L'intervention US et les problèmes de la révolution Vincent Kermel	161	21.11.83
---	-----	----------

L'analyse de Cuba sur la situation à Grenade (D)	161	21.11.83
--	-----	----------

L'analyse du gouvernement et du PC cubain sur Grenade (D) PCC	161	21.11.83
--	-----	----------

Troupes US hors de Grenade ! (E) Déclaration du Bureau du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale	160	07.11.83
--	-----	----------

Solidarité (France) : « Etats-Unis, hors de Grenade et d'Amérique centrale ! » (N)	162	05.12.83
---	-----	----------

La souveraineté ... US (N)	162	05.12.83
----------------------------	-----	----------

Solidarité (Israël) : « Troupes impérialistes hors du Liban et de Grenade » ! (N)	162	05.12.83
---	-----	----------

GRANDE-BRETAGNE

1er congrès de la Ligue socialiste (SL) (N)	142	31.01.83
---	-----	----------

Thatcher contre les travailleurs du service des eaux (N)	143	14.02.83
--	-----	----------

L'échec électoral du Labour Party va aiguïser le débat interne Paul Lawson	146	28.03.83
---	-----	----------

« Socialist Action », un nouvel hebdomadaire révolutionnaire (N)	148	25.05.83
---	-----	----------

Qu'est-ce qui va succéder aux politiques économiques de Reagan et de Thatcher ? André-Gunder Frank	151	30.05.83
---	-----	----------

Les élections générales du 9 juin, un enjeu important pour le mouvement ouvrier Phil Hearse	152	06.06.83
--	-----	----------

La défaite électorale du Parti travailliste John Ross	154	04.07.83
--	-----	----------

Le glissement à droite au mouvement ouvrier Brian Heron	157	26.09.83
--	-----	----------

Crise imminente au sein de la CND Janine Inglefield	162	05.12.83
--	-----	----------

GROENLAND

Les bases US au centre de la campagne électorale (N)	150	23.05.83
--	-----	----------



GUATEMALA

La dictature au banc des accusés du Tribunal permanent des peuples, entretien avec un participant à la session de Madrid (I)
Renaldo Tucci 144 28.02.83

Déclaration de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) (N) 152 06.06.83

Quoi qu'en dise Reagan, les massacres de populations continuent (D)
« Americas Watch » 154 04.07.83

HONDURAS

Coordination des organisations révolutionnaires et populaires (N) 153 20.06.83

Mort au combat d'un dirigeant révolutionnaire (N) 159 24.10.83

HONG-KONG

La fin de la domination coloniale britannique, prévue pour 1997
« October Review » 161 21.11.83

ILE MAURICE

Vers des élections générales anticipées (N) 154 04.07.83

INDE

La grève des ouvriers du textile de Bombay
Amar Jesari, Kunal Chattopadhyay 141 17.01.83

INDEX

Sommaire des numéros de l'année 1982 : numéros 116 à 139 140 03.01.83

Sommaire des numéros de l'année 1983 : numéros 140 à 163 163 19.12.83

« INPRECOR »

Avertissement aux lecteurs : pourquoi « Inprecor » passe à 28 pages (N) 141 17.01.83

IRAN

La lutte du peuple kurde en Iran, un entretien avec cheikh Ezzadine Hosseini (I)
Gerry Foley 142 31.01.83

La révolution iranienne quatre ans après l'insurrection de février 1979
Rapport dont la ligne générale a été adoptée par le Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale (D)
André Duret 145 14.03.83

La répression du Toudeh marque une nouvelle étape de l'évolution du régime
Michel Rovère 150 23.05.83

IRAK

Interview d'un représentant de l'Union patriotique du Kurdistan (I)
Raimund Loew 148 25.04.83

Halte à l'agression armée turque contre les Kurdes d'Irak (E) 153 20.06.83

IRLANDE

Libérez Nicky Kelly ! (N) 147 11.04.83

Entretien avec un élu du People's Democracy au Conseil municipal de Belfast (I)
Penny Duggan 149 09.05.83

La signification du référendum sur l'avortement
Aine Furlong 159 24.10.83

ISLANDE

Au bord du volcan (N) 150 23.05.83

ISRAEL

La pirouette du gouvernement Begin
Michel Warschawski 144 28.02.83

Un an après l'invasion israélienne au Liban
Livio Maitan 149 09.05.83

Campagne pour la libération d'Udi Adiv
Lea Lechem 154 04.07.83

Entretien avec Karim Khalaf, maire de Ramallah (I)
« Inprecor » 154 04.07.83

Les répercussions de l'invasion du Liban
Michel Warschawski 155 18.07.83

Interview d'antisionistes dans l'armée israélienne (I)
« Inprecor » 155 18.07.83

Interview de Bassam al-Shakaa, maire de Naplouse (I)
François Maillan 157 26.09.83

L'ordre sioniste règne dans les territoires occupés
François Maillan 157 26.09.83

Solidarité avec les soldats israéliens emprisonnés (N) 158 10.10.83

Succès du festival antiguerre de A'Hziv
Leila Khatib 161 21.11.83

La fin lamentable d'une aventure économique
Michel Warschawski 162 05.12.83

Liberté pour Michel Warschawski et les soldats opposés à la guerre du Liban (N) 163 19.12.83

ITALIE

Deux semaines de mobilisations sans précédent
Claudio Giuliani 142 31.01.83

Le PCI prépare son congrès
Livio Maitan 142 31.01.83

Les travailleurs accepteront-ils le contrat social ? (N) 143 14.02.83

La LCR dans les mobilisations antimissiles (N) 143 14.02.83

Un pacte social contre les travailleurs, entretien avec Rocco Papan-drea, membre du conseil d'usine de la FIAT-Mirafiori (I)
André Duret 144 28.02.83

La rencontre internationale des femmes de fin avril à Turin (N) 144 28.02.83

Les leçons du crime de Seveso
Alfredo Morabia 148 25.04.83

Congrès de la Lega Comunista Rivoluzionaria (N) 148 25.04.83

La rencontre de Turin « Les femmes et le travail » (N) 150 23.05.83

Accord électoral entre la LCR et Democrazia Proletaria (N) 152 06.06.83

France, Pays-Bas, Italie, un premier bilan de la mobilisation antiguerre
« Inprecor » 152 20.06.83

Bilan de la première conférence internationale sur les femmes et le travail à Turin
D. Erba et R. Carboni 154 04.07.83

JAPON

La vidéo : dernier champ de bataille entre l'Europe de l'Ouest et le Japon
Winfried Wolf 140 03.01.83

JEUNESSE

Europe : stage des responsables d'organisations de jeunesse (N) 148 25.04.83

KURDISTAN

La lutte du peuple kurde en Iran, un entretien avec cheikh Ezzadin Hosseini (I)
Gerry Foley 142 31.01.83

Interview d'un représentant de l'Union patriotique du Kurdistan (I)
Raimund Loew 148 25.04.83

Halte à l'agression armée turque contre les Kurdes d'Irak 153 20.06.83

LIBAN

Déclaration du GCR (algérien) sur la guerre du Liban (N)	142	31.01.83
Que sont devenus les Palestiniens du Sud-Liban ? Témoignage de Lea Tsemel, avocate israélienne (I) Claude Devilliers.	144	28.02.83
Un an après l'invasion israélienne au Liban Livio Maitan	149	09.05.83
Une grave crise menace l'unité de l'OLP Livio Maitan	154	04.07.83
Les répercussions de l'invasion du Liban Michel Warschawski	155	18.07.83
Une situation de guerre civile Livio Maitan	157	26.09.83
Les enjeux du dernier cessez-le-feu Salah Jaber	158	10.10.83
Pour la défense du mouvement national palestinien (E)	161	21.11.83
Solidarité (Israël) : « Troupes impérialistes hors du Liban et de Grenade ! » (N)	162	05.12.83

LUXEMBOURG

Luxembourg-Belgique : la lutte des sidérurgistes (N)	162	05.12.83
--	-----	----------

MARXISME

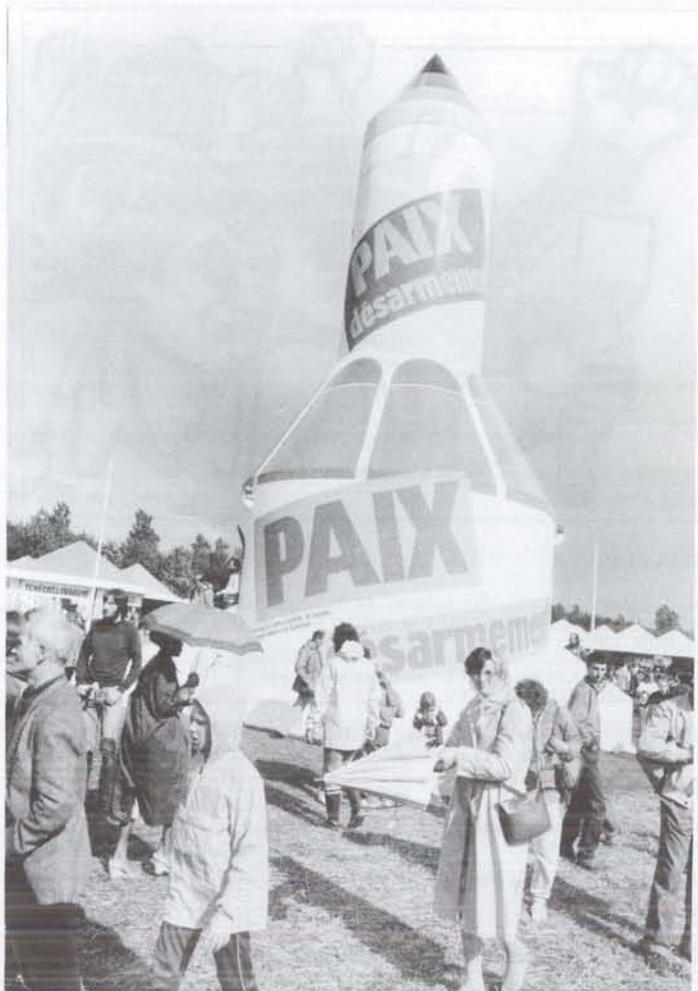
L'actualité du marxisme vivant Ernest Mandel	146	28.03.83
---	-----	----------

MEXIQUE

L'austérité du gouvernement de Miguel de la Madrid frappe d'entrée Arturo Anguiano	143	14.02.83
Une économie qui s'effondre Hector Guillen	151	30.05.83
Déclaration du PRT mexicain sur la mort des commandants Ana Maria et Marcial (N)	153	20.06.83
Le PRT milite pour une organisation nationale des femmes (N)	154	04.07.83
Le tournant tactique du PSUM lors de son second congrès (N)	159	24.10.83
La stabilité du régime ébranlé par la politique d'austérité Sergio Rodriguez	161	21.11.83

MILITARISATION

L'enjeu du mouvement contre les missiles US en Europe John Ross	141	17.01.83
Cuba 1962 : la crise des fusées « Inprecor »	141	17.01.83
USA : la frauduleuse « option zéro » de Ronald Reagan John Ross	141	17.01.83
France : le gouvernement Mitterrand accentue son effort de militarisation Jean-Louis Michel	141	17.01.83
Non à la militarisation, non aux missiles, non à l'OTAN ! (E) Déclaration du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale	149	09.05.83
Groenland : les bases US au centre de la campagne électorale (N)	150	23.05.83
RFA : la seconde convention européenne pour le désarmement nucléaire Jacqueline Allio	150	23.05.83
Le mouvement antiguerre confronté à des échéances décisives Jean-Louis Michel	152	06.06.83
L'émergence d'un mouvement pacifiste en Hongrie, en RDA et en URSS Jacqueline Allio	152	06.06.83
A Paris, le 19 juin, contre le militarisme, pour la paix et le socialisme Appel du Bureau politique de la LCR (France)	152	06.06.83
Entretien avec un membre du secrétariat national du Mouvement de la paix (France) (I) Vincent Kermel	153	20.06.83
France, Pays-Bas, Italie, un premier bilan de la mobilisation antiguerre « Inprecor »	153	20.06.83
Installation d'une nouvelle base US à Porto-Rico (N)	154	04.07.83
Le mouvement pour la paix contre les missiles en RFA (N)	155	18.07.83
Non à l'implantation des missiles US en Europe Jean-Louis Michel	159	24.10.83
La grève contre les missiles en RFA Angela Klein	159	24.10.83



Interview de Roland Jahn, animateur du cercle de la paix de Iéna « Tageszeitung »	159	24.10.83
La politique de militarisation du gouvernement Mitterrand Jean-Louis Michel	159	24.10.83
Europe du Nord : après les mobilisations antiguerre du mois d'octobre François Vercammen	161	21.11.83
Suisse : succès de la manifestation antimissiles, le 5 novembre à Berne (N)	161	21.11.83
Déclaration des pacifistes de RDA Amis de la paix de RDA	161	21.11.83
Crise imminente au sein de la CND Janine Inglefield	162	05.12.83
Pays-Bas : perspectives du mouvement pacifiste après la manifestation du 29 octobre Robert Went	163	19.12.83

MOYEN-ORIENT

Un an après l'invasion israélienne au Liban Livio Maitan	149	09.05.83
Les fondements sociaux de la révolte de février 1982 en Syrie Fred H. Lawson (« Merip Reports », nov.-déc. 1982)	149	09.05.83
Une grave crise menace l'unité de l'OLP Livio Maitan	154	04.07.83
Entretien avec Karim Khalaf, maire de Ramallah (I) « Inprecor »	154	04.07.83
Campagne pour la libération de Udi Adiv Lea Lechem	154	04.07.83
Liban : une situation de guerre civile Livio Maitan	157	26.09.83
Cisjordanie et Gaza : interview de Bassam al-Shakaa (I) François Maillan	157	26.09.83
L'ordre sioniste règne dans les territoires occupés François Maillan	157	26.09.83
Liban : les enjeux du dernier cessez-le-feu Salah Jaber	158	10.10.83
Israël : solidarité avec les soldats israéliens emprisonnés (N)	158	10.10.83

Pour la défense du mouvement national palestinien (E)	161	21.11.83
Israël : succès du festival antiguerre de A'Hziv Leila Khatib	161	21.11.83
La « paix » américaine Daniel Jebrac	162	05.12.83
L'OLP, depuis sa fondation jusqu'à la bataille de Tripoli Daniel Jebrac	162	05.12.83
Israël : la fin lamentable d'une aventure économique Michel Warschawski	162	05.12.83

NAMIBIE

Vers un « camp David » pour l'Afrique australe ? Nathan Palmer	146	28.03.83
---	-----	----------

NICARAGUA

Le plan d'invasion somoziste a échoué (D) « Agence Nueva Nicaragua »	141	17.01.83
Les chiens de guerre de la CIA Lars Palmgreen	145	14.03.83
Halte à l'agression contre le Nicaragua (E) Vincent Kermel	147	11.04.83
Ils ne passeront pas Michaël Baumann	147	11.04.83
La trajectoire de la révolution sandiniste face à l'impérialisme Daniel Jebrac	148	25.04.83
L'assemblée nationale constitutive de la Centrale sandiniste des travailleurs (D) « Inforpress »	148	25.04.83
Les principes des Comités de défense sandinistes (CDS) (D) Commission politique du FSLN	148	25.04.83
Les Comités de défense sandinistes (CDS) au centre de la mobilisation contre l'impérialisme Mats Tinnerwall et Ulf Jungmar	148	25.04.83
Le FSLN s'organise face à l'escalade impérialiste Michaël Baumann	149	09.05.83
Bas les pattes devant la révolution sandiniste (D) Déclaration du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale	153	20.06.83
La parole à Ernesto Cardenal, prêtre, révolutionnaire et ministre de la Culture du gouvernement sandiniste (I) « La Brèche »	154	04.07.83
Faire échec à l'agression impérialiste Claude Devilliers	155	18.07.83
De quelques enseignements de la révolution sandiniste Daniel Bensaïd	155	18.07.83



Le FSLN et les problèmes de la côte atlantique Jane Harris	155	18.07.83
Un bon exemple de solidarité avec le Nicaragua, en France (N)	155	18.07.83
Interview du commandant Daniel Ortega (I) « Barricada Internacional »	156	12.09.83
La position du FSLN sur les négociations (D) Daniel Ortega	156	12.09.83
La lutte contre l'agression et l'état du mouvement de masse Jean-Claude Bernard	156	12.09.83
Interview de Jorge Granera, responsable du FSLN (N)	157	26.09.83
Blocus impérialiste et lutte pour l'indépendance économique Jean-Claude Bernard	158	10.10.83
L'impérialisme américain veut asphyxier la révolution sandiniste Vincent Kermel	159	24.10.83
Amérique centrale : la révolution dans l'étau de l'intervention militaire et de l'étranglement politico-économique Jeannette Habel	162	05.12.83

NIGERIA

Le retour de bâton du faux miracle pétrolier Claude Gabriel	144	28.02.83
--	-----	----------

LES NOTRES

Tom Kerry (1902-1983) (N)	142	31.01.83
Farrell Dobbs (1907-1983) (N)	161	21.11.83
Peng Shuzhi (Shu-tse) (1895-1983) (N)	163	19.12.83

NOUVELLE-CALEDONIE

« La désillusion de l'opinion kanak est à la mesure des espoirs mis dans le gouvernement Mitterrand ... » (D) Document de l'Union des syndicats des travailleurs kanaks et exploités (USTKE)	142	31.01.83
---	-----	----------

OTAN

Non à la militarisation, non aux missiles, non à l'OTAN ! (E) Déclaration du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale	149	09.05.83
Europe : mobilisation générale contre les missiles américains et l'OTAN Déclaration du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale	157	26.09.83

PALESTINE

Entretien avec Karim Khalaf, maire de Ramallah (I) « Inprecor »	154	04.07.83
Interview de Bassam al-Shakaa, maire de Naplouse (I) François Maillan	157	26.09.83
L'ordre sioniste règne dans les territoires occupés François Maillan	157	26.09.83
Pour la défense du mouvement national palestinien (E)	161	21.11.83
La « paix » américaine Daniel Jebrac	162	05.12.83
L'OLP, depuis sa fondation jusqu'à la bataille de Tripoli Daniel Jebrac	162	05.12.83

PARAGUAY

Au-delà de la stabilité apparente de la dictature Carlos Alonso	148	25.04.83
Répression contre le mouvement ouvrier et démocratique (N)	153	20.06.83
Mobilisation contre la répression et la dictature (N)	157	26.09.83

PAYS-BAS

7e congrès de l'IKB (N)	145	14.03.83
Austérité et missiles : une année cruciale pour les travailleurs Robert Went	146	28.03.83
« Rebel » contre la crise et pour le socialisme (N)	150	23.05.83
France, Pays-Bas, Italie, un premier bilan de la mobilisation antiguerre « Inprecor »	153	20.06.83
Grève des fonctionnaires contre l'austérité (N)	162	05.12.83
Perspectives du mouvement pacifiste après la manifestation du 29 octobre Robert Went	163	19.12.83

PEROU

Le cours répressif du gouvernement de Belaunde Terry, entretien avec Hugo Blanco, député du PRT (I) « Inprecor »	144	28.02.83
Origine et caractéristiques de la guérilla péruvienne Claude Devilliers	144	28.02.83
Violente répression de la grève générale du 10 mars (N)	148	25.04.83
Vers la constitution d'un front contre le régime (D) Déclaration commune du PRT et du POMR-PST	153	20.06.83
Hugo Blanco suspendu du Parlement (N)	156	12.09.83
Riposte populaire au gouvernement de Belaunde Terry Nicolas Lucar	161	21.11.83

PETROLE

La menace du krach bancaire et la dislocation de l'OPEP Winfried Wolf	151	30.05.83
A qui profite la rente pétrolière au Congo André Bassinet	155	18.07.83

PHILIPPINES

La crise de la dictature meurtrière du clan Marcos Paul Petitjean	157	26.09.83
La lutte de l'opposition ouvrière et populaire contre la dictature Paul Petitjean	158	10.10.83
Solidarité avec les luttes populaires, à bas la dictature du clan Marcos (N) Déclaration du secrétariat unifié (SU) de la IVE Internationale	158	10.10.83

POLOGNE

Un an après le coup de force de Jaruzelski Jacqueline Allio	140	03.01.83
Appel aux travailleurs du monde entier (D) MKO	140	03.01.83
Le procès de Solidarité Cyril Smuga	142	31.01.83
Qui sont les sept inculpés ? « Inprecor »	142	31.01.83
Liberté pour Romaszewski et ses camarades Cyril Smuga	143	14.02.83
Liberté pour Baluka et tous les emprisonnés politiques (N)	145	14.03.83
Liberté pour Anna Walentynowicz (N)	146	28.03.83
Débats dans Solidarité et nouvelles formes de lutte Jacqueline Allio	147	11.04.83
Déclaration programmatique de la TKK (D) Commission provisoire de coordination (TKK)	147	11.04.83
Un commentaire de Josef Piniór (D)	147	11.04.83
Appel à tous les travailleurs pour le 1er mai (D) TKK	148	25.04.83
Malgré la répression, Solidarité manifeste le 1er mai Jacqueline Allio	149	09.05.83
Le MRKS de Varsovie rend compte du procès de ses militants (D) MRKS	149	09.05.83
La force vive de Solidarité Jacqueline Allio	150	23.05.83
La parole à Josef Piniór (D) « Robotnik 83 »	150	23.05.83
Varsovie, un an et demi après le coup de force de la junte Mary Blotniky	153	20.06.83
Après le voyage du Pape Cyril Smuga	155	18.07.83
Les tensions internes de la bureaucratie vues par Solidarité (D) « Tygodnik Mazowsze »	155	18.07.83
Le défi de Solidarité Jacqueline Allio	156	12.09.83
Les bureaucrates contre les militants du KOR Cyril Smuga	158	10.10.83
Solidarité, deux ans après l'instauration de l'état de guerre Jacqueline Allio	162	05.12.83
Entretien avec deux dirigeants de Solidarité de la région de Lubin (I) « Inprekor » polonais	162	05.12.83
Quelques exemples de grèves récentes « Robotnik », numéro 26	162	05.12.83



Manifestations et combats de rue à Nowa Huta « Robotnik 83 »	162	05.12.83
Le 31 août des travailleurs d'une grande usine de Wrocław Cyril Smuga	162	05.12.83
La lutte pour un statut de prisonnier politique « Robotnik 83 »	162	05.12.83
L'Internationale des gouvernants et celle des citoyens (N)	163	19.12.83

PORTO-RICO

Un tournant du Parti socialiste portoricain (PSP) (N)	143	14.02.83
Installation d'une nouvelle base US (N)	154	04.07.83

PORTUGAL

Après la défaite de la droite aux élections municipales, le Parlement est dissous Francisco Louça	143	14.02.83
Front électoral UDP-PSR pour les élections législatives du 25 avril 1983 (N)	145	14.03.83
Progression socialiste et défaite de la droite aux législatives Francisco Louça	150	23.05.83
Résolution du comité central du Parti socialiste révolutionnaire (PSR) PSR	150	23.05.83

QUATRIEME INTERNATIONALE

La révolution iranienne quatre ans après l'insurrection de février 1979 (D) Rapport dont la ligne générale a été adoptée par le Secrétariat unifié (SU) de la IVE Internationale André Duret	145	14.03.83
Non à la militarisation, non aux missiles, non à l'OTAN ! (E) Déclaration du Secrétariat unifié (SU) de la IVE Internationale	149	09.05.83
Extraits du tract de la IVE Internationale diffusé à Stuttgart (D)	153	20.06.83
Bas les pattes devant la révolution sandiniste (D) Déclaration du Secrétariat unifié (SU) de la IVE Internationale	153	20.06.83
Halte à la terreur anti-tamoule (N) Déclaration du Secrétariat unifié (SU) de la IVE Internationale	156	12.09.83
Mobilisation générale contre les missiles américains et l'OTAN (D) Déclaration du Secrétariat unifié (SU) de la IVE Internationale	157	26.09.83
Philippines : solidarité avec les luttes populaires, à bas la dictature du clan Marcos ! (N) Déclaration du Secrétariat unifié (SU) de la IVE Internationale	158	10.10.83
Troupes US hors de Grenade ! (E) Déclaration du Bureau du SU de la IVE Internationale	160	07.11.83
Les nôtres : Farrel Dobbs (1907-1983) (N) Déclaration du Secrétariat unifié (SU) de la IVE Internationale	161	21.11.83
Les nôtres : Peng Shuzhi (Shu-tse) (1895-1983) Déclaration du Secrétariat unifié (SU) de la IVE Internationale	163	19.12.83

SALVADOR

Pas de temps mort dans la solidarité « Inprecor »	142	31.01.83
« Nous gagnerons cette guerre », entretien avec Salvador Cayetano Carpio (I) « El Salvador News Bulletin »	142	31.01.83
Europe : solidarité avec le Salvador (N)	144	28.02.83
5e coordination européenne des comités de solidarité (N)	146	28.03.83
Après la mort des commandants Marcial et Ana Maria Vincent Kermel	150	23.05.83
Communiqué des Forces populaires de libération (FPL) (D)	150	23.05.83
La lutte des classes, moteur de la guerre populaire de libération Salvador Cayetano Carpio	150	23.05.83
Déclaration du PRT mexicain sur la mort des commandants Ana Maria et Marcial (N)	153	20.06.83
La position du FMLN-FDR sur les négociations (N)	154	04.07.83
Entretien avec Francisco Herrera, responsable du FMLN-FDR (I) Vincent Kermel et Gerry Foley	160	07.11.83
Entretien avec une représentante de la Fédération syndicale révolutionnaire (FSR) (I) « La Brèche »	161	21.11.83
Amérique centrale : la révolution dans l'état de l'intervention militaire et de l'étranglement politico-économique Jeannette Habel	162	05.12.83

SENEGAL

Consultations électorales et politique d'unité nationale Claude Gabriel et François Cazals	141	17.01.83
La LCT : du front unique anti-impérialiste au soutien à une candidature bourgeoise Claude Gabriel et François Cazals	141	17.01.83

SRI LANKA

La répression s'intensifie (N)	142	31.01.83
Halte à la terreur anti-tamoule (N) Déclaration du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale	156	12.09.83

SUEDE

Un trotskyste réélu président du comité d'atelier de Volvo (N)	141	17.01.83
Le gouvernement social-démocrate revient, l'austérité demeure ... Ingrid Hedstrom	143	14.02.83
« Ce n'est pas pour faire cette politique que les sociaux-démocrates ont été élus ... » Parti socialiste (SP)	143	14.02.83
Olof Palme poursuit ce que les partis bourgeois avaient commencé Tom Gustafsson	151	30.05.83
Entretien avec Goete Kilden, responsable syndical à l'usine Volvo de Göteborg (I) Tom Gustafsson	157	26.09.83
Les sociaux-démocrates et les investissements en Afrique du Sud (N)	159	24.10.83

SUISSE

Les JSR partent d'un bon pied (N)	147	11.04.83
Le PSO et l'initiative socialiste sur les crédits militaires (N)	150	23.05.83
Le PSO et les élections fédérales (N)	159	24.10.83
Succès de la manifestation antimissiles le 5 novembre dernier à Berne (N)	161	21.11.83

SURINAM

Des nationalistes en uniforme à Paramaribo Bert Prins	146	28.03.83
---	-----	----------

SYRIE

Les fondements sociaux de la révolte de février 1982 Fred H. Lawson (« Merip Reports », nov.-déc. 1982)	149	09.05.83
Solidarité avec les militants réprimés du Parti d'action communiste (PAC) (N)	153	20.06.83

TCHAD

Non à l'intervention française Vincent Kermel	155	18.07.83
Le contexte de l'intervention impérialiste française François Cazals	156	12.09.83

Rien ne justifie la présence des troupes françaises François Cazals	157	26.09.83
---	-----	----------

TCHÉCOSLOVAQUIE

Une nouvelle orientation pour l'opposition ? Anna Libera	143	14.02.83
Lettre du Comité préparatoire des syndicats libres à Solidarité-Varsovie (D)	143	14.02.83
Déclaration du Comité préparatoire des syndicats libres (D)	143	14.02.83
Liberté pour Ladislav Lis et Petr Uhl « Inprecor »	156	12.09.83
La Charte 77 et la lutte pour la paix Anna Libera	156	12.09.83
Petr Uhl a quitté la prison de Mirov ... « Klassekampen »	162	05.12.83

TURQUIE

Condamnés pour « trotskysme » (N)	142	31.01.83
Parution de « Enternasyonal » (N)	142	31.01.83
La Constitution : une tentative pour résoudre les contradictions économiques et sociales du régime Cihangir Orhun	143	14.02.83
Non aux huit exécutions ! (N)	148	25.04.83
Halte à l'agression armée turque contre les Kurdes d'Irak « Inprecor »	153	20.06.83
Nouvelle vague de grèves de la faim des détenus (N)	158	10.10.83

URSS

Pas de trêve pour la répression avec Andropov Anna Libera	144	28.02.83
Quand les « Izvestia » parlent d'une grève Marina Bek	156	12.09.83

URUGUAY

Le projet de la dictature mis en échec aux « élections internes » du 28 novembre 1982 Daniel Jebrac	141	17.01.83
Entretien avec Luis Romero, dirigeant en exil du Parti pour la victoire du peuple (PVP) (I) Luis Alonso	141	17.01.83
« Vote blanc contre la dictature ! » (D) Parti socialiste des travailleurs d'Uruguay (PST-U)	141	17.01.83

VENEZUELA

La crise de l'Eldorado pétrolier et les élections présidentielles José Valdes	159	24.10.83
L'OSR présente des candidats aux élections générales (N)	161	21.11.83

ZIMBABWE

La question de la réforme agraire, trois ans après l'indépendance James Barnett	159	24.10.83
---	-----	----------



Vient de paraître

CGT

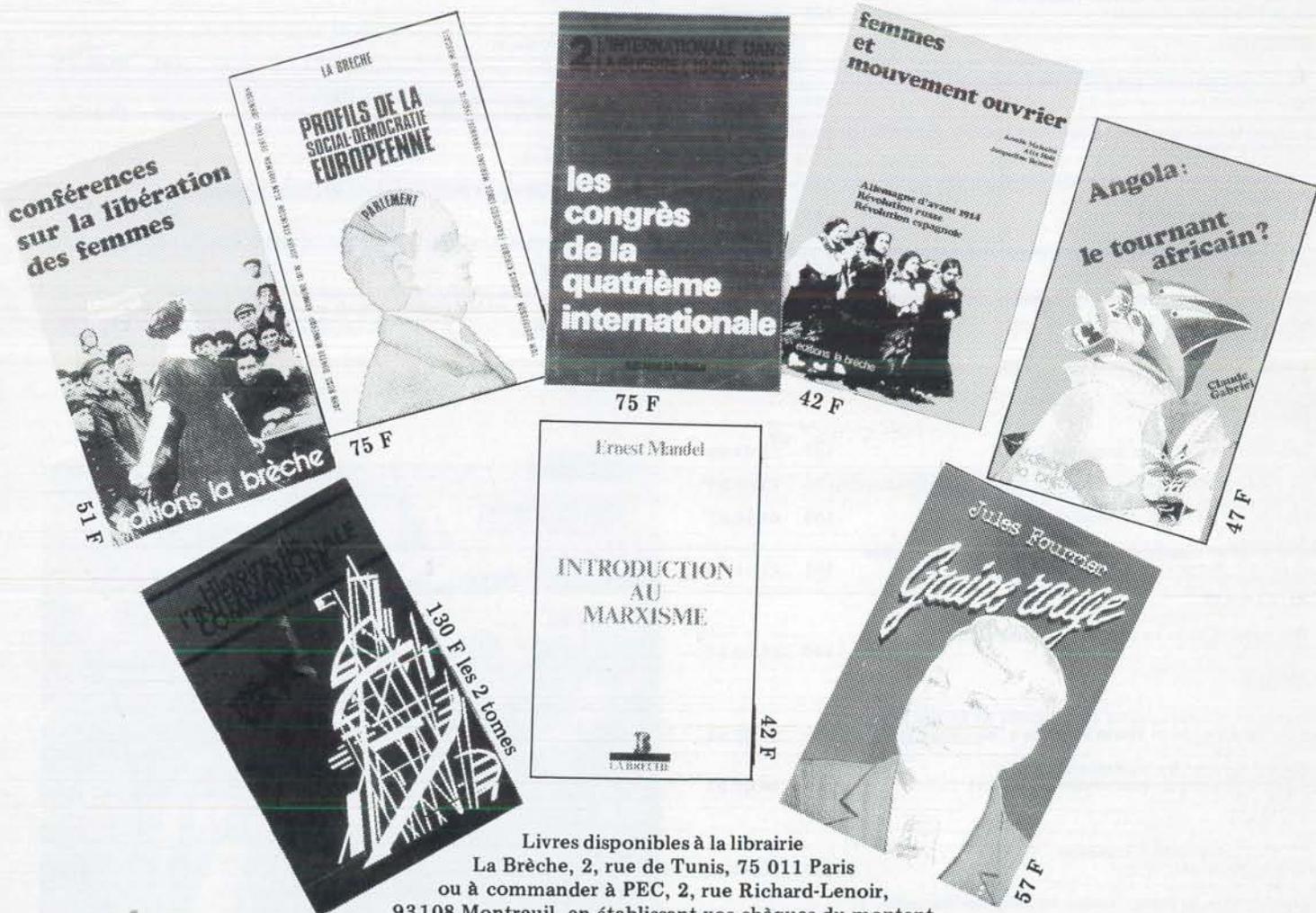
autour de la scission de 1921

La charte d'Amiens
Les rapports parti-syndicat
Unité et démocratie syndicales

60 F
à la librairie
« La Brèche »



Les éditions La Brèche proposent



Livres disponibles à la librairie
La Brèche, 2, rue de Tunis, 75 011 Paris
ou à commander à PEC, 2, rue Richard-Lenoir,
93 108 Montreuil, en établissant vos chèques du montant
net à payer, à l'ordre de PEC.